103e ANNÉE
VOL. 103

N° 26
4873

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 26 juin 1971

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

Québec, Saturday, June 26, 1971

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday,*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
2 JUIL 1971
PUBLICATIONS OFFICIELLES

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883—1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirée-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Goévernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-printy or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All carrespondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Lettres patentes

Adiro Construction Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jakob Jakubowicz, directeur, 4730, avenue Kent, John J. Swidler, 6252, avenue Westbury, tous deux de Montréal, et Irwin Rudick, 6637, chemin Baily, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de construction générale et s'établir entrepreneurs généraux, sous le nom de « Adiro Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1942-1971

Aircom Electronics Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Don Chisholm, superviseur, 253 Willowtree, Pincourt, Rudolph Samlal, technicien, 3350, rue Bahama, Brossard, et Muriel Ann Campbell, secrétaire, épouse de Jim Dary, 14, Lesage, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de courants électriques ou de toutes sortes de machinerie, appareils, accessoires et fournitures électriques, sous le nom de « Aircom Electronics Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2042-1971

Art Auto Body Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1971, constituant en corporation: André Poulin, Marguerite Poulin, épouse dudit André Poulin, tous deux du 52, Alain, Repentigny, et Roland Morissette, 8490, rue Choquette, Montréal, tous les trois administrateur, pour les objets suivants:

Faire la réparation, la restauration et le débosselage d'automobiles, camions et véhicules motorisés de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Art

Letters Patent

Adiro Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jakob Jakubowicz, executive, 4730 Kent Avenue, John J. Swidler, 6252 Westbury Avenue, both of Montreal, and Irwin Rudick, 6637 Baily Road, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a general construction and contracting company, under the name of "Adiro Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1942-1971

Aircom Electronics Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Don Chisholm, supervisor, 253 Willowtree, Pincourt, Rudolph Samlal, technician, 3350 Bahama Street, Brossard, and Muriel Ann Campbell, secretary, wife of Jim Dary, 14 Lesage, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of electric appliances or any manner of electric machinery, apparatus, appliances or supplies, under the name of "Aircom Electronics Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2042-1971

Art Auto Body Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Poulin, Marguerite Poulin, wife of the said André Poulin, both of 52 Alain, Repentigny, and Roland Morissette, 8490 Choquette Street, Montreal, all three executives, for the following purposes:

To engage in repairs and improvements and body work of all kinds and descriptions in relation to automobiles, trucks and motor vehicles in general of al

Auto Body Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3570, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708 2081-1971

L'Association de la famille Abruzzese

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Giovanni Rossi, professeur, 7245, Louis-Hémon, Nicola Di Domenico, commis, Antonio D'Eugenio, tous deux du 6705, Cartier, Dominico Odorisio, 7430, Birman, Pasquale Pasquarelli, 7580, Marquette, Emilio D'Orazio, 9642, Iberville, Odorisio Domenico, 1991, Alfred Laliberté, Oliviero De Laurentis, 7762, Outremont, Luigi Di Federico, 6922, Querbes, Italo Fidanza, 2010, place Henri-Bourassa, tous les dix de Montréal, Nicola Rossi, 9245, rue Chopin, ces neuf derniers travailleurs, et Antonina Di Iorio, étudiant, fille majeure, 4372, René Goupil, ces deux derniers de Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager le développement culturel, social et sportif de tous les membres, sous le nom de « L'Association de la famille Abruzzese ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $300,000.

Le siège social de la corporation est au 6705, Cartier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708 932-1971

B. R. F. Plumbing & Heating Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Stanley Gelfand, 3590, Ridgewood, app. 306, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, tous deux de Montréal, et Arthur A. Garvis, 795, Alexis Nihon, Saint-Laurent, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération et autres spécialités, sous le nom de « B. R. F. Plumbing & Heating Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1672, rue Saint-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708 2202-1971

types and descriptions, under the name of "Art Auto Body Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 20,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 3570 Masson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40708-o 2081-1971

L'Association de la famille Abruzzese

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Giovanni Rossi, professor, 7245 Louis-Hémon, Nicola Di Domenico, clerk, Antonio D'Eugenio, both of 6705 Cartier, Domenico Odorisio, 7430 Birman, Pasquale Pasquarelli, 7580 Marquette, Emilio D'Orazio, 9642 Iberville, Odorisio Domenico, 1991 Alfred Laliberté, Oliviero De Laurentis, 7762 Outremont, Luigi Di Federico, 6922 Querbes, Italo Fidanza, 2010 Place Henri-Bourassa, all ten of Montreal, Nicola Rossi, 9245 Chopin Street, the latter nine workers, and Antonina Di Iorio, student, spinster, 4372 René Goupil, the latter two of Saint-Léonard, for the following purposes:

To encourage and promote the cultural, athletic and social development of all of its members, under the name of "L'Association de la famille Abruzzese".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation is at 6705 Cartier, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40708-o 932-1971

B. R. F. Plumbing & Heating Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1971, have been issued bythe Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Stanley Gelfand, 3590 Ridgewood, Apt. 306, Pinja E. Blitt, 3333 Jean-Talon Street West, Apt. 603, both of Montreal, and Arthur A. Garvis, 795 Alexis Nihon, Saint-Laurent, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors in all its branches, under the name of "B. R. F. Plumbing & Heating Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1672 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40708-o 2202-1971

Le Bottier (Centre Ville) inc.
The Bootery (Downtown) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, et Philip Shugar, 6267, Macdonald, Hampstead, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de chaussures, vêtements et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Le Bottier (Centre Ville) inc.— The Bootery (Downtown) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2179-1971

C P Associates Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Howard R. Palmquist, 3555, chemin de la Côte des Neiges, Elie Cowan, 35, avenue Oakland, tous deux administrateurs, et Joel A. Silcoff, avocat, 3816, Marlowe, tous les trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir des services d'experts dans la gestion et la mise en marché de la pulpe et du papier, sous le nom de « C P Associates Limited », avec un capital actions divisé en 50,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 300, place d'Youville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2258-1971

Can-Stack Industries and Resources Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous les trois avocats, Yolande Poliseno, réceptionniste, 7928, Durocher, tous deux de Montréal, et Ginette Doray, secrétaire, 1925, Labelle, Longueuil, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de machines, Machinerie et pièces, accessoires, instruments, dispositifs, fournitures, attaches et matériel, sous le nom de "Can-Stack Industries and Resources Ltd.", avec un capital actions divisé en 5,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le Bottier (Centre Ville) inc.
The Bootery (Downtown) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, and Philip Shugar, 6267 Macdonald, Hampstead, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in shoes, footwear, clothing, wearing apparel and accessories of all kinds, under the name of "Le Bottier (Centre Ville) inc.— The Bootery (Downtown) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial distict of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2179-1971

C P Associates Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Howard R. Palmquist, 3555 Côte des Neiges Road, Elie Cowan, 35 Oakland Avenue, both executives, and Joel A. Silcoff, lawyer, 3816 Marlowe, all three of Montreal, for the following purposes:

To provide management and marketing consultant services in the pulp and paper field, under the name of "C P Associates Limited", with a capital stock into 50,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 300 Place d'Youville, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2258-1971

Can-Stack Industries and Resources Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, all three advocates, Yolande Poliseno, receptionist, 7928 Durocher, both of Montreal, and Ginette Doray, secretary, 1925, Labelle, Longueuil, the latter two filles majeures, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies attachements and equipment, under the name of "Can-Stack Industries and Resources Ltd.", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2084-1971

Casa Bella Furniture Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Lorne H. Marchand, 3455, place Decelles, Montréal, C. Joshua Borenstein, 454, Ellerton, Mont-Royal, et Menashe Broder, 5715, Léger, Côte Saint-Luc, tous les trois avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de meubles anciens et modernes, d'articles d'ameublement, tableaux, argenterie, verrerie, poterie, objets d'art, nouveautés, appareils ménagers, accessoires électriques, appareils électroniques, appareils de radio et de télévision, sous le nom de « Casa Bella Furniture Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au Centre commercial de la Promenade à la Place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40708 5734-1970

Central Iron Works Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Barbe, 6361, de Carignan, Montréal, Jean Perreault, tous deux hommes d'affaires, et Jeanne Tremblay, ménagère, épouse dudit Jean Perreault, ces deux derniers du 6075, Galerie d'Anjou, Anjou, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de pièces de fer ornementales et de produits et articles connexes, sous le nom de « Central Iron Works Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4115, Mentana, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2372-1971

Centre de service W.D. & F. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Paul Tennier, technicien, 1757, Bédard, Laval, Yvonne Gagnon, secrétaire, épouse d'Henri Gagnon, et Réal Gagnon, électricien, ces deux derniers

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2084-1971

Casa Bella Furniture Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lorne H. Marchand, 3455 Place Decelles, Montreal, C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mount Royal, and Menashe Broder, 5715 Léger, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in modern and antique furniture, house furnishings, pictures, silverware, glassware, pottery, art goods, novelties, household appliances, electric appliances, electronic apparatus and radio and television apparatus, under the name of "Casa Bella Furniture Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Place Ville Marie Shopping Promenade, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40708-o 5734-1970

Central Iron Works Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Barbe, 6361 de Carignan, Montreal, Jean Perreault, both businessmen, and Jeanne Tremblay, housewife, wife of the said Jean Perreault, the latter two of 6075 Galerie d'Anjou, Anjou, for the following purposes:

To manufacture and deal in iron ornamental works and associated wares and products, under the name of "Central Iron Works Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4115 Mentana, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2372-1971

Centre de service W.D. & F. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Tennier, technician, 1757, Bédard, Laval, Yvonne Gagnon, secretary, wife of Henri Gagnon, and Réal Gagnon, electrician, the latter two of 3405 Ste-

du 3405 est, rue Sainte-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans la réparation d'appareils ménagers tels que machines à laver, sécheuses, réfrigérateurs, poêles et laveuses à vaiselle, sous le nom de « Centre de service W.D. & F. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnies est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2112-1971

Le Cheptel de Berthier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1971, constituant en corporation: Frederick Alexander Kalau, administrateur, Louise Decarie, secrétaire, épouse dudit Frederick Alexander Kalau, tous deux du 22, Taragone Drive, Robert Paul Stefani, administrateur, Barbara Lynne Miller, auteur de textes publicitaires, épouse dudit Robert Paul Stefani, tous deux du 286, boulevard Kirkland, tous les quatre de Kirkland, Richard Georges Kalau, administrateur, Donna Gail Williams, secrétaire, épouse dudit Richard Georges Kalau, tous deux du 294 Oakdale Crescent, Beaconsfield, Edmund John Stefani, administrateur, et Arlette Taillefer, institutrice, épouse dudit Edmond John Stefani, ces deux derniers du 129, chemin Wilson, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

L'importation, l'exportation et le commerce de viandes, bétail, moutons, porcs, volailles, beurre, poisson et de tous produits alimentaires, sous le nom de « Le Cheptel de Berthier inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et de 80,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2332-1971

Corsair Mining Corporation Ltd.
(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous trois avocats, Yolande Poliseno, réceptionniste, 7928, Durocher, tous deux de Montréal, et Ginette Doray, secrétaire, 1925, Labelle, Longueuil, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Catherine Street East, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of repairing household appliances such as washing machines, dryers, refrigerators, stoves and dishwashers, under the name of "Centre de service W.D. & F inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2112-1971

Le Cheptel de Berthier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Frederick Alexander Kalau, executive, Louise Decarie, secretary, wife of the said Frederick Alexander Kalau, both of 22, Taragone Drive, Robert Paul Stefani, executive, Barbara Lynne Miller, advertising copy writer, wife of the said Robert Paul Stefani, both of 286 Kirkland Boulevard, all four of Kirkland, Richard Georges Kalau, executive, Donna Gail Williams, secretary, wife of the said Richard Georges Kalau, both of 294 Oakdale Crescent, Beaconsfield, Edmund John Stefani, executive, and Arlette Taillefer, teacher, wife of the said Edmund John Stefani, the latter two of 129 Wilson Road, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To import, export and deal in meat, cattle, sheep, hogs, poultry, butter, fish and all food produce, under the name of "Le Cheptel de Berthier inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each, 10,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 80,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2332-1971

Corsair Mining Corporation Ltd.
(No personal liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, all three advocates, Yolande Poliseno, receptionist, 7928 Durocher, both of Montreal, and Ginette Doray, secretary, 1925 Labelle, Longueuil, the latter two spinsters, for the following purposes:

Faire de la prospection et de l'exploration pour découvrir des mines et des minéraux, sous le nom de « Corsair Mining Corporation Ltd. » (No personal liability), avec un capital total divisé en 5,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1674-1971

W. J. Cosgrove & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1971, constituant en corporation: Fernand Lalonde, 4902, avenue Boslyn, Montréal, Peter C. Casey, 453, avenue Grosvenor, Westmount, et Claude-E. Leduc, 105, avenue Berverley, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « W. J. Cosgrove & associés inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 3300, Cavendish, bureau 580, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2288-1971

Country Music of North America Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Sydney Lawson, 8283, David Boyer, Lasalle, Joseph Grondin, 1870, Trépanier, Brossard, tous deux gérants, et Robert Fuller, musicien, 7280, Casgrain, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs de télévision et de radio ou de T.S.F., sous le nom de « Country Music of North America Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1870, rue Trépanier, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2208-1971

Deutek Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Françoise Ollivier, fille majeure, 200, Willowdale, Outremont, Elliot Lifson, 4780, Jean-Brillant, app. 203, et Boris Stein, 3450, place Decelles,

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Corsair Mining Corporation Ltd." (No personal liability), with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1674-1971

W. J. Cosgrove & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Lalonde, 4902 Roslyn Avenue, Montreal, Peter C. Casey, 453 Grosvenor Avenue, Westmount, and Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business as general contractors and builders, under the name of "W. J. Cosgrove & associés inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 3300 Cavendish, Suite 580, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2288-1971

Country Music of North America Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sydney Lawson, 8283 David Boyer, Lasalle, Joseph Grondin, 1870 Trépanier, Brossard, both managers, and Robert Fuller, musician, 7280 Casgrain, Montreal, for the following purposes:

To operate radio and/or wireless and/or television broadcasting and receiving stations, under the name of "Country Music of North America Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1870 Trépanier Street, Brossard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2208-1971

Deutek Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Françoise Ollivier, spinster, 200 Willowdale, Outremont, Elliot Lifson, 4780 Jean-Brillant, Apt. 203, and Boris Stein, 3450 Decelles Place, the latter two

ces deux derniers de Montréal, tous les trois avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Deutek Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune et 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2052-1971

Dophil Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Moe Ackman, 26, Aldred Crescent, Hampstead, Jack Boidman, 6505, chemin de la Côte Saint-Luc, et Sidney Cutler, 5767, Glenarden, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous les trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Dophil Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5663, Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2107-1971

Les draperies Kandym inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Maurice Bensmihen, marchand, 282, 89e Avenue, Laval, Kalman Samuels, avocat, 1155 ouest, boulevard Dorchester, app. 3420, et Gerald Stotland, commis, 6955, Wilderton, app. 2, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de draperies et accessoires, nouveautés et articles connexes, sous le nom de « Les draperies Kandym inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2142-1971

Dunmat Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1971, constituant

of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Deutek Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $5 each and 6,000 preferred shares of the par value of $5 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2052-1971

Dophil Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moe Ackman, 26 Aldred Crescent, Hampstead, Jack Boidman, 6505 Côte Saint-Luc Road, and Sidney Cutler, 5767 Glenarden, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Dophil Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5663 Monkland, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2107-1971

Les draperies Kandym inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Bensmihen, merchant, 282, 89th Avenue, Laval, Kalman Samuels, advocate, 1155 Dorchester Boulevard West, 3420, and Gerald Stotland, clerk, 6955 Wilderton, 2, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in draperies and accessories, dry goods and related items, under the name of "Les draperies Kandym inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 500 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2142-1971

Dunmat Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives

en corporation: Norbert Dunlavey, Bromont, Claude Perreault, 5867, rue Charmenil, Saint-Léonard, Évariste Mathieu, tous trois administrateurs, et Carmen Boutin, ménagère, épouse dudit Évariste Mathieu, ces deux derniers du 8255, 15e Avenue, Laval, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de lotissement, sous le nom de « Dunmat Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 400 actions privilégiées, classe « A », d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées, classe « B », d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3985, boulevard Industriel, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2049-1971

incorporating: Norbert Dunlavey, Bromont, Claude Perreault, 5867 Charmenil Street, Saint-Léonard, Évariste Mathieu, all three executives, and Carmen Boutin, housewife, wife of the said Évariste Mathieu, the latter two of 8255, 15th Avenue, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Dunmat Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of the par value of $10 each, 400 class "A" preferred shares of the par value of $10 each and 3,000 class "B" preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 3985 boulevard Industriel, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2049-1971

Les entreprises Estgol ltée
Estgol Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Estelle Goldin, ménagère, épouse de Paul Goldin, 1135, rue Major, Laval, Maxwell Brotman, comptable agréé, 1165, Saint-Aubin, et Marilyn Fougère, secrétaire, fille majeure, 4825, avenue du Parc, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises Estgol ltée — Estgol Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1135, rue Major, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2109-1971

Les entreprises Estgol ltée
Estgol Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Estelle Goldin, housewife, wife of Paul Goldin, 1135 Major Street, Laval, Maxwell Brotman, chartered accountant, 1165 St-Aubin, and Marilyn Fougère, secretary, spinster, 4825 Park Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les entreprises Estgol ltée — Estgol Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1135 Major Street, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2109-1971

Foam Form Guadeloupe Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, 6886, chemin Kildare, Côte Saint-Luc, Leon Jedeikin, 65, chemin Stratford, Hampstead, et Mervyn Rosenstein, 1307, Beauvais, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de briques, terre cuite, tuile, tuyaux d'écoulement et tuyaux d'égout, sous le nom de « Foam Form Guadeloupe Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Foam Form Guadeloupe Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Judah Lyon, Wolofsky, 6886 Kildare Road, Côte Saint-Luc, Leon Jedeikin, 65 Stratford Road, Hampstead, and Mervyn Rosenstein, 1307 Beauvais, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in brick, terra-cotta, tiles, drains and sewer pipes, under the name of "Foam Form Guadeloupe Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est au 1440 ouest, rue Ste-Catherine, bureau 310, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2007-1971

Franroc ltée
Franroc Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Réjean-R. Lefrançois, 5325, rue Jean-Talon est, Robert-M. Benoit, 9260, rue Bastogne, tous deux avocats, et Saint-Léonard, Claudette Gagné, secrétaire, épouse de Gilles Fleurent, 6138, rue Houde, Montréal-Nord, Jean Lussier, gérant, 1010, rue St-Louis, Saint-Joseph, et Laval-J. Pagé, comptable, 249, Dufferin, Granby, pour les objets suivants:

Faire et exercer toutes et chacune des opérations nécessaires ou utiles à l'usinage du béton bitumineux et à l'usinage et à la commercialisation du béton préparé, sous le nom de « Franroc ltée — Franroc Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 8,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bromont, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 1928-1971

G.M. Poultry Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: John Matzaras, 7424, rue Querbes, Garyfalos Matzaras, tous deux négociants, et Dimitra Matzaras, ménagère, épouse dudit Garyfolos Matzaras, ces deux derniers du 8246, rue Stuart, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de volailles, oeufs, beurre et autres produits connexes, sous le nom de « G.M. Poultry Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1984-1971

G. & R. Aircraft Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Charles E. Flam, 35, chemin Banstead,

The head office of the company is at 1440 St. Catherine Street West, Suite 310, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2007-1971

Franroc ltée
Franroc Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean-R. Lefrançois, 5325 Jean-Talon Street East, Robert-M. Benoit, 9260 Bastogne Street, both lawyers, of St. Léonard, Claudette Gagné, secretary, wife of Gilles Fleurent, 6138 Houde Street, Montreal North, Jean Lussier, manager, 1010 St. Louis Street, St. Joseph, and Laval-J. Pagé, accountant, 249 Dufferin, Granby, for the following purposes:

To carry on any and all operations pertaining to the making of asphaltic contrete and to the making and marketing of prestressed concrete, under the name of "Franroc ltée — Franroc Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 8,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Bromont, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 1928-1971

G.M. Poultry Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Matzaras, 7424 Querbes Street, Garyfalos Matzaras, both merchants, and Dimitra Matzaras, housewife, wife of the said Garyfalos Matzaras, the latter two of 8246 Stuart Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in poultry, eggs, butter and related products, under the name of "G.M. Poultry Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1984-1971

G. & R. Aircraft Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles E. Flam, 35 Banstead Road, Montreal

Montréal-Ouest, Claude-Armand Sheppard, 5030, Glencairn, Douglas Pascal, 5392, Prince of Wales, tous deux de Montréal, tous les trois avocats, et Claudine Proutat, secrétaire, fille majeure, 200, Corot, Ile-des-Soeurs, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de dirigeables, avions, biplans, machines, appareils de vol, hydravions ou automobiles, sous le nom de « G. & R. Aircraft Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 7330, chemin de la Côte Saint-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2111-1971

Gauthier Automobiles (Sept-Iles) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Yvonne Gauthier, secrétaire, fille majeure, 168, St-Christophe, Matane, Candide Gauthier, homme d'affaires, et Lucienne Fillion, maîtresse de maison, épouse dudit Candide Gauthier, ces deux derniers de 660, Gamache, Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Gauthier Automobiles (Sept-Iles) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, boulevard Laure, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 1641-1971

The Gem Motel Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Aivars Saparovskis, Janis Saparovskis, tous deux restaurateurs, et Laima Lode, ménagère, épouse dudit Janis Saparovskis, tous les trois du 6720 est, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Tenir motel et restaurant, sous le nom de « The Gem Motel Ltd. », avec un capital total de $105,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6950 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2192-1971

West, Claude-Armand Sheppart, 5030 Glencairn, Douglas Pascal, 5392 Prince of Wales, both of Montreal, all three advocates, and Claudine Proutat, secretary, spinster, 200 Corot, Nuns' Island, for the following purposes:

To manufacture and deal in airships, aeroplanes, biplanes, machines, flying apparatus, hydroplanes or automobiles, under the name of "G. & R. Aircraft Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 7330 Côte St-Luc Road, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2111-1971

Gauthier Automobiles (Sept-Iles) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvonne Gauthier, secretary, spinster, 168 St. Christophe, Matane, Candide Gauthier, businessman, and Lucienne Fillion, housewife, wife of the said Candide Gauthier, the latter two of 660 Gamache, Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of «Gauthier Automobiles (Sept-Iles) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 800 Laure Boulevard, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 1641-1971

The Gem Motel Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aivars Saparovskis, Janis Saparovskis, both restaurant operators, and Laima Lode, housewife, wife of the said Janis Saparovskis, all three of 6720 Sherbrooke Street East, Montreal, for the following purposes:

To operate a motel and restaurant, under the name of "The Gem Motel Ltd.", with a total capital stock of $105,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6950 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2192-1971

Gordon's Farm Supplies Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gordon Dittburner, cultivateur, Donald Lavallée, avocat, tous deux de Shawville, et Carmen Lafleur, secrétaire, fille majeure, Otter Lake, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce d'outillage de ferme et d'instruments aratoires de toutes sortes, sous le nom de « Gordon's Farm Supplies Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Clarendon, district judiciaire de Pontiac.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2275-1971

Gordon's Farm Supplies Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gordon Dittburner, farmer, Donald Lavallée, advocate, both of Shawville, and Carmen Lafleur, secretary, spinster, Otter Lake, for the following purposes:

To manufacture and deal in farm machinery and agricultural implements of all kinds, under the name of "Gordon's Farm Supplies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Clarendon, judicial district of Pontiac.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2275-1971

H & C Type-Art Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1971, constituant en corporation: Louis Orenstein, 5654, avenue Macdonald, Côte Saint-Luc, Jason Ruby, 47, place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, Avrum Orenstein, avocat, 4725, Bourret, et Glacia Miller, secrétaire, fille majeure, 3201, Forest Hill, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire, sur le plan cmmercial et industriel, de la photographie, de l'art, de la lithographie et de la composition, sous le nom de « H & C Type-Art Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2308-1971

H & C Type-Art Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Orenstein, 5654 Macdonald Avenue, Côte Saint-Luc, Jason Ruby, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, both advocates, Avrum Orenstein, lawyer, 4725 Bourret, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of commercial and industrial photography, art, lithography and typesetting, under the name of "H & C Type-Art Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2308-1971

H.G. Tait Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jack Boidman, 6505, Côte Saint-Luc, Côte Saint-Luc, Moe Ackman, 26, Alfred Crescent, Hampstead, et Hugh G. Tait, 181, avenue Dawlish, Toronto, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir conseillers en gestion et finance, conseillers et experts industriels et experts-conseils dans l'exploitation de toutes sortes d'entreprises, sous le nom de « H.G. Tait Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 360 actions ordinaires de $100 chacune et 40 actions privilégiées de $100 chacune.

H.G. Tait Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack Boidman, 6505 Côte Saint-Luc, Côte Saint-Luc, Moe Ackman, 26 Alfred Crescent, Hampstead, and Hugh G. Tait, 181 Dawlish Avenue, Toronto, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of management and financial consultants, industrial consultants and advisers and consultants in the operation of all kinds of businesses, under the name of "H.G. Tait Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 360 common shares of $100 each and 40 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est au 750, boulevard Laurentien, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2158-1971

Habitations Chamousset inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Y.-Rosaire Fortier, industriel, 1298, Argenteuil, Sainte-Foy, Cécile Dugal, retraitée, fille majeure, 1588, boulevard St-Cyrille ouest, app. 900, Raymond Thivierge, assureur-conseil, 1164, avenue Park, tous deux de Québec, Claude Delisle, médecin, 1215, Luxembourg, Sillery, et Jean-Charles Cantin, avocat, 105, St-Félix, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Réaliser un programme d'habitation à loyer modique pour personnes âgées à faible revenu ou nécessitant de la sécurité, sous le nom de « Habitations Chamousset inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $10,000,000.

Le siège social de la corporation est 2700, boulevard Laurier, suite 807, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 2307-1971

Hashman Construction (Québec) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Michael Dennis, Graham Nesbitt et Michael D. Levinson, tous trois avocats, du 630 ouest, Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir constructeurs et entrepreneurs, et établir des ensembles résidentiels, sous le nom de « Hashman Construction (Québec) Ltd. » avec un capital actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 630 ouest, boulevard Dorchester, bureau 2260, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2080-1971

Hauer Snack-Bars, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Leon Margulies, 4872, Mackenzie, Moses Hauer, tous deux administrateurs, et Anita Antler, ménagère, épouse dudit Moses Hauer, ces deux

The head office of the company is at 750 Laurentian Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2158-1971

Habitations Chamousset inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Y.-Rosaire Fortier, industrialist, 1298 Argenteuil, St. Foy, Cécile Dugal, retired, spinster, 1588 St. Cyrille Boulevard West, Apt. 900, Raymond Thivierge, insurance consultant, 1164 Park Avenue, both of Québec, Claude Delisle, physician, 1215 de Luxembourg, Sillery, and Jean-Charles Cantin, lawyer, 105 St. Félix, St. Félix-du-Cap-Rouge, for the following purposes:

To carry out a low-rent housing programme for the aged having a low income or requiring security, under the name of "Habitations Chamousset inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is to be limited is $10,000,000.

The head office of the corporation is at 2700 Laurier Boulevard, suite 807, St. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 2307-1971

Hashman Construction (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Dennis, Graham Nesbitt and Michael D. Levinson, all three advocates, of 630 Dorchester West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders, contractors and developers, under the name of "Hashman Construction (Québec) Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 630 Dorchester Boulevard West, Suite 2260, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2080-1971

Hauer Snack-Bars, Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leon Margulies, 4872 Mackenzie, Moses Hauer, both executives, and Anita Antler, housewife, wife of the said Moses Hauer, the latter two of 4610

derniers du 4610, rue Bourret, app. 107, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la vente de toutes sortes de nourriture et de produits alimentaires, bonbons, gomme, cigarettes, souvenirs et autres articles divers, sous le nom de « Hauer Snack-Bars, Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4610, rue Bourret, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1986-1971

Impact Training Systems Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Richard S. White junior, Westwood Drive, Hudson, Abraham Arbel, 4901, avenue Kent, tous deux directeurs des ventes, et Hart Margolian, avocat, 5022, avenue Isabella, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de disques, bandes magnétiques, rubans de cassettes, bandes de cartouches, films, livres, et autre matériel enregistré, photographié et imprimé se rapportant à la motivation et au développement personnels, sous le nom de « Impact Training Systems Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5871, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1796-1971

Importation & exportation Ankara inc.
Ankara Importation & Exportation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1971, constituant en corporation: André Léveillé, 4, Place Richelieu, Châteauguay, André Perpignani, 7880, Tellier, tous deux hommes d'affaires, et Pierre Larue, avocat, 2197, Sherbrooke est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Importation & exportation Ankara inc. — Ankara Importation & Exportation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8004, Jarry est, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 1987-1971

Bourret Street, Apt. 107, all three of Montreal, for the following purposes:

To sell all manner of food and food products, candies, gum, cigarettes, souvenirs and other sundries, under the name of "Hauer Snack-Bars, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4610 Bourret Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1986-1971

Impact Training Systems Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard S. White junior, Westwood Drive, Hudson, Abraham Arbel, 4901 Kent Avenue, both sales executives, and Hart Margolian, advocate, 5022 Isabella Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of records, tapes, cassette tapes, cartridge tapes, films, books, and other recorded, photographed and printed material relating to personal motivation and development, under the name of "Impact Training Systems Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of the par value of $10 each and 1,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 5871 Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1796-1971

Importation & exportation Ankara inc.
Ankara Importation & Exportation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Léveillé, 4 Richelieu Place, Châteauguay, André Perpignani, 7880 Tellier, both businessmen, and Pierre Larue, lawyer, 2197 Sherbrooke East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To import, export and deal in all kinds of products, articles and goods, under the name of "Importation & exportation Ankara inc. — Ankara Importation & Exportation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8004 Jarry East, Anjou, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 1987-1971

The Incredible Grand Trunk Funk Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Robert Vineberg, avocat, route rurale No 4, Godmanchester, Maureen Montgomery, 30, place Côte Vertu, Saint-Laurent, et Barbara Komornicki, 4353, Saint-Urbain, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « The Incredible Grand Trunk Funk Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, place Ville-Marie, bureau 930, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1506-1971

Joint Shavings Group Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Fay Shepherd, secrétaire, épouse de Michael Shepherd, 2860, rue Provost, Lachine, Edward J. Druker, 5763, McMurray, Morden Lazarus, 5554, chemin Earle, et Robert Wolfe, 5763, McAlear, ces trois derniers avocats, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Poursuivre dans toutes ses spécialités la coupe, l'exploitation et le commerce du bois; posséder et exploiter des scieries et des usines de rabotage et de pâte à papier, sous le nom de « Joint Shavings Group Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue Du Moulin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 37-1971

Kirby Company of Montreal Inc.
La compagnie Kirby de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Arthur Cohen, administrateur, Virginia Perr, ménagère, épouse dudit Arthur Cohen, et Elizabeth Craigen, institutrice, fille majeure, tous trois du 100, boulevard Westpark, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes les sortes d'aspirateurs Kirby, sous le nom de « Kirby Company of Montreal Inc.— La compagnie Kirby de Montréal inc. », avec

The Incredible Grand Trunk Funk Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Vineberg, advocate, Rural Route No. 4, Godmanchester, Maureen Montgomery, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, and Barbara Komornicki, 4353 St-Urbain, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "The Incredible Grand Trunk Funk Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 930, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1506-1971

Joint Shavings Group Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fay Shepherd, secretary, wife of Michael Shepherd, 2860 Provost Street, Lachine, Edward J. Druker, 5763 McMurray, Morden Lazarus, 5554 Earle Road, and Robert Wolfe, 5763 McAlear, the latter three advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on in any and all their branches the businesses of loggers, lumbermen, lumber merchants and sawmill, planing-mill and pulpmill owners, under the name of "Joint Shavings Group Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of a par value of $1 each and 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Du Moulin Street, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 37-1971

Kirby Company of Montreal Inc.
La compagnie Kirby de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Cohen, executive, Virginia Perr, housewife, wife of the said Arthur Cohen, and Elizabeth Craigen, teacher, spinster, all three of 100 Westpark Boulevard, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To deal in all types of Kirby vacuum-cleaners, under the name of "Kirby Company of Montreal Inc.— La compagnie Kirby de Montréal inc.", with a

un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2247-1971

Lang Yachts Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 211, Dresden, Mont-Royal, et Christine Truesdell, fille majeure, 6747, 10e Avenue, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes et de tous genres de bateaux, yachts, radeaux et navires, sous le nom de « Lang Yachts Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2000, rue William, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2178-1971

Leaders International Imports Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Meta Csirinyi, secrétaire, épouse de Julius Csirinyi, 6940, Wiseman, Montréal, Arthur Marcovitch, 5887, Centennial, et Abraham Shuster, 5710, Wolseley, ces deux derniers avocats, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de produits et marchandises de toutes sortes et de toute nature, sous le nom de « Leaders International Imports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2148-1971

Loge-Peuple de Pointe St-Charles ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Mark Feldman, étudiant en droit, 4720, Circle Road, Yves L'Anglais, 4257, Jean-Brillant, et Douglas Pascal, 5393, Prince of Wales, ces deux derniers avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of the par value of $100 each and 6,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2247-1971

Lang Yachts Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 211 Dresden, Mount Royal, and Christine Truesdell, spinster, 6747, 10th Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of boats, yachts, rafts and ships, under the name of "Lang Yachts Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 2000 William Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2178-1971

Leaders International Imports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Meta Csirinyi, secretary, wife of Julius Csirinyi, 6940 Wiseman, Montreal, Arthur Marcovitch, 5887 Centennial, and Abraham Shuster, 5710 Wolseley, the latter two advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise and products of any kind or nature, under the name of "Leaders International Imports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 3,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2148-1971

Loge-Peuple de Pointe St-Charles ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mark Feldman, law student, 4720 Circle Road, Yves L'Anglais, 4257 Jean-Brillant, and Douglas Pascal, 5393 Prince of Wales, the latter two advocates, all three of Montreal, for the following purposes:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Loge-Peuple de Pointe St-Charles ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1974-1971

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Loge-Peuple de Pointe St-Charles ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1974-1971

Magna Fountains and Displays Ltd.
Les fontaines et étalages Magna ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1971, constituant en corporation: Moe Neuer, avocat, 4874, de la Peltrie, Montréal, Herbert Lerner, 460 nord, Brock, Montréal-Ouest, et Johann Frotscher, 5915, Bergevin, Brossard, ces deux derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce d'articles de décoration de toutes sortes, sous le nom de « Magna Fountains and Displays Ltd. — Les fontaines et étalages Magna ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5253, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2331-1971

Magna Fountains and Displays Ltd.
Les fontaines et étalages Magna ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moe Neuer, advocate, 4874 de la Peltrie, Montreal, Herbert Lerner, 460 Brock North, Montreal West, and Johann Frotscher, 5915 Bergevin, Brossard, the latter two businessmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in decorator items of all kinds, under the name of "Magna Fountains and Displays Ltd. — Les fontaines et étalages Magna ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 5253 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2331-1971

Manufacturiers d'habits Marno ltée
Marno Suit Manufacturers Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Elen Libman, épouse de Norman Maron, 2195, Scott, Rosalie Maron, épouse de Sam Savage, 857, Alexis Nihon, toutes deux ménagères, de Saint-Laurent, et Marc Zimet, administrateur, 4919, Kent, Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements de toutes sortes pour hommes et jeunes gens, sous le nom de « Manufacturiers d'habits Marno ltée — Marno Suit Manufacturers Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 165 est, rue du Mont-Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1982-1971

Manufacturiers d'habits Marno ltée
Marno Suit Manufacturers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Elen Libman, wife of Norman Maron, 2195 Scott, Rosalie Maron, wife of Sam Savage, 857 Alexis Nihon, both housewives, of Saint-Laurent, and Marc Zimet, executive, 4919 Kent, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's and boys' wearing apparel of every kind, under the name of "Manufacturiers d'habits Marno ltée — Marno Suit Manufacturers Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 165 Mount Royal Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1982-1971

Mapaci Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Lucia Telaro, Lyse St-Pierre, toutes deux filles majeures, Luisa Cantatore, épouse d'Antonio Garippo, Denise Giraudias, épouse d'Albert Casto, toutes les quatre secrétaires, et Louis Lefebvre, notaire, tous du 7576, Saint-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Mapaci Inc. », avec un capital total de $65,000, divisé en 3,500 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3447, rue Messier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1555-1971

Marché Crépeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Pierre-G. Crépeau, étudiant, Rosaire Crépeau, épicier-boucher, et Madeleine Lafleur, ménagère, épouse dudit Rosaire Crépeau, tous trois de 215, 10e Rue, Ferme-Neuve, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Crépeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,800 actions ordinaires de $10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ferme-Neuve, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 1563-1971

McGill Metro Leaseholds Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, 64, chemin Belvédère, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175, Côte Saint-Luc, et Douglas Pascal, 5392, Prince of Wales, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « McGill Metro Leaseholds Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 800, carré Victoria, bureau 612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1988-1971

Mapaci Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucia Telaro, Lyse St-Pierre, both filles majeures, Luisa Cantatore, wife of Antonio Garippo, Denise Giraudias, wife of Albert Casto, all four secretaries, and Louis Lefebvre, notary, all of 7576 St-Denis, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Mapaci Inc.", with a total capital stock of $65,000, divided into 3,500 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3447 Messier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1555-1971

Marché Crépeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-G. Crépeau, student, Rosaire Crépeau, grocer and butcher, and Madeleine Lafleur, housewife, wife of the said Rosaire Crépeau, all three of 215, 10th Street, Ferme-Neuve, for the following purposes:

To carry on business as butchers and grocers, under the name of "Marché Crépeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,800 common shares of $10 each, 2,000 class "A" preferred shares of $10 each and 2,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Ferme-Neuve, judicial district of Labelle.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 1563-1971

McGill Metro Leaseholds Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jonathan J. Robinson, 64 Belvédère Road, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St. Luc, and Douglas Pascal, 5392 Prince of Wales, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "McGill Metro Leaseholds Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, Suite 612, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1988-1971

Meteor Travel Agencies Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Nancy Fox, femme d'affaires, fille majeure, 4866, Côte des Neiges, app. 1107, Reuben C. Reece, 4854, Côte des Neiges, app. 808, tous deux de Montréal, et Robert St. E. Taylor, 9020, Boivin, Lasalle, ces deux derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Établir et diriger un bureau de location de billets et une agence de voyages en y donnant tous les services spécialisés, sous le nom de « Meteor Travel Agencies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2175-1971

Mid-Québec Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: René Leduc, ingénieur, 5765, avenue des Cèdres, Montréal, Roger Legresley, surintendant, et Georgette Lévesque, ménagère, épouse dudit Roger Legresley, ces deux derniers de 5241, rue Mercier, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Mid-Québec Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5241, rue Mercier, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 1698-1971

Minakakis Travel Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 2860, Granby, Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, tous deux de Montréal, et Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine-Marie, Hampstead, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Diriger une entreprise de bureau général de location et une agence de voyages y donnant tous les services spécialisés, sous le nom de « Minakakis Travel Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Meteor Travel Agencies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nancy Fox, businesswoman, spinster, 4866 Côte des Neiges, 1107, Reuben C. Reece, 4854 Côte des Neiges, 808, both of Montreal, and Robert St. E. Taylor, 9020 Boivin, Lasalle, the latter two businessmen, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Meteor Travel Agencies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2175-1971

Mid-Québec Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Leduc, engineer, 5765 des Cèdres Avenue, Montreal, Roger Legresley, superintendent, and Georgette Lévesque, housewife, wife of the said Roger Legresley, the latter two of 5241 Mercier Street, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Mid-Québec Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5241 Mercier Street, Anjou, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 1698-1971

Minakakis Travel Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georgette Lavoie, secretary, spinster, 2860 Granby, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, both of Montreal, and Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Minakakis Travel Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est au 5284, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708 2005-1971

Mir Plastics Corp. (Québec) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Patrick De Verteuil, 110, rue Franee, Dollard-des-Ormeaux, Gunther Heck, 4290, 1ère Avenue, Laval, Jacques Mir, 3300, de Falaise, app. 205, et Dominique Tordion, 33, Upper Trafalgar Place, ces deux derniers de Montréal, tous les quatre administrateurs, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Mir Plastics Corp. (Québec) Ltd. », avec un capital actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708 2087-1971

Montreal Belt Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation: John J. Swidler, 6252, avenue Westbury, Montréal, Irwin Rudick, 6637, chemin Baily, tous deux avocats, et Hyman Friedman, directeur, 5617, avenue Alpine, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de ceintures, boucles, boutons, bracelets en cuir et articles de cuir, sous le nom de « Montreal Belt Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 90,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708 1885-1971

Montreal Distribution Centre Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Stephen Kieljan, superviseur, 8853, Giroux, David Keene, gérant, 7860, Chouinard, George Thorne, 8863, Giroux, tous trois de Lasalle, et Walter Kieljan, 5970, 30e Avenue, app. 5, Montréal, ces deux derniers chauffeurs de camions, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de transport, sous le nom de « Montreal Distribution Centre Ltd. », avec

The head office of the company is at 5284 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40708-o 2005-1971

Mir Plastics Corp. (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Patrick De Verteuil, 110 Franee Street, Dollard-des-Ormeaux, Gunther Heck, 4290, 1st Avenue, Laval, Jacques Mir, 3300 De Falaise, #205, and Dominique Tordion, 33 Upper Trafalgar Place, the latter two of Montreal, all four executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic substances of every kind, under the name of "Mir Plastics Corp. (Québec) Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40708-o 2087-1971

Montreal Belt Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John J. Swidler, 6252 Westbury Avenue, Montreal, Irwin Rudick, 6637 Baily Road, both advocates, and Hyman Friedman, executive, 5617 Alpine Avenue, the latter two of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of belts, buckles, buttons, wrist-straps and leather goods, under the name of "Montreal Belt Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 90,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40708-o 1885-1971

Montreal Distribution Centre Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stephen Kieljan, supervisor, 8853 Giroux, David Keene, manager, 7860 Chouinard, George Thorne, 8863 Giroux, all three of Lasalle, and Walter Kieljan, 5970, 30th Avenue, Apt. 5, Montreal, the latter two truck drivers, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Montreal Distribution Centre

un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1980-1971

Mount Motosport Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Bernard J. Woloshen, 424, 97e Avenue, Laval, Roger E. Baker, 1, Westmount Square, Westmount, et Kenneth H. Overland, 4912, Draper, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de motocyclettes et de motos-neige, de moteurs, engins, machines, carburateurs, pièces et accessoires, ainsi que de toutes sortes de machineries, outils, instruments, appareils, lubrifiants, céments, dissolutions et accessoires, sous le nom de « Mount Motosport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 196, rue Clément, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 5206-1970

N.D.G. Maintenance and Refuse Disposal Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1971, constituant en corporation: Nick Tedeschi, ouvrier d'entretien, Luigia Farinelli, ménagère, épouse dudit Nick Tedeschi, tous deux du 118, boulevard Sainte-Marguerite, Châteauguay-Centre et Giulio Tedeschi, employé de restaurant, 5045, Cavendish, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir agents pour fournir ou obtenir les services de constructeurs, entrepreneurs, commerçants et ouvriers de la réparation pour faire la construction, la réparation, l'entretien, l'exploitation et la restauration d'immeubles de toutes sortes et toutes sortes de réparations et améliorations de maisons, sous le nom de « N.D.G. Maintenance and Refuse Disposal Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5045, Cavendish, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2272-1971

Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1980-1971

Mount Motosport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard J. Woloshen, 424, 97th Avenue, Laval, Roger E. Baker, 1 Westmount Square, Westmount, and Kenneth H. Overland, 4912 Draper, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of motorcycles and snowmobiles, motors, engines, machines, carburettors, accessories and parts and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, under the name of "Mount Motosport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 196 Clément Street, Dorval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 5206-1970

N.D.G. Maintenance and Refuse Disposal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nick Tedeschi, maintenance man, Luigia Farinelli, housewife, wife of the said Nick Tedeschi, both of 118 Ste. Marguerite Boulevard, Châteauguay-Centre, and Giulio Tedeschi, restaurant worker, 5045 Cavendish, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of providing or obtaining as agents the services of builders, contractors, tradesmen and repairmen for the construction, alteration, maintenance, operation and repair of all classes of buildings and for all manner of household repairs and improvements, under the name of "N.D.G. Maintenance and Refuse Disposal Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5045 Cavendish, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2272-1971

N. E. Tech. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Victor Tardif, administrateur, 877, Painchaud, Gatien Roy, et Richard Parent, ces deux derniers avocats, de 350, boulevard Charest est, suite 706, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire dans toutes leurs spécialités des travaux d'entretien, de nettoyage, de réfection, de décoration à l'intérieur comme à l'extérieur de tous genres d'immeubles, édifices, maisons et habitations, sous le nom de « N. E. Tech. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1110, Vincent Massey, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708-o 1965-1971

N. E. Tech. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Victor Tardif, administrator, 877 Painchaud, Gatien Roy, and Richard Parent, the latter two lawyers, of 350 Charest Boulevard East, Suite 706, all three of Québec, for the following purposes:

To give services for the maintenance, cleaning, repair and the interior and exterior decoration of all kinds of buildings, houses and dwellings, under the name of "N. E. Tech. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1110 Vincent Massey, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40708 1965-1971

National Federation of Spiritual Healers (Québec) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Wilfred-J. Bélanger, gérant, Jacqueline Bélanger, comptable, épouse dudit Wilfred-J. Bélanger, tous deux du 824, boulevard Richelieu, Saint-Mathias, William T. Jones, inspecteur d'immeubles, Evelyn Jones, épouse dudit William T. Jones, tous deux du 1298, avenue Leclair, Edith Paquette, épouse de Thomas Paquette, 698, avenue Manning, toutes deux ménagères, tous les trois de Verdun, Noëlla White, propriétaire, épouse divorcée de Robert White, et Auguste St-Amour, mécanicien de locomotive à sa retraite, ces deux derniers du 1972, rue Saint-Antoine, Montréal, pour les objets suivants:

Aller voir les malades dans les hôpitaux et les foyers, ainsi qu'à leurs propres domiciles; les encourager et les aider d'une façon qui ne soit pas d'ordre médical ou infirmier, sous le nom de « National Federation of Spiritual Healers (Québec) Inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $50,000.

Le siège social de la corporation est situé au 1298, avenue Leclair, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708 514-1971

National Federation of Spiritual Healers (Québec) Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Wilfred-J. Bélanger, manager, Jacqueline Bélanger, bookkeeper, wife of the said Wilfred-J. Bélanger, both of 824 Richelieu Boulevard, Saint-Mathias, William T. Jones, building inspector, Evelyn Jones, wife of the said William T. Jones, both of 1298 Leclair Avenue, Edith Paquette, wife of Thomas Paquette, 698 Manning Avenue, both housewives, all three of Verdun, Noëlla White, property owner, wife divorced of Robert White, and Auguste St-Amour, retired locomotive engineer, the latter two of 1972 St-Antoine Street, Montreal, for the following purposes:

To visit the sick in hospitals and rest homes and in their own residences and to give them encouragement and help of a nature other than of a medical or nursing nature, under the name of "National Federation of Spiritual Healers (Québec) Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 1298 Leclair Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40708-o 514-1971

National Sanitation Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1971, constituant en corporation: Anthony van Edig, conseiller en entretien, Nicole Plouffe, gérante de bureau, épouse dudit Anthony van Edig, tous deux du 2985, boulevard

National Sanitation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Anthony van Edig, maintenance consultant, Nicole Plouffe, office manager, wife of the said Anthony van Edig, both of 2985 Perrot Boulevard, Ile-Perrot,

Perrot, Ile-Perrot, et Gil Abrams, secrétaire, 4947, Coronation, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir conseillers en entretien, sous le nom de «National Sanitation Ltd.», avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie st au 366, boulevard Lafleur, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708 2182-1971

Le nettoyeur Montcalm inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 2860, Granby, Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, tous deux de Montréal, et Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine-Marie, Hampstead, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

S'établir nettoyeurs à sec, presseurs, teinturiers, buandiers, et faire la réparation de vêtements, tissus, articles et pièces d'ameublement, sous le nom de « Le nettoyeur Montcalm inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1160 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708 2250-1971

Noram Mines Limited
(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1971, constituant en corporation: J. Gerald Leonard, courtier agréé d'assurances, Brossard, Paul Milton, représentant des ventes, Verdun, et Fern Faucher, coordinateur, Anjou, pour les objets suivants:

Faire de la prospection et de l'exploration pour découvrir des mines et des minéraux, sous le nom de « Noram Mines Limited » (No personal liability), avec un capital total de $3,500,000, divisé en 3,500,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708 1761-1971

Les placements St-Marc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

and Gil Abrams, secretary, 4947 Coronation, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of maintenance consultants, under the name of "National Sanitation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 20,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 366 Lafleur Boulevard, Lasalle, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40708-o 2182-1971

Le nettoyeur Montcalm inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 2860 Granby, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, both of Montreal, and Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launderers and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Le nettoyeur Montcalm inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1160 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40708-o 2250-1971

Noram Mines Limited
(No personal liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J. Gerald Leonard, chartered insurance broker, Brossard, Paul Hilton, sales representative, Verdun, and Fern Faucher, coordinator, Anjou, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Noram Mines Limited" (No personal liability), with a total capital stock of $3,500,000, divided into 3,500,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUC,

Director of the Companies Service.

40708-o 1761-1971

Les placements St-Marc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 6e jour de mai 1971, constituant en corporation: Menashe Broder, 5715, Léger, Côte Saint-Luc, C. Joshua Borenstein, 454, Ellerton, Mont-Royal, tous deux avocats, et Leonard Tannenbaum, étudiant en droit, 5263, rue Saranac, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Les placements St-Marc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 50, place Crémazie, bureau 1009, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2379-1971

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Menashe Broder, 5715 Léger, Côte Saint-Luc, C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mount Royal, both advocates, and Leonard Tannenbaum, law student, 5263 Saranac Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les placements St-Marc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, Suite 1009, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2379-1971

Plomberie et construction Léo inc.
Léo Plumbing & Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Léo Rondeau, entrepreneur en plomberie, 3655, rue Boulay, Brossard, Joyce Larivière, 12395, rue Ernest Robitaille, Montréal-Nord, et Élaine Engelberg, 5774, avenue Léger, Côte Saint-Luc, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie et construction Léo inc.— Léo Plumbing & Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1979-1971

Plomberie et construction Léo inc.
Léo Plumbing & Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Rondeau, plumbing contractor, 3655 Boulay Street, Brossard, Joyce Larivière, 12395 Ernest Robitaille Street, Montreal North, and Élaine Engelberg, 5774 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie et construction Léo inc.— Léo Plumbing & Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1979-1971

Polyquip Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Alan A. Swartz, vendeur, Bessie Swartz, ménagère, veuve de Philip Swartz, tous deux du 2380, Ekers, Montréal, James R. Joseph, vendeur, et Lise Landry, ménagère, épouse dudit James R. Joseph, ces deux derniers du 556, Ingrid, Laval, pour les objets suivants:

Faire l'importation, l'exportation et le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Polyquip Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Polyquip Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alan A. Swartz, salesman, Bessie Swartz, housewife, widow of Philip Swartz, both of 2380 Ekers, Montreal, James R. Joseph, salesman, and Lise Landry, housewife, wife of the said James R. Joseph, the latter two of 556 Ingrid, Laval, for the following purposes:

To import, export and deal in merchandise of all kinds, under the name of "Polyquip Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2003-1971

The Québec City Summer Stock Theatre Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Rose Parent, secrétaire, veuve de Louis-Edgar Parent, 1120, chemin Sainte-Foy, Gary Quart Ouellet, avocat, 86, rue Saint-Louis, tous deux de Québec, et John Goldsmith, promoteur, 1292, Lemoine, Sillery, pour les objets suivants:

Promouvoir l'intérêt de ses membres dans l'art du théâtre, développer leur art et encourager l'établissement d'un théâtre canadien bien vivant, sous le nom de « The Québec City Summer Stock Theatre Corporation ».

Le montant auquel doit se limiter le revenu annuel sur les biens immobiliers que peut posséder ou acquérir la corporation est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2008-1971

The Québec Personnel and Guidance Association Inc.
L'Association du personnel d'orientation du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Enright, 1035, Jardins Fleuris, app. 6, Sherbrooke, J. Norris Brough, 578, avenue Golden, Ottawa, Graham Jackson, 28, de la Rivière, Loretteville, Hervélyne Pion, 7, avenue Fairwood, app. 112, Pointe-Claire, Margaret Carr, 2460, Benny Crescent, app. 318, toutes deux filles majeures, Mildred Levy, épouse de Philip Eisenberg, 5819, avenue Westluke, William Reid, 4927, avenue Patricia, tous trois de Montréal, tous les sept conseillers, Jack Cram, 27, rue Prospect, Westmount, et Arlie A. Adkins, 14410, avenue Lyons, Pierrefonds, ces deux derniers conseillers en éducation, pour les objets suivants:

L'étude, la protection et l'expansion des intérêts professionnels, éducatifs, sociaux, économiques de ses membres, sous le nom de « The Québec Personnel and Guidance Association Inc.— L'Association du personnel d'orientation du Québec inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $40,000.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2003-1971

The Québec City Summer Stock Theatre Corporation

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rose Parent, secretary, widow of Louis-Edgar Parent, 1120 chemin Ste-Foy, Gary Quart, Ouellet, advocate, 86 St. Louis Street, both of Québec, and John Goldsmith, promotor, 1292, Lemoine, Sillery, for the following purposes:

To promote interest and skill in the arts of the theatre and to promote the establishment of a living Canadian theatre, under the name of "The Québec City Summer Stock Theatre Corporation".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited,is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2008-1971

The Québec Personnel and Guidance Association Inc.
L'Association du personnel d'orientation du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Enright, 1035 Jardins Fleuris, #6, Sherbrooke, J. Norris Brough, 578 Golden Avenue, Ottawa, Graham Jackson, 28 de la Rivière, Loretteville, Hervélyne Pion, 7 Fairwood Avenue, #112, Pointe-Claire, Margaret Carr, 2460 Benny Crescent, #318, both spinsters, Mildred Levy, wife of Philip Eisenberg, 5819 Westluke Avenue, William Reid, 4927 Patricia Avenue, all three of Montreal, all seven counsellors, Jack Cram, 27 Prospect Street, Westmount, and Arlie A. Adkins, 14410 Lyons Avenue, Pierrefonds, the latter two counsellors educators, for the following purposes:

To study, protect and develop the economic, social, educational and professional interests of the members, under the name of "The Québec Personnel and Guidance Association Inc.— L'Association du personnel d'orientation du Québec inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold is to be limited, is $40,000.

Le siège social de la corporation est au 2460, Benny Crescent, Bureau 318, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1425-1971

Quemoda Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Daniel Kochenburger, 1545, boulevard Graham, Mont-Royal, Michel Blouin, 3328, avenue Troie, et Michel Duranceau, 5775, Darlington, ces deux derniers de Montréal, tous les trois avocats, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de « Quemoda Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4780, chemin de la Côte des Neiges, app. 2, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2191-1971

Rath Industries Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Alan Golden, gérant, 1370, Allan, Laval, Louis Orenstein, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, et Jason Ruby, 47, place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Rath Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2160-1971

Regoma Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Réal Goyette, directeur général, 637, Raymond, Réal Morin, 658, Raymond, Rémi Gosselin, 407, Frontenac, Roger Hachez, 285, Saint-Charles, tous les trois administrateurs, Éloi Gagnon, 702, Raymond, tous les cinq de Saint-Jean, et Paul Goyette, 770, Richelieu, Iberville, ces deux derniers entrepreneurs, pour les objets suivants:

The head office of the corporation is at 2460 Benny Crescent, Suite 318, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1425-1971

Quemoda Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, Mount Royal, Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, and Michel Duranceau, 5775 Darlington, the latter two of Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in men's, women's and children's apparel, under the name of "Quemoda Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4780 Côte des Neiges Road, Apartment 2, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2191-1971

Rath Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alan Golden, manager, 1370 Allan, Laval, Louis Orenstein, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, and Jason Ruby, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Rath Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2160-1971

Regoma Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Goyette, general manager, 637 Raymond, Réal Morin, 658 Raymond, Rémi Gosselin, 407 Frontenac, Roger Hachez, 285 St-Charles, all three executives, Éloi Gagnon, 702 Raymond, all five of Saint-Jean, and Paul Goyette, 770 Richelieu, Iberville, the latter two contractors, for the following purposes:

S'établir constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Regoma Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 81-A, rue Frontenac, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2206-1971

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Regoma Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 81-A Frontenac Street, Saint-Jean, judicial district of Iberville.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2206-1971

Renorev Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Norbert Dunlavey, Bromont, Claude Perreault, 5867, rue Charmenil, Anjou, Évariste Mathieu, tous trois administrateurs, et Carmen Boutin, ménagère, épouse dudit Évariste Mathieu, ces deux derniers du 8255, 15e avenue, Laval, pour les objets suivants:

L'achat, la vente et la location d'équipement, de matériel industriel et de matériaux de construction, sous le nom de « Renorev Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 400 actions privilégiées, classe « A », d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées, classe « B », d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3985, boulevard Industriel, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2048-1971

Renorev Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Norbert Dunlavey, Bromont, Claude Perreault, 5867 Charmenil Street, Anjou, Évariste Mathieu, all three executives, and Carmen Boutin, housewife, wife of the said Évariste Mathieu, the latter two of 8255, 15th Avenue, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of buying, selling and rental of equipment and of industrial material and material for construction, under the name of "Renorev Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of the par value of $10 each, 400 class "A" preferred shares of the par value of $10 each and 3,000 class "B" preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 3985 boulevard Industriel, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2048-1971

Resinex Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1971, constituant en corporation: Michael H. Schuler, administrateur, Dagmar Schuler, ménagère, épouse dudit Michael H. Schuler, tous deux du 5501, avenue Adalbert, Côte Saint-Luc, Dieter Lantin, administrateur, et Heidi Lantin, ménagère, épouse dudit Dieter Lantin, ces deux derniers du 202, avenue Seigneurie, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de produits chimiques, de substances plastiques, de matières colorantes, colorants, caoutchouc, articles et produits en caoutchouc, sous le nom de « Resinex Corporation », avec un capital actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2343-1971

Resinex Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael H. Schuler, executive, Dagmar Schuler, housewife, wife of the said Michael H. Schuler, both of 5501 Adalbert Avenue, Côte Saint-Luc, Dieter Lantin, executive, and Heidi Lantin, housewife, wife of the said Dieter Lantin, the latter two of 202 Seigneurie Avenue, Pointe-Claire, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemicals, plastics, dye stuffs, pigments, rubber, rubber goods and products, under the name of "Resinex Corporation", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2343-1971

Restaurant Arpège inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1971, constituant en corporation: George Pravatopoulos, 12074, rue Daigle, Tom Papadakis, 10560, place de l'Acadie, et Nick Papadakis, 7445, de l'Épée, tous les trois restaurateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir restaurant, sous le nom de « Restaurant Arpège inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2333-1971

Restaurant Arpège inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Pravatopoulos, 12074 Daigle Street, Tom Papadakis, 10560 Place l'Acadie, and Nick Papadakis, 7445 de l'Épée, all three restaurateurs, of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Restaurant Arpège inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2333-1971

Restaurant La Promenade inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Georges Taschereau, 1194, Colbert, app. 411, Sainte-Foy, François Rainville, 1270, Ernest-Lavigne, Sillery, tous deux notaires, Huguette Fournel, 554, Latourelle, et Monique Drolet, 949, des Érables, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant La Promenade inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Centre d'Achat Place Fleur de Lys, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 1961-1971

Restaurant La Promenade inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Taschereau, 1194 Colbert, Apt. 411, St. Foy, François Rainville, 1270 Ernest-Lavigne, Sillery, both notaries, Huguette Fournel, 554 Latourelle, and Monique Drolet, 949 des Érables, the latter two secretaries, spinsters, of Québec, for the following purposes:

To carry on business as restaurant owners, under the name of "Restaurant La Promenade inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at the Place Fleur de Lys Shopping Center, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 1961-1971

Rhône Holding Company Limited
La Compagnie de portefeuille du Rhône limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1971, constituant en corporation: Pierre Allard, 185, rue Vimy, Saint-Bruno-de-Montarville, Paul Charbonneau, 1595, rue Filion, Montréal, tous deux administrateurs, et Shirley Perlo, secrétaire, fille majeure, 45, avenue Brittany, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Rhône Holding Company Limited — La Compagnie de portefeuille du Rhône limitée », avec un capital total divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Rhône Holding Company Limited
La Compagnie de portefeuille du Rhône limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Allard, 185 Vimy Street, Saint-Bruno-de-Montarville, Paul Charbonneau, 1595 Filion Street, Montreal, both executives, and Shirley Perlo, secretary, spinster, 45 Brittany Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Rhône Holding Company Limited — La Compagnie de portefeuille du Rhône limitée", with a capital stock divided into 5,000 common shares without par value.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1579-1971

Ron Aluminum Construction Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Ronald Newman, homme d'affaires, 7915, chemin de la Côte Saint-Luc, app. 102, Côte Saint-Luc, David de Beer, 7925, chemin Kingsley, app. 1507, Montréal, et Harvey Kalichman, 4974, place Currie, Laval, ces deux derniers vendeurs, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et d'autres produits d'aluminium, sous le nom de « Ron Aluminum Construction Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5810, chemin de la Côte Saint-Luc, app. 27, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2207-1971

The Royal Leasing Company Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Harvey Shaffer, avocat, 6505, chemin de la Côte Saint-Luc, Côte Saint-Luc, Edward Shaffer, 59, chemin Holtham, Hampstead, et Abraham Dratefsky, 4715, rue Plamondon, Montréal, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la location de toutes sortes de matériel, machines, machineries et véhicules automobiles, sous le nom de « The Royal Leasing Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1983-1971

S.L. Graphics Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Sol Litman, artiste, 4468, rue Dumas, Pierrefonds, Morlin Aster, 6525, côte Saint-Luc, app. 305, et Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, ces deux

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1579-1971

Ron Aluminum Construction Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Newman, businessman, 7915 Côte St. Luc Road, #102, Côte Saint-Luc, David de Beer, 7925 Kingsley Road, #1507, Montreal, and Harvey Kalichman, 4974 Currie Place, Laval, the latter two salesmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of aluminum doors, windows and other products, under the name of "Ron Aluminum Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 5810 Côte St. Luc Road, Apt. 27, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2207-1971

The Royal Leasing Company Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey Shaffer, advocate, 6505 Côte St. Luc Road, Côte Saint-Luc, Edward Shaffer, 59 Holtham Road, Hampstead, and Abraham Dratefsky, 4715 Plamondon Street, Montreal, the latter two executives, for the following purposes:

To lease and deal in all kinds of equipement, machines, machinery and motor vehicles, under the name of "The Royal Leasing Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1983-1971

S.L. Graphics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sol Litman, artist, 4468 Dumas Street, Pierrefonds, Morlin Aster, 6525 Côte St. Luc, Apt. 305, and Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, the latter two

derniers avocats, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

S'établir artistes, graphistes, et diriger une entreprise générale d'art graphique dans toutes ses spécialités, sous le nom de « S.L. Graphics Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie et au 204, rue Saint-Sacrement, bureau 204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1786-1970

S.L. Woody Manufacturing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Menashe Broder, 5715, Léger, C. Joshua Borenstein, 454, Ellerton, tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, et Leonard Tannenbaum, étudiant en droit, 5263, Saranac, Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « S.L. Woody Manufacturing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2108-1971

Shasper Industries Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation: John Michelin, 5754, Lockwood, Côte Saint-Luc, Jason Ruby, 47, place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, Glacia Miller, 3201, Forest Hill, et Carole De Francesco, 7148, Hamilton, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir agents manufacturiers ou courtiers pour toutes sortes d'articles, produits, marchandises et tissus, sous le nom de « Shasper Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2105-1971

Sherbrooke Pipe and Drainage Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as artists, commercial artists, and to conduct a general graphic art business in all its branches, under the name of "S.L. Graphics Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 204 St. Sacrement Street, Suite 204, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1786-1970

S.L. Woody Manufacturing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Menashe Broder, 5715 Léger, C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, both advocates, of Côte Saint-Luc, and Leonard Tannenbaum, law student, 5263 Saranac, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "S.L. Woody Manufacturing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2108-1971

Shasper Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Michelin, 5754 Lockwood, Côte Saint-Luc, Jason Ruby, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, both advocates, Glacia Miller, 3201 Forest Hill, and Carole De Francesco, 7148 Hamilton, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To act as manufacturers' agents or commission agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials, under the name of "Shasper Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2105-1971

Sherbrooke Pipe and Drainage Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Normand-F. Labarge, notaire, 460, Argyle, André Langlais, 365, Newton, tous deux de Sherbrooke, et Andrew René Monty, 94, rue Downs, Lennoxville, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Acquérir, utiliser, traiter, fabriquer, distribuer, installer et vendre des produits de plastiques et de la tuyauterie, sous le nom de « Sherbrooke Pipe and Drainage Company Limited », avec un capital total de $160,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4135, rue Barrette, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1948-1971

Ski Chamonix Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Ben Schecter, 5891, Centennial, Côte Saint-Luc, Stephen J. Roth, 172, avenue Ashton, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Geri Reznick, secrétaire, 10, Rosemont, Westmount, pour les objets suivants:

Posséder, mettre en valeur et exploiter des centres et aménagements pour le ski et autres activités récréatives, sous le nom de « Ski Chamonix Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 42, place Montmorency, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2114-1971

Smywol Corporation ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jerome Christopher Smyth, 64, Roselawn Crescent, Pierre Boudreault, 231, avenue Lazard, tous deux de Mont-Royal, et Douglas Scott Pryde, 4569, avenue Hingston, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Smywol Corporation ltée », avec un capital actions divisé en 500 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2393-1971

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand-F. Labarge, notary, 460 Argyle, André Langlais, 365 Newton, both of Sherbrooke, and Andrew René Monty, 94 Downs Street, Lennoxville, the latter two advocates, for the following purposes:

To acquire, use, process, manufacture, distribute, install, sell piping and plastic products, under the name of "Sherbrooke Pipe and Drainage Company Limited", with a total capital stock of $160,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each and 1,200 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at 4135 Barrette Street, Sherbrooke, judicial distict of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1948-1971

Ski Chamonix Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ben Schecter, 5891 Centennial, Côte Saint-Luc, Stephen J. Roth, 172 Ashton Avenue, Saint-Laurent, both advocates, and Geri Reznick, secretary, 10 Rosemount, Westmount, for the following purposes:

To own, develop and operate ski and other recreational facilites and areas, under the name of "Ski Chamonix Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 42 Place Montmorency, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2114-1971

Smywol Corporation ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jerome Christopher Smyth, 64 Roselawn Crescent, Pierre Boudreault, 231 Lazard Avenue, both of Mount Royal, and Douglas Scott Pryde, 4569 Hingston Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a construction, investment and holding company, under the name of "Smywol Corporation ltée", with a capital stock divided into 500 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2393-1971

Société financière Salabin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Laurier Gosselin, technicien dentaire, 375, avenue du Lac, Gilles Sauvé, ingénieur, 159, St-François, Claude Larin, thanatologue, 315, Victoria, et André Cauvier, policier, 653, boulevard du Hâvre, tous quatre de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machines, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes et faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Société financière Salabin inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 25, rue St-Joseph, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 1889-1971

Société financière Salabin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurier Gosselin, dental technician, 375 du Lac Avenue, Gilles Sauvé, engineer, 159 St. François, Claude Larin, thanatologist, 315 Victoria, and André Cauvier, policeman, 653 du Hâvre Boulevard, all four of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, motors, tools, implements and hardware of all kinds and to carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Société financière Salabin inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 25 St. Joseph Street, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 1889-1971

Southville Realties Ltd.
Les immeubles Southville ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Max Bernard, 5360, Macdonald, tous deux de Montréal, et David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, Montréal-Ouest, tous les trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Southville Realties Ltd.— Les immeubles Southville ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1, place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1798-1971

Southville Realties Ltd.
Les immeubles Southville ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Max Bernard, 5360 Macdonal, both of Montreal, and David Katznelson, 145 Radcliffe Road, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Southville Realties Ltd.— Les immeubles Southville ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1798-1971

Sparkoroc Industries Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jean-Claude Bonhomme, administrateur d'exploitation minière, 1219, York Mills Road, Don Mills, John Alexander Murphy, 25 Cheyenne Drive, Scarborough, Helen Koc, 8, avenue Springmount, tous deux secrétaires, et Orla Rempel, standardiste, 25, boulevard Lascelles, ces deux dernières filles majeures, de Toronto, pour les objets suivants:

Sparkoroc Industries Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Bonhomme, mining executive, 1219 York Mills Road, Don Mills, John Alexander Murphy, 25 Cheyenne Drive, Scarborough, Helen Koc, 8 Springmount Avenue, both secretaries, and Orla Rempel, switchboard operator, 25 Lascelles Boulevard, the latter two spinsters, of Toronto, for the following purposes:

Faire de la prospection et de l'exploration, ouvrir, mettre en valeur, travailler, améliorer, maintenir et diriger une ou des mines d'or, d'argent, de cuivre, de platine, de zinc ou de quartz, de placer ou de tout autre métal ou substance, sous le nom de « Sparkoroc Industries Limited », avec un capital actions divisé en 3,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 3518, avenue Vendôme, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708 2231-1971

St. Hubert Fabrics Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Harold Gossack, 5761, Honoré de Balzac, app. 1014, Côte Saint-Luc, Rosa Gualtieri, fille majeure, 80, avenue Hudson, app. 10, Mont-Royal, tous deux avocats, et Kathleen Brawley, secrétaire, épouse de James Brawley, 8549, rue Brown, Lasalle, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de matières textiles, tissus à la verge, coupons, coton, laine, lainages, rayonne, laine peignée, tissus, soie, dentelle, fibre, fil, lin, denim (croisé), tapis, plastique, nouveautés, cuir, tissus pour la maison, rideaux, draperies, tissus synthétiques et blocs, sous le nom de « St. Hubert Fabrics Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708 2106-1971

Stajer Sales Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1971, constituant en corporation: John Michelin, avocat, 5754, Lockwood, Côte Saint-Luc, Avrum Orenstein, avocat, 4725, Bourret, Glacia Miller, 3201, Forest Hill, et Carole De Francesco, 7148, Hamilton, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, les trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Stajer Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $50 each.

Le siège social de la compagnie est au 15 ouest, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

40708 2146-1971

To explore, prospect for, open, develop, work, improve, maintain and manage gold,silver, cooper, platinum, zinc, or quartz mine or placer mine or mines of any other metal or substances, under the name of "Sparkoroc Industries Limited", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 3518 Vendôme Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40708-o 2231-1971

St. Hubert Fabrics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold Gossack, 5761 Honoré de Balzac, Apt. 1014, Côte Saint-Luc, Rosa Gualtieri, fille majeure, 80 Hudson Avenue, Apt. 10, Mount Royal, both advocates, and Kathleen Brawley, secretary, wife of James Brawley, 8549 Brown Street, Lasalle, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles, yard goods, remnants, cottons, wools, woolens, rayons, worsteds, fabrics, silks, laces, fibres, yarn, flax, denims, carpets, plastics, dry goods, leather, materials for household, curtains, drapes, synthetic materials and blocks, under the name of "St. Hubert Fabrics Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferre shares. of $10 each.

The head office of the company is at Montreal judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Directeur of the Comyanies Service.

40708-o 2106-1971

Stajer Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Michelin, advocate, 5754 Lockwood, Côte Saint-Luc, Avrum Orenstein, lawyer, 4725 Bourret, Glacia Miller, 3201 Forest Hill, and Carole De Francesco, 7148 Hamilton, the latter two secretaries, spinsters, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Stajer Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 600 preferred shares of a par value of $50 each.

The head office of the company is at 15 Ontario Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

40708-o 2146-1971

Steelcote Manufacturing Company of Eastern Canada Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'août 1970, constituant en corporation: Stephen Zalac, marchand, 284, Parkdale, Laval, Richard Bouziane, industriel, 12280, Paul, Montréal-Nord, et Jean-G. Falardeau, courtier en assurances, 10360, Meilleur, Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de peinture, polis, émail, produits de finition, couleur, teinture, verni, laque, produits chimiques, matériel de nettoyage, matériel d'étanchéité et de tous autres produits et ingrédients connexes, sous le nom de « Steelcote Manufacturing Company of Eastern Canada Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 10365, rue Bellevois, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40708 2386-1970

Steelcote Manufacturing Company of Eastern Canada Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stephen Zalac, merchant, 284 Parkdale, Laval, Richard Bouziane, industriel, 12280 Paul, Montreal North, and Jean-G. Falardeau, insurance broker, 10360 Meilleur, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in paints, polishes, glazes, finishes, pigments, stains, varnishes, shellacs, chemicals, cleaning materials, sealing materials, and all ingredients and products thereof, under the name of "Steelcote Manufacturing Company of Eastern Canada Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 10365 Bellevois Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40708-o 2386-1970

Suntime Sales & Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Anna Oblitz, retraitée, veuve de Charles Mayer, Stephania Mayer, épouse de Leslie Marer, tous deux de 6762, Légaré, et Ilona Oblitz, épouse de Dela Vermes, 3050, Van Horne, ces deux dernières ménagères, toutes les trois de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de matériel et articles d'optique, étuis, lentilles, lunettes, montures, verres, monocles, junelles, fournitures de laboratoire, et de tous les genres de machinerie et d'équipement pour l'optique, sous le nom de « Suntime Sales & Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2133-1971

Suntime Sales & Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Anna Oblitz, retired, widow of Charles Mayer, Stephania Mayer, wife of Leslie Marer, both of 6762 Légaré, and Ilona Oblitz, wife of Dela Vermes, 3050 Van Horne, the latter two housewives, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in optical goods, optical equipement, optical cases, lenses, spectacles, frames, glass-ware, eye glasses, binoculars, laboratory supplies, and all types of optical machinery and equipment, under the name of "Suntime Sales & Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2133-1971

T. & S. Distributors Inc.
Les distributeurs T. & S. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead,

T. & S. Distributors Inc.
Les distributeurs T. & S. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, and Dionysia

et Dionysia Zerbisias, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de machines pour la vente de produits liquides, bonbons, confiserie, tabacs, aliments et produits laitiers ainsi que de produits de toutes sortes, sous le nom de « T. & S. Distributors Inc.— Les distributeurs T. & S. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2251-1971

Zerbisias, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines for the vending of liquid products, candy, confectionery, tobacco products, food and dairy products and all other products of any kind, under the name of "T. & S. Distributors Inc.— Les distributeurs T. & S. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2251-1971

Therma-Slim International Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Peter Beverley Myers, directeur, 1214, rue Crescent, app. 404, Moe Moscovitch, 6077, avenue Wilderton, tous deux de Montréal, et Joseph Roy Hoffman, 5615, avenue Pinedale, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Acquérir, établir, équiper, maintenir, exploiter, louer et céder des établissements d'amaigrissement et autres services personnels, sous le nom de « Therma-Slim International Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1943-1971

Therma-Slim International Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter Beverley Myers, executive, 1214 Crescent Street, Apt. 404, Moe Moscovitch, 6077 Wilderton Avenue, both of Montreal, and Joseph Roy Hoffman, 5615 Pinedale Avenue, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To acquire, establish, equip, maintain, operate, lease and dispose of weight reducing clinics and other personal service establishments, under the name of "Therma-Slim International Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1943-1971

Tissus Madeleine Briand inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Robert Lagarde, homme d'affaires, 83, rue François, Boucherville, Allen Feldman, 6405, Lennox, et Harvey Frumkin, 5501, avenue Adalbert, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de draperies et tissus, ainsi que des articles de quincaillerie pour draperies et de tous les accessoires connexes, sous le nom de « Tissus Madeleine Briand inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1863-1971

Tissus Madeleine Briand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Lagarde, businessman, 83 François Street, Boucherville, Allen Feldman, 6405 Lennox, and Harvey Frumkin, 5501 Adalbert Avenue, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in draperies and fabrics, including drapery hardware and all related accessories, under the name of "Tissus Madeleine Briand inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1863-1971

Les tournées Jean Duceppe incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jacques Vaillancourt, 107, de Picardie, Saint-Lambert, Gilles Bertrand, 147, avenue Dunrae, et Marc Bourgeois, 69, Vivian, ces deux derniers de Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtre, sous le nom de « Les tournées Jean Duceppe incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et ne 1,500 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est 355, rue Gilford, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 1910-1971

Jules Tremblay limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation: Pierre Desmarais, avocat, Suzanne Ippersiel, épouse dudit Pierre Desmarais, et Annette Piette, fille majeure, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jules Tremblay limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 1256-1971

VSL ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Peter C. Casey, 453, avenue Grosvenor, Westmount, Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, et Fernand Lalonde, 4902, avenue Roslyn, Montréal, tous les trois avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de produits du bois et autres produits naturels, produits du métal et substances plastiques, matériaux et objets obtenus en combinant les produits mentionnés précédemment avec d'autres matériaux, sous le nom de « VSL ltée », avec un capital actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 50, place Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2122-1971

Les tournées Jean Duceppe incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Vaillancourt, 107 de Picardie, St. Lambert, Gilles Bertrand, 147 Dunrae Avenue, and Marc Bourgeois, 69 Vivian, the latter two of Mount Royal, all three lawyers, for the following purposes:

To operate a theatre agency, under the name of "Les tournées Jean Duceppe incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $20 each.

The head office of the company is at 355 Gilford Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 1910-1971

Jules Tremblay limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Desmarais, lawyer, Suzanne Ippersiel, wife of the said Pierre Desmarais, and Annette Piette, spinster, the latter two secretaries, all three of Hull, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Jules Tremblay limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 1256-1971

VSL ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter C. Casey, 453 Grosvenor Avenue, Westmount, Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, and Fernand Lalonde, 4902 Roslyn Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood products and other natural products, metal products and plastics, materials and combinations of any of the aforementioned with any other materials, under the name of "VSL ltée", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2122-1971

Val Hughes (Canada 1971) Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Jack Rosen, administrateur, 460 ouest, Sainte-Catherine, Vivene Legore, comptable, 2745, place Darlington, et Josée Cullen, réceptionniste, 257, Michaud, ces deux dernières filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements et accessoires vestimentaires de toutes sortes pour dames, adolescentes et enfants, sous le nom de « Val Hughes (Canada 1971) Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2079-1971

Val Hughes (Canada 1971) Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack Rosen, executive, 460 St. Catherine West, Vivene Legore, bookkeeper, 2745 Darlington Place, and Josée Cullen, receptionist, 257 Michaud, the latter two spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies', misses', girls' and children's clothing and wearing apparel of all descriptions, under the name of "Val Hugues (Canada 1971) Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2079-1971

Van Sports Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1971, constituant en corporation: David H. Wood, 760, Casgrain, Saint-Lambert, William S. Aaron, 555, Cardinal, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Gabrielle Legault, secrétaire, fille majeure, 5930, Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exploiter une ou des écoles d'instruction de ski et d'autres sports d'hiver; aussi, faire le commerce et la fabrication d'articles, d'équipement et de fournitures et vêtements de sport, sous le nom de « Van Sports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Piedmont, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2113-1971

Van Sports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David H. Wood, 760 Casgrain, Saint-Lambert, William S. Aaron, 555 Cardinal, Saint-Laurent, both advocates, and Gabrielle Legault, secretary, spinster, 5930 Victoria, Montreal, for the following purposes:

To conduct and operate a school or schools for instructional purposes in connection with skiing and other related winter sports and to manufacture and deal in sporting goods, sports equipment and supplies and sports clothing, under the name of "Van Sports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Piedmont, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2113-1971

Wells By-Products Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jack Wells, promoteur, 1335, Carol Crescent, Maurice J. Boxer, avocat, 1411, Carol Crescent, tous deux de Laval, et Louise Bélanger, secrétaire, fille majeure, 1940, 17e Avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de toutes sortes d'aliments, produits et sous-produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Wells By-Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000

Wells By-Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack Wells, promotor, 1335 Carol Crescent, Maurice J. Boxer, advocate, 1411 Carol Crescent, both of Laval, and Louise Bélanger, secretary, spinster, 1940, 17th Avenue, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of food, food products and by-products thereof of all kinds, under the name of "Wells By-Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common

actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1065, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2399-1971

West Island Teak House Inc.
Maison du Teck de l'Ouest de l'Isle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Michel Cherian, marchand, Nouhad, Khoury, ménagère, épouse dudit Michel Cherian, tous deux du 12861, rue Plaisance, Pierrefonds, et Hanna Habash, comptable, 5073, avenue Randall, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de meubles et fantaisies d'ameublement de toutes sortes, sous le nom de « West Island Teak House Inc.— Maison du Teck de l'Ouest de l'Isle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et 25,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2086-1971

Wilmor Industries (1969) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Abood Murad, marchand, Rose Murad, ménagère, épouse dudit Abood Murad, tous deux de 2060, Noël, Saint-Laurent, et Perry Samberg, gérant des ventes, 4589, 9e Rue, Laval, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de quincaillerie, outils, matériel et accessoires de cuisine et articles divers pour la maison, sous le nom de « Wilmor Industries (1969) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 389 ouest, Saint-Paul, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40708 5122-1969

Young Buck Enterprises Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Gerald G. Freed, avocat, 1826, chemin Norway, Mont-Royal, Philip Fine, étudiant, 5619, avenue Randall, Hampstead, et Rachel R. Sands, secré-

shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1065 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2399-1971

West Island Teak House Inc.
Maison du Teck de l'Ouest de l'Isle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Cherian, merchant, Nouhad Khoury, housewife, wife of the said Michel Cherian, both of 12861 Plaisance Street, Pierrefonds, and Hanna Habash, accountant, 5073 Randall Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "West Island Teak House Inc.— Maison du Teck de l'Ouest de l'Isle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 25,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2086-1971

Wilmor Industries (1969) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abood Murad, merchant, Rose Murad, housewife, wife of the said Abood Murad, both of 2060 Noël, Saint-Laurent, and Perry Samberg, sales manager, 4589, 9th Street, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of hardware, tools, kitchen equipment and accessories and household sundries, under the name of "Wilmor Industries (1969) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 389 St. Paul West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40708-o 5122-1969

Young Buck Enterprises Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald G. Freed, advocate, 1826 Norway Road, Mount Royal, Philip Fine, student, 5619 Randall Avenue, Hampstead, and Rachel R. Sands, secretary,

taire, veuve de Samuel Sands, 8659, terrasse des Rapides, Lasalle, pour les objets suivants:

Établir et diriger un studio de musique, sous le nom de « Young Buck Enterprises Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4094, avenue Marcel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1205-1971

widow of Samuel Sands, 8659 des Rapides Terrace, Lasalle, for the following purposes:

To engage in the business of operating a studio of music, under the name of "Young Buck Enterprises Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 4094 Marcel Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1205-1971

Zeal Electric Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Alexander (Alex) Zipper, maître-électricien, Esther Zipper, ménagère, épouse dudit Alexander (Alex) Zipper, tous deux du 7488, chemin Briar, Côte Saint-Luc, et Joshua Rauch, contrôleur, 1275, Éthier, Laval, pour les objets suivants:

S'établir électriciens, sous le nom de « Zeal Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5640, Westminster, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 2115-1971

Zeal Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander (Alex) Zipper, master electrician, Esther Zipper, housewife, wife of the said Alexander (Alex) Zipper, both of 7488 Briar Road, Côte Saint-Luc, and Joshua Rauch, comptroller, 1275 Éthier, Laval, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Zeal Electric Inc.", with a total capital stock of $40.000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5640 Westminster, Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 2115-1971

Lettres patentes supplémentaires

Brill Industries Limited
Les Industries Brill limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaire en date du 19e jour d'avril 1971 à la compagnie « Brill Industries Limited — Les Industries Brill limitée », portant de $25,000 à $250,000 la considération globale pour laquelle les actions ordinaires sans valeur au pair peuvent être émises.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 4021-69

H.R. Grittani Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour d'avril 1971, à la compagnie « H.R. Grittani Ltd. », portant

Supplementary Letters Patent

Brill Industries Limited
Les Industries Brill limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Brill Industries Limited — Les Industries Brill limitée", increasing the total consideration for which the common shares without par value may be issued from $25,000 to $250,000.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 4021-69

H.R. Grittani Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of April 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "H.R. Grittani Ltd. ", increasing its capital

son capital de $40,000 à $80,000 par la création de 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 4355-65

Judy-Gail Garment Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'avril 1971, à la compagnie « Judy-Gail Garment Inc. », portant son capital de $40,000 à $75,000, par la création de 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune, ayant en tous points le même rang que les actions privilégiées déjà émises.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 3218-68

Photo-Chemtron Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'avril 1971, à la compagnie « Photo-Chemtron Ltd. », portant son capital de $40,000 à $100,000, par la création de 60,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1736-67

St. Louis Textiles Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'avril 1971, à la compagnie « St. Louis Textiles Limited », portant son capital de $49,000 à $149,000 par la création de 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune, ayant en tous points le même rang que les actions privilégiées déjà émises.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 3467-44

Semicid Laboratories Ltd.
Les Laboratoires Semicid ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de mai 1971, à la compagnie « Semicid Laboratories Ltd.— Les Laboratoires Semicid ltée », subdivisant ses 50 actions ordinaires sans valeur au pair en 5,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair; la considération

from $40,000 to $80,000 by the creation of 400 preferred shares of $100 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 4355-65

Judy-Gail Garment Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Judy-Gail Garment Inc.", increasing its capital from $40,000 to $75,000 by the creation of 35,000 preferred shares of the par value of $1 each ranking pari passu in all respects with the existing preferred shares.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 3218-68

Photo-Chemtron Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of April 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Photo-Chemtron Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $100,000 by the creation of 60,000 preferred shares of the par value of $1 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1736-67

St. Louis Textiles Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of April 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "St. Louis Textiles Limited", increasing its capital from $49,000 to $149,000 by the creation of 1,000 preferred shares of the par value of $100 each, ranking pari passu in all respects with the existing preferred shares.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 3467-44

Semicid Laboratories Ltd.
Les Laboratoires Semicid ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of May 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Semicid Laboratories Ltd.— Les Laboratoires Semicid ltée", subdividing its 50 common shares without par value into 5,000,000 common shares without par value; the aggregate consideration for the total issue of the

globale de toute l'émission desdites actions ordinaires sans valeur au pair ne devra pas dépasser, en argent ou en valeur, la somme de $5,000,000.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 1294-71

Sweets Brokers Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour d'avril 1971, à la compagnie « Sweets Brokers Inc. », portant son capital de $40,000 à $80,000, par la création de 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 4124-65

Tabson Textiles Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'avril 1971, à la compagnie « Tabson Textiles Ltd. », portant son capital de $80,000 à $200,000 par la création de 1,200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune, ayant en tous points le même rang que les actions privilégiées déjà émises.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 4249-64

said common shares without par value shall not exceed in amount or value of $5,000,000.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 1294-71

Sweets Brokers Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Sweets Brokers Inc.", increasing its capital from $40,000 to $80,000 by the creation of 4,000 preferred shares of the par value of $10 each.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 4124-65

Tabson Textiles Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of April 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Tabson Textiles Ltd.", increasing its capital from $80,000 to $200,000 by the creation of 1,200 preferred shares of the par value of $100 each ranking pari passu in all respects with the existing preferred shares.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 4249-64

Compagnies dissoutes

Charles Footwear Mfg. Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Charles Footwear Mfg. Co. Ltd. », constituée en corporation le 18 janvier 1957, à compter du 15 juin 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 10140-57

Corporation Financière de Montréal
Montréal Financial Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Corporation Financière de Montréal — Montréal Financial Corporation », constituée en corporation le 21 décembre 1927, à compter du 15 juin 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 2334-27

Companies Dissolved

Charles Footwear Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1971, of the charter of "Charles Footwear Mfg. Co. Ltd.", incorporated on January 18, 1957.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 10140-57

Corporation Financière de Montréal
Montréal Financial Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1971, of the charter of "Corporation Financière de Montréal — Montréal Financial Corporation", incorporated on December 21, 1927.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 2334-27

D.S.G. Builders Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « D.S.G. Builders Inc. », constituée en corporation le 17 mars 1965, à compter du 15 juin 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 1215-65

D.S.G. Builders Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1971, of the charter of "D.S.G. Builders Inc.", incorporated on March 17, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 1215-65

Garage Fafard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Garage Fafard inc. », constituée en corporation le 27 mai 1968, à compter du 15 juin 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 2289-68

Garage Fafard inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1971, of the charter of "Garage Fafard inc.", incorporated on May 27, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 2289-68

Louiseville Shirt Company Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Louiseville Shirt Company Incorporated », constituée en corporation le 28 septembre 1942, à compter du 15 juin 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 6511-42

Louiseville Shirt Company Incirporated

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1971, of the charter of "Louiseville Shirt Company Incorporated", incorporated on September 28, 1942.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 6511-42

Park Electronics Corporation
La Corporation d'Électronique Parc

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Park Electronics Corporation — La Corporation d'Électronique Parc », constituée en corporation le 17 novembre 1965, à compter du 15 juin 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 4957-65

Park Electronics Corporation
La Corporation d'Électronique Parc

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1971, of the charter of "Park Electronics Corporation — La Corporation d'Électronique Parc", incorporated on November 17, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 4957-65

Paul Bros. Foundry Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Paul Bros. Foundry Limited », constituée en corporation le 5 avril 1946, à compter du 15 juin 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 3109-46

Paul Bros. Foundry Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1971, of the charter of "Paul Bros. Foundry Limited", incorporated on April 5, 1946.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 3109-46

Les Placements Clermont ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les

Les Placements Clermont ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

Placements Clermont ltée », constituée en corporation le 9 février 1965, à compter du 15 juin 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 5389-64

Placements Gibrec ltée
Gibrec Investment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Placements Gibrec ltée — Gibrec Investment Ltd. », constituée en corporation le 22 juin 1966, à compter du 29 janvier 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 2646-66

Ste. Anne Acceptance Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ste. Anne Acceptance Corporation », constituée en corporation le 7 janvier 1963, à compter du 15 juin 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 57-63

Standard Concrete Products Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopérarives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Standard Concrete Products Limited », constituée en corporation le 7 janvier 1953, à compter du 15 juin 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 1411-53

as of June 15, 1971, of the charter of "Les Placements Clermont ltée", incorporated on February 9, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 5389-64

Placements Gibrec ltée
Gibrec Investment Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of January 29, 1971, of the charter of "Placements Gibrec ltée — Gibrec Investment Ltd.", incorporated on June 22, 1966.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 2646-66

Ste. Anne Acceptance Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1971, of the charter of "Ste. Anne Acceptance Corporation", incorporated on January 7, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 57-63

Standard Concrete Products Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1971, of the charter of "Standard Concrete Products Limited", incorporated on January 7, 1953.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 1411-53

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de l'Ancienne Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne Lorette, municipalité de la ville de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 96-20 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 juin 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

40736-o

Paroisse de l'Ancienne Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne Lorette, municipalité de la ville de l'Ancienne Lorette, division d'enregistrement de Québec.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of l'Ancienne Lorette

Official cadastre of the parish of L'Ancienne Lorette, municipality of the town of Québec, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 96-20 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 7, 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

40736-o

Parish of l'Ancienne Lorette

Official cadastre of the parish of L'Ancienne Lorette, municipality of the town of L'Ancienne Lorette, registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 219-1 et 243-47 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 juin 1971.

Le sous-ministre,
40736-o FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 219-1 and 243-47 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 7, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40736-o *Deputy Minister.*

Cité de Montréal, Quartier Centre

Cadastre officiel de la cité de Montréal, Quartier Centre, municipalité de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 178 est ajouté et que les lots 131, 132, 135-2, 135-3, 135-4, 135-5, 136, 138, 139, 140, 141, 142, 142-1, 142-2, 143, 144, 145, 146, 174, 175 et une partie des lots 129, 130, 133 à 135, 135-1, 137 et une partie des rues St-Jacques, St-Gabriel et une partie de la ruelle des Fortifications sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er juin 1971.

Le sous-ministre,
40736-o FERNAND BOUTIN.

City of Montreal, Center Ward

Official cadastre of the city of Montreal, Center Ward, municipality of the town of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 178 is added and that lots 131, 132, 135-2, 135-3, 135-4, 135-5, 136, 138, 139, 140, 141, 142, 142-1, 142-2, 143, 144, 145, 146, 174, 175 and a part of lots 129, 130, 133 to 135, 135-1, 137 and a part of streets of St-Jacques and St-Gabriel and a part of lane of Fortifications are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 1, 1971.

FERNAND BOUTIN.
40736-o *Deputy Minister.*

Paroisse de Pointe-Claire

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, municipalité de la ville de Pointe-Claire, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 210 et 211 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 juin 1971.

Le sous-ministre,
40736-o FERNAND BOUTIN.

Parish of Pointe-Claire

Official cadastre of the parish of Pointe-Claire, municipality of the town of Pointe-Claire, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 210 and 211 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 7, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40736-o *Deputy-Minister.*

Canton de Pontchartrain

Cadastre officiel du canton de Pontchartrain, municipalité de la Côte Nord du Golfe St-Laurent, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que le lot 25 Old Fort Bay (Village de Terre) est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 mai 1971.

Le sous-ministre,
40736-o FERNAND BOUTIN.

Township of Pontchartrain

Official cadastre of township of Pontchartrain, municipality of the Côte Nord du Golfe St-Laurent, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lots 25 Old Fort Bay (Village de Terre) is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 28, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40736-o *Deputy Minister.*

Canton de Tremblay

Cadastre officiel du canton de Tremblay, municipalite de la cité de Chicoutimi Nord, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 27-B-17 à 27-B-19, 27-B-47, 27-C-1 à 27-C-12, 26-C-1 à 26-C-4 du Rang III sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 mai 1971.

Le sous-ministre,
40736-o FERNAND BOUTIN.

Township of Tremblay

Official cadastre of township of Tremblay, municipality of the city of Chicoutimi North, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 27-B-17 to 27-B-19, 27-B-47, 27-C-1 to 27-C-12, 26-C-1 to 26-C-4 of Range III are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 27, 1971.

FERNAND BOUTIN,
40736-o *Deputy Minister.*

Mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul et Sainte-Rose faisant partie de la division d'enregistrement de Laval

Avis

Concernant la mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul et Sainte-Rose faisant partie de la division d'enregistrement de Laval.

Les propriétaires concernés par les travaux de mise à jour du cadastre dans les paroisses de Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul et Sainte-Rose, qui ne se sont pas présentés à l'examen, en séance publique, des documents relatifs aux subdivisions de certains lots faisant partie des entités cadastrales mentionnées plus haut et qui, par la suite, n'ont pas signé la requête prévue au paragraphe « *a* » de la section 3, chapitre 104 des Lois 1930-1931, sont invités, s'il y a lieu, à me faire valoir par écrit ou verbalement les motifs qu'ils allèguent à l'encontre de cette requête. Ces motifs devront être exposés pendant la période se terminant le 31 juillet 1971.

Par la suite, si je considère que je peux donner suite à la requête, avec ou sans modification, après avoir, s'il y a lieu, examiné les motifs exposés de part et d'autre ou entendu les parties intéressées qui auront comparu devant moi, je pourrai permettre qu'un plan et un livre de renvoi de la subdivision de ce terrain ou partie de terrain soient faits pourvu que les formalités prévues aux paragraphes 1*a*, 1*b*, 1*c* et 1*d* de la section 4, chapitre 104 des Lois 1930-1931 soient observées.

Québec, le 27 mai 1971.

Le ministre des Terres et Forêts,

40403-23-4-o KEVIN DRUMMOND.

Partial up-dating of the cadastre in the parishes of Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul and Sainte-Rose which is part of the Laval Registration Division

Notice

Concerning the partial updating of the cadastre in the parishes of Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul and Sainte-Rose which is part of the Laval Registration Division.

The property-owners interested in the up-dating of the cadastre for the parishes of Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul and Sainte-Rose who did not attend the public meeting which was held to examine the documents respecting the subdivisions of certain lots which are parts of the cadastral entities mentioned above and who, afterwards, did not sign the petition referred to in paragraph "*a*" of section 3, chapter 104 of the Statutes of 1930-1931, are invited where necessary, to make known in writing or orally the reasons for their apposition to this petition. These reasons must be given before July 31, 1971.

Later, if I feel able to comply with the petition, with or without modification, after examining, where necessary, the reasons advanced or after hearing the interested parties, I may then permit that a plan and book of reference be made of the subdivision of the said land or part of such land provided the formalities set out in paragraphs 1*a*, 1*b*, 1*c* and 1*d* of section 4, chapter 104 of the Statutes of 1930-1931 are observed.

Québec, May 27, 1971.

KEVIN DRUMMOND,

40403-23-4 *Minister of Lands and Forests.*

Chartes — demandes d'abandon de

Camp Aquehonga, Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Camp Aquehonga, Ltd. » a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Juin 15, 1971.

Les procureurs de la compagnie,

40714-o PATTERSON, EAGLE, GREENOUGH & DAY.

Le Centre de l'Art et des loisirs de Shipton inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Centre de l'Art et des loisirs de Shipton inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Asbestos, ce 3 juin 1971.

Les procureurs de la compagnie,

40715-o GEOFFROY & DAIGLE.

Charters — Applications for Surrender of

Camp Aquehonga, Ltd.

Notice is hereby given that "Camp Aquehonga, Ltd.", intends to apply for leave to surrender its charter in accordance with the Companies Act.

June 15, 1971.

PATTERSON, EAGLE, GREENOUGH & DAY,

40714-o *Attorneys for the Company.*

Le Centre de l'Art et des loisirs de Shipton inc.

Notice is given that "Le Centre de l'Art et des loisirs de Shipton inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Asbestos, June 3, 1971.

GEOFFROY & DAIGLE,

40715 *Attorneys for the company.*

The Lacolle Brokerage Company, Limited

Avis est donné que « The Lacolle Brokerage Company, Limited », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15e jour de juin, 1971.

Les procureurs,

LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
40716-o PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT.

The Lacolle Brokerage Company, Limited

Notice is hereby given that "The Lacolle Brokerage Company, Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of June, 1971.

LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT,
40716-o *Attorneys.*

C.D. Distribution ltée

Avis est par les présentes donné que « C.D. Distribution ltée », une compagnie constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la section 26 de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 10e jour de juin 1971.

Les procureurs,

DUQUET, MACKAY, WELDON,
40717-o BRONSTETLER, WELLER, JOHNSTON.

C.D. Distribution ltée

Notice is hereby given that "C.D. Distribution ltée", a company incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of Section 26 of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of June, 1971.

DUQUET, MACKAY, WELDON,
BRONSTETLER, WELLER, JOHNSTON,
40717-o *Attorneys.*

Super Contracting ltée

Avis est donné que la compagnie « Super Contracting ltée », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Duvernay, district de Montréal, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 10e jour de juin 1971.

Le secrétaire,

40718 ROGER PERREAULT.

Super Contracting ltée

Notice is hereby given that "Super Contracting ltée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Duvernay, district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of June, 1971.

ROGER PERREAULT,
40718-o *Secretary.*

Trichem Corp.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Trichem Corp. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 11e jour de juin 1971.

Le procureur de la compagnie,

40719-o MAURICE MARTEL, C.R., *avocat.*

Trichem Corp.

Notice is hereby given that "Trichem Corp.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this 11th day of June, 1971.

MAURICE MARTEL, Q.C., *advocate,*
40719-o *Attorney for the company.*

La fédération des collèges classiques

Avis est donné que « La fédération des collèges classiques, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 7 juin 1971.

Les procureurs de la fédération,

40741-o DU MESNIL, MAILHOT ET DÉSAULNIERS.

La fédération des collèges classiques

Notice is given that "La fédération des collèges classiques" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, June 7, 1971.

DU MESNIL, MAILHOT AND DÉSAULNIERS,
40741 *Attorneys for the Federation.*

Lan Investment Corp.

Avis est donné que la compagnie « Lan Investment Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dlpositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15e jour de juin 1971.

Les procureurs de la compagnie,
40742 KAUFMAN, RESPITZ, SEDEROFF & SHUGAR.

Québec Wallpaper and Paint Company

Avis est donné que la compagnie « Québec Wallpaper and Paint Company », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la Ville de Côte St-Luc, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 1er jour de juin 1971.

Le procureur de la requérante,
40743-o LAWRENCE CAPELOVITCH.

St. Jérôme Development Inc.

Avis est donné que la compagnie « St. Jérôme Development Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le président,
40760-o NICOLAS VANIER.

Vincenzo Grocery, Inc.

Avis est donné que la compagnie « Vincenzo Grocery, Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 3 mai 1971.

Le procureur de la compagnie,
40761-o ME MARIO E. LATTONI, R.C.

U. I. A. Corp.

Avis est donné que la compagnie « U. I. A. Corp. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 17 juin 1971.

Les procureurs de la compagnie,
GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER,
40770-o GARVIS, BLITT & FINKELSTEIN.

Lan Investment Corp.

Notice is given that "Lan Investment Corp.", a company incorporated under the Companies Act, and having its head office at Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of June, 1971.

KAUFMAN, RESPITZ, SEDEROFF & SHUGAR,
40742-o *Attorneys for the Company.*

Québec Wallpaper and Paint Company

Notice is hereby given that "Québec Wallpaper and Paint Company", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the City of Côte St. Luc, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of June 1971.

LAWRENCE CAPELOVITCH,
40743-o *Attorney for the petitioner.*

St. Jérôme Development Inc.

Notice is given that "St. Jérôme Development Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

NICOLAS VANIER,
40760 *President.*

Vincenzo Grocery, Inc.

Notice is given that the company "Vincenzo Grocery, Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 3, 1971.

ME MARIO E. LATTONI, Q.C.,
40761-o *Attorney for the company.*

U. I. A. Corp.

Notice is given that "U. I. A. Corp." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Province of Québec, for leave to surrender its charter.

Montreal, June 17, 1971.

GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER,
GARVIS, BLITT & FINKELSTEIN,
40770-o *Attorneys for the company.*

Divers
Compagnies

Association des propriétaires de St-Bruno de Montarville inc.
St. Bruno de Montarville Property Owners' Association Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 mai 1971, il a approuvé les règlements généraux de l'« Association des propriétaires de St-Bruno de Montarville inc.— St. Bruno de Montarville Property Owners' Association Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40720-o 5290-70

Chartier, Moisan, Calles & Associés inc.

La compagnie « Chartier, Moisan, Calles & Associés inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
FERNAND A. MOISAN.

40721-o 6040-69

Les Établissements du Gentilhomme inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 février 1971, il a approuvé le règlement numéro 2 de la corporation « Les Établissements du Gentilhomme inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40722-o 1875-69

L'Imprimerie de la Rive-Sud limitée

La compagnie « L'Imprimerie de la Rive-Sud limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
PAUL-YVON RICARD.

40723-o 11360-58

Les Industries du Golfe limitée

La compagnie « Les Industries du Golfe limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
PIERRE POULIOT.

40724-o 2329-71

Lionel Associates Ltd.

La compagnie « Lionel Associates Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateur de 3 à 6.

Le secrétaire,
FRANCE RIMOIN.

40725-o 1493-68

Miscellaneous
Companies

Association des propriétaires de St-Bruno de Montarville inc.
St. Bruno de Montarville Property Owners' Association Inc.

Notice is given that, on May 13, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Association des propriétaires de St-Bruno de Montarville inc.— St. Bruno de Montarville Property Owners' Association Inc.", and such, under section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40720 5290-70

Chartier, Moisan, Calles & Associés inc.

Notice is given that "Chartier, Moisan, Calles & Associés inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

FERNAND A. MOISAN,
Secretary.

40721 6040-69

Les Établissements du Gentilhomme inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 11, 1971 he approved by-law number 2 of "Les Établissements du Gentilhomme inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

40722 1875-69

L'Imprimerie de la Rive-Sud limitée

Notice is given that "L'Imprimerie de la Rive-Sud limitée" has changed the number of its directors from 5 to 4.

PAUL-YVON RICARD,
Secretary.

40723 11360-58

Les Industries du Golfe limitée

Notice is given that "Les Industries du Golfe limitée" has changed the number of its directors from 3 to 5.

PIERRE POULIOT,
Secretary.

40724 2329-71

Lionel Associates Ltd.

Notice is given that "Lionel Associates Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 6.

FRANCE RIMOIN,
Secretary.

40725-o 1493-68

Westpark Parents' Community Preschool

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 juin 1971, il a approuvé le règlement numéro 12, de la corporation « Westpark Parents' Community Preschool », (diminuant le nombre de ses administrateurs de 7 à 6 et changeant son siège social de Roxboro à Pierrefonds), et ce, en vertu de l'article 225 et de l'article 84 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40726-o 3306-63

Westpark Parents' Community Preschool

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 3, 1971, and pursuant to section 225 and section 84 of the Companies Act, he approved by-law number 12 of "Westpark Parents' Community Preschool", (reducing the number of its directors from 7 to 6 and changing its head office from Roxboro to Pierrefonds).

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40726 3306-63

Association de Sécurité des Industriels Forestiers du Québec, inc.
Québec Forest Industrials Safety Association, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement « B », de la compagnie « Québec Lumber Industries Safety Association, Inc. — Association de Sécurité des Industries de Sciage du Québec, inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de janvier 1934, changeant son nom en celui de « Association de Sécurité des Industriels Forestiers du Québec, inc. — Québec Forest Industrials Safety Association, Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40744-o 2370-33

Association de Sécurité des Industriels Forestiers du Québec, inc.
Québec Forest Industrials Safety Association, Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law "B", of the company "Québec Lumber Industries Safety Association, Inc. — Association de Sécurité des Industries de Sciage du Québec, inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of January 1934, changing its name into that of "Association de Sécurité des Industriels Forestiers du Québec, inc. — Québec Forest Industrials Safety Association, Inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40744-o 2370-33

Compagnie d'Entretien Brite-Lite ltée
Brite-Lite Maintenance Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 28, de la compagnie « Brite-Lite Maintenance Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de février 1969, changeant son nom en celui de « Compagnie d'Entretien Brite-Lite ltée — Brite-Lite Maintenance Co. Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40745-o 850-69

Compagnie d'Entretien Brite-Lite ltée
Brite-Lite Maintenance Co. Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 28, of the company "Brite-Lite Maintenance Ltd.", incorporated by letters patent dated the 21st day of February 1969, changing its name into that of "Compagnie d'Entretien Brite-Lite ltée — Brite-Lite Maintenance Co. Ltd.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40745-o 850-69

Le Club de Curling de Chicoutimi

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 2 juin 1971, il a approuvé le règlement numéro 2 de la corporation "Le Club de Curling de Chicoutimi", et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40746-o 2446-26

Le Club de Curling de Chicoutimi

Notice is given that on June 2, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 2 of "Le Club de Curling de Chicoutimi", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40746 2446-26

Electro-Mécanik inc.

La compagnie « Electro-Mécanik inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
JACQUES PAQUIN.

40747-o 12010-62

Electro-Mécanik inc.

Notice is given that "Electro-Mécanik inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

JACQUES PAQUIN,
Secretary.

40747 12010-62

Le Groupe Laurentien inc.

La compagnie « Le Groupe Laurentien inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 7.

Le secrétaire,
ANDRÉ HAMEL.

40748-o 11020-60

Le Groupe Laurentien inc.

Notice is given that « Le Groupe Laurentien inc. » changed the number of its directors from 10 to 7.

ANDRÉ HAMEL,
Secretary.

40748 11020-60

Loisirs des Postes de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 19 mai 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Loisirs des Postes de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40749-o 3002-70

Loisirs des Postes de Montréal

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 19, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Loisirs des Postes de Montréal".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40749 3002-70

Parc Belle-Rivière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 juin 1971, il a approuvé les règlements généraux (1) de la corporation « Parc Belle-Rivière inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40750-o 678-71

Parc Belle-Rivière inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 3, 1971, pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved general by-laws (1) of "Parc Belle-Rivière inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40750 678-71

Pinmar Corp.

La compagnie « Pinmar Corp. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
J. A. PINATEL.

40752 4006-50

Pinmar Corp.

Notice is given that "Pinmar Corp.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

J. A. PINATEL,
Secretary-Treasurer.

40752-o 4006-50

La Société Nationale des Québécois de l'Outaouais

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de « La Société Saint-Jean-Baptiste de l'Outaouais-Nord », constituée par lettres patentes en date du 23e jour d'avril 1946, changeant son nom en celui de « La Société Nationale des Québécois de l'Outaouais ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40753-o 4090-45

La Société Nationale des Québécois de l'Outaouais

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of "La Société Saint-Jean-Baptiste de l'Outaouais-Nord", incorporated by letters patent dated the 23rd day of April 1946, changing its name into that of "La Société Nationale des Québécois de l'Outaouais".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40753-o 4090-45

La Société Saint-Jean-Baptiste de l'Outaouais-Nord

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 mai 1971, il a approuvé le règlement de « La Société Saint-Jean-Baptiste de l'Outaouais-Nord », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40754-o 4090-45

La Société Saint-Jean-Baptiste de l'Outaouais-Nord

Notice is given that on May 14, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law of "La Société Saint-Jean-Baptiste de l'Outaouais-Nord", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40754 4090-45

Panex (1969) Ltd.
Panex (1969) ltée

La compagnie « Panex (1969) Ltd. — Panex (1969) ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
DIANNE L. BUCKLEY.

40762 6358-69

Panex (1969) Ltd.
Panex (1969) ltée

Notice is given that "Panex (1969) Ltd. — Panex (1969) ltée" has changed the number of its directors from 3 to 5.

DIANNE L. BUCKLEY,
Secretary-Treasurer.

40762-o 6358-69

Aqua Holdings Corporation

Avis est donné que la compagnie « Aqua Holdings Corporation » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le secrétaire,
NORMAN D. MACLENNAN.

40771 2564-66

Aqua Holdings Corporation

Notice is given that "Aqua Holdings Corporation" has changed the number of its directors from 6 to 5.

NORMAN D. MACLENNAN,
Secretary.

40771-o 2564-66

La Compagnie B.A.C. ltée
B.A.C. Company Ltd.

« La Compagnie B.A.C. ltée — B.A.C. Company Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
LIONEL BEAUDOIN.

40772-o 908-66

La Compagnie B.A.C. ltée
B.A.C. Company Ltd.

Notice is given that "La Compagnie B.A.C. ltée — B.A.C. Company Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

LIONEL BEAUDOIN,
Secretary.

40772 908-66

Bastinora Limited
Bastinora limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « St-Hyacinthe Sports Inc. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de septembre 1968, changeant son nom en celui de « Bastinora Limited — Bastinora limitée ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40773-o 3991-68

Bastinora Limited
Bastinora limitée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 3, of the company "St-Hyacinthe Sports Inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of September 1968, changing its name into that of "Bastinora Limited — Bastinora limitée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40773-o 3991-68

Booster Board (Canada) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 17, de la compagnie « M.C. Webster Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de mai 1966, changeant son nom en celui de « Booster Board (Canada) Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40774-o 2280-66

Booster Board (Canada) Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 17, of the company "M.C. Webster Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 30th day of May 1966, changing its name into that of "Booster Board (Canada) Ltd.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40774-o 2280-66

Placements Ansec inc.

La compagnie « Placements Ansec inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
PHIL LEVENSON.

40780 474-68

Placements Ansec inc.

Notice is given that "Placements Ansec inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

PHIL LEVENSON,
Secretary.

40780-o 474-68

Sivaco Wire & Nail Company

La compagnie « Sivaco Wire & Nail Company » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL IVANIER.

40781-o 14687-58

Sivaco Wire & Nail Company

Notice is given that "Sivaco Wire & Nail Company" has changed the number of its directors from 6 to 5.

PAUL IVANIER,
Secretary-Treasurer.

40781-o 14687-58

Silver Distributors Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la compagnie « Standard News Distributors Inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de septembre 1955, changeant son nom en celui de « Silver Distributors Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40782-o 12660-55

Silver Distributors Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the company "Standard News Distributors Inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of September 1955, changing its name into that of "Silver Distributors Inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40782-o 12660-55

The Zaidan Corporation Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 61, de la compagnie « Phenecia Land Limited », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de septembre 1959, changeant son nom en celui de « The Zaidan Corporation Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40783-o 15228-59

The Zaidan Corporation Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 61, of the company "Phenecia Land Limited", incorporated by letters patent dated the 14th day of September 1959, changing its name into that of "The Zaidan Corporation Ltd.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40783-o 15228-59

Centre de Loisirs l'Escapade inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 9 juin 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Centre de Loisirs l'Escapade inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40775-o 480-71

Centre de Loisirs l'Escapade inc.

Notice is given that on June 9, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Centre de Loisirs l'Escapade inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40775 480-71

Club Portugal de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 juin 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Portugal de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40776-o 937-66

Club Portugal de Montréal

Notice is given that on June 7, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Club Portugal de Montréal", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40776 937-66

H. Goulet Auto Parts inc.

La compagnie « H. Goulet Auto Parts inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
MME HECTOR GOULET.

40779-o 2001-70

H. Goulet Auto Parts inc.

Notice is given that "H. Goulet Auto Parts inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MRS. HECTOR GOULET,
Secretary.

40779 2001-70

Club Social d'Aylmer

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 juin 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Social d'Aylmer », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40777-o 5162-70

Les Éditions (Jaune) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Jean-Pierre Ferland International inc. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour d'août 1970, changeant son nom en celui de « Les Éditions (Jaune) inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40778-o 3414-70

Club Social d'Aylmer

Notice is given that on June 10, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Club Social d'Aylmer", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40777 5162-70

Les Éditions (Jaune) inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the Special by-law "A", of the company "Jean-Pierre Ferland International inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of August 1970, changing its name into that of "Les Éditions (Jaune) inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40778-o 3414-70

Sièges sociaux

L'Association Sportive et Culturelle « The Ring » inc. The Sportive and Cultural Association "The Ring" Inc.

« L'Association Sportive et Culturelle « The Ring » inc.— The Sportive and Cultural Association "The Ring" Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 472, avenue Westminster, Montréal-Ouest au numéro 163, boulevard Thompson, Montréal 380.

Le secrétaire,
KATHY THOMANEK.

40727-o 11801-62

Globensky Sports Marine Inc.

Avis est donné que la compagnie « Globensky Sports Marine Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 septembre 1970 et ayant son siège social dans la ville de Laval a établi son bureau au 357, boulevard des Prairies.

À compter de la date du présent avis ledit bureau a été considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 23 février 1971.

Le président,
ROGER GLOBENSKY.

40730-o 3905-70

Malone Marine Agency Limited

La compagnie « Malone Marine Agency Limited » donne avis qu'elle a changé son siège social de Québec au numéro 2, rue des Forges, Trois-Rivières.

Le secrétaire adjoint,
BRUNO BERNARD.

40731-o 1660-69

Head Offices

L'Association Sportive et Culturelle « The Ring » inc. The Sportive and Cultural Association "The Ring" Inc.

Notice is given that "L'Association Sportive et Culturelle « The Ring » inc.— The Sportive and Cultural Association "The Ring" Inc." has transferred its head office from 472 Westminster Avenue, Montreal-West, to 163 Thompson Boulevard, Montreal 380.

KATHY THOMANEK,
Secretary.

40727-o 11801-62

Globensky Sports Marine Inc.

Notice is given that "Globensky Sports Marine Inc." incorporated by letters patent dated September 9, 1970, and having its head office in the town of Laval, has established its office at 357 Des Prairies Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, February 23, 1971.

ROGER GLOBENSKY,
President.

40730 3905-70

Malone Marine Agency Limited

Notice is given that "Malone Marine Agency Limited" has changed its head office from Québec to number 2, des Forges Street, Trois-Rivières.

BRUNO BERNARD,
Assistant Secretary.

40731 1660-69

Les Messageries du St-Laurent inc.

La compagnie « Les Messageries du St-Laurent inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes, en date du 21 octobre 1959, et ayant son siège social à Montréal, donne avis qu'elle a transporté son bureau de 3300, boulevard Rosemont à 2615, avenue Van Horne.

Montréal, le 18 novembre 1970.

Le secrétaire,
PIERRE TISSEYRE.

40732 15458-59

Rosemex Inc.

La compagnie « Rosemex Inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 2090, rue Moreau, Montréal à 2475, de la Province, Longueuil.

Le secrétaire,
RICHARD RAMAGLIA.

40733 2151-69

Duvila Construction inc.

La compagnie « Duvila Construction inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Vanier à St-Hilarion Village, Charlevoix, casier postal 37.

Le secrétaire,
AUGUSTE JEAN.

40735-o 1891-71

Chaussures Chrétien inc.

Avis est donné que la compagnie « Chaussures Chrétien inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 février 1971 et ayant son siège social à Shawinigan, a établi son bureau au numéro 459, de la 5e Rue.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Shawinigan, ce 4e jour de juin 1971.

Les procureurs de la compagnie,
CHRÉTIEN, LANDRY, DESCHÊNES & TRUDEL.

40728-o 727-71

Corporation des Technologues en Chimie-Biologie du Québec

Avis est donné que la corporation « Corporation des Technologues en Chimie-Biologie du Québec » constituée en corporation en vertu de la Partie III de la Loi des compagnies en date du 14 mars 1970, et ayant son siège social dans le district de Montréal, au 9155, rue St-Hubert à Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui, l'a transporté au numéro 11,988, rue St-Réal, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation précitée comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 21e jour d'avril 1971.

Le procureur de la corporation,
PIERRE LANGLOIS.

40729-o 1198-70

Les Messageries du St-Laurent inc.

Notice is hereby given that « Les Messageries du St-Laurent inc. », incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated October 21st, 1959, and having its head-office in Montreal has moved its office from 3300 Rosemont Boulevard to 2615 Van Horne Avenue.

Montreal, November 18, 1970.

PIERRE TISSEYRE,
Secretary.

40732-o 15458-59

Rosemex Inc.

Notice is given that "Rosemex Inc." has transferred its head office from 2090 Moreau Street, Montreal to 2475 de la Province, Longueuil.

RICHARD RAMAGLIA.
Secretary.

40733-o 2151-69

Duvila Construction inc.

Notice is given that "Duvila Construction inc." has changed its head office from Vanier to Saint-Hilarion Village, Charlevoix, P.O. Box 37.

AUGUSTE JEAN,
Secretary.

40735 1891-71

Chaussures Chrétien inc.

Notice is hereby given that the "Chaussures Chrétien inc.", company, incorporated by letters patent on February, 15, 1971 and having its head office in Shawinigan, has established its office at number 459, 5th Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Shawinigan, this 4th day of June, 1971.

CHRÉTIEN, LANDRY, DESCHÊNES & TRUDEL,
Attorneys for the company.

40728-o 727-71

Corporation des Technologues en Chimie-Biologie du Québec

Notice is given that "Corporation des Technologues en Chimie-Biologie du Québec", incorporated under Part III of the Companies Act dated March 14, 1970, and having its head office in the district of Montreal, at 9155 St-Hubert Street, in Montreal, where it had its office situated until today, transferred it to 11,988 St-Réal Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the aforesaid corporation as being its head office.

Given at Montreal, this 21st day of April, 1971.

PIERRE LANGLOIS,
Attorney for the corporation.

40729 1198-70

Victory Conveyor & Machine Inc.
Convoyeurs et Machines Victory inc.

La compagnie « Victory Conveyor & Machine Inc.— Convoyeurs et Machines Victory inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 251, rue St-Louis, Terrebonne.

Le secrétaire,
CLAUDE PAQUETTE.

40784-o 8766-41

Eastern Freight Forwarders Ltd.
Les Courtiers en Transport de l'Est ltée

La compagnie « Eastern Freight Forwarders Ltd.— Les Courtiers en Transport de l'Est ltée » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 2545, rue Gascon Montréal au numéro 8577, rue Pascal Gagnon, St-Léonard.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL ÉMILE HUDON.

40785-o 4096-68

Placements Ansec inc.

La compagnie « Placements Ansec inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Anjou au numéro 1550 boulevard de Maisonneuve ouest, suite 809, Montréal.

Le secrétaire,
PHIL LEVENSON.

40786 474-68

Reno-Con ltée

Avis est donné que la compagnie « Reno-Con ltée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 6 février 1970, et ayant son siège social dans la ville de Sherbrooke a établi son bureau au numéro 1353, de la rue Lindberg.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Sherbrooke, ce 8e jour d'avril 1971.

Le président,
FERNAND DENIS.

40787-o 564-70

Démolition E.G.R. inc.
E.G.R. Demolition Inc.

Avis est donné que la compagnie « Démolition E.G.R. inc. — E.G.R. Demolition Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 mars 1971, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 8280, boul. Rivière-des-Prairies.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal ce 27 avril 1971.

Le secrétaire,
G. HÉBERT.

40755-o 990-71

Victory Conveyor & Machine Inc.
Convoyeurs et Machines Victory inc.

Notice is given that "Victory Conveyor & Machine Inc.— Convoyeurs et Machines Victory inc." changed its head office from Montreal to 251 St. Louis Street, Terrebonne.

CLAUDE PAQUETTE,
Secretary.

40784 8766-41

Eastern Freight Forwarders Ltd.
Les Courtiers en Transport de l'Est ltée

Notice is given that "Eastern Freight Forwarders Ltd.— Les Courtiers en Transport de l'Est ltée" changed its head office from 2545 Gascon Street, Montreal to 8577 Pascal Gagnon Street, St. Léonard.

PAUL ÉMILE HUDON,
Secretary-Treasurer.

40785 4096-68

Placements Ansec inc.

Notice is given that "Placements Ansec inc." has transferred its head office from Anjou to 1550 de Maisonneuve Boulevard West, suite 809, Montreal.

PHIL LEVENSON,
Secretary.

40786-o 474-68

Reno-Con ltée

Notice is hereby given that "Reno-Con ltée", company incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act on February 6, 1970, and having its head office in Sherbrooke has established its head office at number 1353 Lindberg Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sherbrooke, this 8th day of April, 1971.

FERNAND DENIS,
President.

40787-o 564-70

Démolition E.G.R. inc.
E.G.R. Demolition Inc.

Notice is hereby given that "Demolition E.G.R. inc.— E.G.R. Demolition Inc.", company incorporated by letters patent on the 3rd of March 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at 8280 Rivière-des-Prairies Blvd.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this April 27, 1971.

G. HÉBERT,
Secretary.

40755-o 990-71

Montmorency Diesel inc.

La compagnie « Montmorency Diesel inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 4101, boulevard Sainte-Anne, Montmorency au numéro 1820, boulevard Hamel, Duberger.

Le secrétaire,
Mme CARMEN L. DUFOUR.

40756-o 149-69

Panex (1969) Ltd.
Panex (1969) ltée

Avis est donné que la compagnie « Panex (1969) Ltd. — Panex (1969) ltée » a transporté son siège social de Montréal à ville Mont Royal.

Le secrétaire-trésorier,
DIANNE L. BUCKLEY.

40762 6358-69

Institut des techniques des associations incorporée

Avis est donné que la compagnie « Institut des techniques des associations incorporée », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies en date du 18 mars 1966, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, au numéro 1321, boulevard St-Joseph est, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui, l'a transporté au numéro 500, rue St-François-Xavier.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 4e jour de décembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
Me GILLES CHAMPAGNE.

40763-o 1143-66

Montmorency Diesel inc.

Notice is given that "Montmorency Diesel inc." has changed its head office from number 4101 Sainte-Anne Boulevard, Montmorency to number 1820 Hamel Boulevard, Duberger.

MRS. CARMEN L. DUFOUR,
Secretary.

40756 149-69

Panex (1969) Ltd.
Panex (1969) ltée

Notice is given that "Panex (1969) Ltd. — Panex (1969) ltée" has transferred its head office from Montreal to Town of Mount Royal.

DIANNE L. BUCKLEY,
Secretary-Treasurer.

40762-o 6358-69

Institut des techniques des associations incorporée

Notice is hereby given that "Institut des techniques des associations incorporée" company incorporated under Part III of the Companies Act on the 18th of March 1966, and having its head office in the city of Montreal at 1321 St. Joseph Boulevard East, which until today was the address of the company, has moved to 500 St-François-Xavier Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as the head office of the company.

Dated at Montreal, this 4th day of December 1969.

Me GILLES CHAMPAGNE,
Secretary-Treasurer.

40763 1143-66

Compagnies étrangères
Agent

The Italian Economic Corporation

Avis est donné qu'en vertu d'une nouvelle procuration en date du 10 juin 1970 et dont copie a été adressée au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, M. Raffaele Vonghia, de Montréal, a été nommé, en remplacement de M. Gian Maria Sartoretti, agent principal dans la province de « The Italian Economic Corporation », compagnie étrangère autorisée à faire affaires dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est donné également qu'en vertu de la procuration mentionnée plus haut, le siège social de ladite compagnie est établi à: Bureau 914, Place Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40712 570-55

Extra-Provincial Companies
Agent

The Italian Economic Corporation

Notice is given that, by new power of attorney dated June 10, 1970, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. Raffaele Vonghia of Montreal, was appointed to replace Mr. Gian Maria Sartoretti as chief agent in the Province of "The Italian Economic Corporation", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the abovementioned new power of attorney, the head office of the said company is established at Suite 914, Place Victoria, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40712-o 570-55

Curatelle publique

William A. S. Cook

Canada — Province de Québec, district de Montréal. Succession vacante de William A. S. Cook, en son vivant de 5525 avenue Trent, app. 410, Côte-St-Luc, Qué.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 10 mai 1971 par un juge de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, que, sous l'autorité de la Loi de la curatelle publique (S.R.Q., 1964, chap. 314 et amendements) il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.

9310, boul. St-Laurent,
Montréal 354, Qué. 40713-o

Public Curatorship

William A. S. Cook

Canada — Province of Québec, district of Montreal. Vacant estate of the late William A. S. Cook, in his lifetime of 5525 Trent Avenue, apt. 410, Côte St. Luc, Qué.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on May 10th, 1971 by a judge of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, that, under the authority of the Public Curatorship Act (S.R.Q., 1964, Chap. 314 and amendments), I am *ex officio* curator to such vacant estate, and that I will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owed this estate and proof of any claim against it.

THE PUBLIC CURATOR.

9310 St. Lawrence Blvd.,
Montreal 354, Qué. 40713-o

Arrêtés en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2193

Québec, le 17 juin 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation de l'ordonnance No 13, 1971, (travaux publics) de la Commission du salaire minimum.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre:

QUE l'ordonnance No 13, 1971, travaux publics, adoptée par la Commission du salaire minimum à sa séance du 1er juin 1971 et dont copie est annexée à la proposition susdite, soit approuvée et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance No 13, 1971

TRAVAUX PUBLICS

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1964, c. 144 et amendements),

Décrète par la présente ordonnance désignée sous le nom de Ordonnance No 13, 1971 ce qui suit:

Interprétation

1. *Interprétation:* Dans la présente ordonnance, les mots suivants signifient:

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2193

Québec, June 17, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT approval of Ordinance No. 13, 1971 (public works) of the Minimum Wage Commission.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Ordinance No. 13, 1971, public works, adopted by the Minimum Wage Commission of June 1st, 1971, copy of which is annexed to the aforementioned recommendation, be approved and become effective on the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 13 1971

PUBLIC WORKS

Pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1964, c. 144 and amendments), the Minimum Wage Commission, by the present

Ordinance designated as Ordinance No. 13 1971, decrees the following:

Definitions

1. Definitions: In the present Ordinance,

a) « semaine »: une période de sept (7) jours s'étendant de minuit un jour donné à la fin du septième jour suivant.

b) « semaine normale »: le nombre d'heures de travail en une semaine au-delà duquel le temps de travail doit être payé à taux majoré.

c) « mois »: une période de travail couvrant un mois de calendrier.

d) « camionneur artisan »: toute personne qui ne possède qu'un seul camion licencié et le conduit lui-même.

Le camionneur artisan conserve son statut s'il se fait remplacer sur son camion pour une durée n'excédant pas cinq (5) jours ouvrables par année par un chauffeur, tout en respectant pour ce dernier le taux du décret de la construction (No 4599 et amendements, annexe E, conducteur de camion).

Champ d'application

2. *Champ d'application professionnel:* La présente ordonnance régit les salariés et leurs employeurs exécutant pour le compte d'un ou de plusieurs ministères du Gouvernement, ou pour le compte de toute commission ou corporation qui relève directement de l'un desdits ministères, des travaux de construction ou de génie de tous genres, non couverts par la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, c. 45 et amendements).

2.1 *Champ d'application territorial:* La présente ordonnance couvre l'ensemble de la province de Québec.

Dispositions générales

3. *Retenue de salaire:* Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum calculé selon les modalités fixées par la présente ordonnance payable à un salarié, sauf celle imposée par une disposition législative et celle décrétée par ordre d'un tribunal.

4. *Gîte et pension:* Lorsqu'un salarié reçoit de son employeur le gîte et la pension, ou l'un ou l'autre, il est interdit à son employeur de déduire du salaire minimum plus de soixante-quinze (0.75) cents pour un repas et un ($1.00) dollar par jour pour la chambre.

PREMIÈRE PARTIE

Dispositions s'appliquant aux camionneurs artisans

5. *Taux minima de salaire:* L'employeur est tenu de rémunérer le camionneur artisan en conformité avec le contrat verbal ou écrit à un taux non inférieur à ceux ci-dessous énumérés.

5.1 *Tarif horaire:* Le tarif horaire se calcule en multipliant la capacité de charte de la boîte en verge cube par un taux de quatre-vingt-un (0.81) cents la verge cube.

5.2 *Tarif à la tonne-mille:* « *Zone 1* »: Cette zone comprend les districts électoraux de l'Islet, Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure,

(*a*) "week" means a seven-day period extending from midnight on a given day until the end of the seventh day thereafter;

(*b*) "standard workweek" means the number of working hours in one week, beyond which any time worked must be paid for at overtime rates;

(*c*) "month" means a period of work covering one calendar month.

(*d*) "artisan-trucker" means any employee who is the owner of only one licensed truck and who drives it himself.

The artisan-trucker will continue to be considered as artisan if he hires a driver to replace him on his truck for a period not to exceed five (5) working days per year; in such a case, the driver must be paid according to the wage rates provided for in the decree respecting the Construction Industry (No. 4599 and amendments, Appendix E, truckdriver).

Jurisdiction

2. *Professional jurisdiction:* The present Ordinance governs the employees and their employers carrying out, on behalf of one or several Departments of the Government, or for any Commission or Corporation under the jurisdiction of one of the said departments, all types of building or civil engineering works which are not governed by the Construction Labour Industry Act (1968, c. 45 and amendments).

2.1 *Territorial jurisdiction:* The present Ordinance covers the whole Province of Québec.

General provisions

3. *Deductions from wages:* No deduction, except that provided by a legislative provision and that decreed by a Court Order, may be made from the minimum wages computed according to the scale established in the present Ordinance.

4. *Room and board:* When an employer provides his employee with room or board, or both, he may not deduct more than seventy-five cents ($0.75) for a meal nor more than one dollar ($1.00) per day for the room from the minimum wages of the employee.

PART ONE

Provisions governing artisan-truckers

5. *Minimum wage rates:* The employer is compelled to remunerate artisan-truckers according to the rates mentioned hereunder, in conformity with the oral or written contract.

5.1 *Hourly rate:* The hourly rate is arrived at by multiplying the loading capacity of the truck (in cubic yards) by .81 per cubic yard.

5.2 *Ton-mile rate:* "*Zone 1*:" This comprises the electoral districts of l'Islet, Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-North, Gaspé-South, Bonaventure, Iles-de-la-

les Iles-de-la-Madeleine, Charlevoix, Saguenay, Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Témiscamingue, Pontiac, Gatineau, Lac St-Jean, Roberval, Chicoutimi, Dubuc, Duplessis, Montmagny, Dorchester, Bellechasse et Jonquière.

Dans ces districts, le taux à la tonne-mille est de vingt (0.20) cents du point de départ jusqu'au premier mille et de six (0.06) cents, pour chaque mille ou fraction de mille additionnel.

« *Zone II* »: Cette zone comprend tous les autres districts électoraux de la province, non compris dans la zone ci-dessus. Les taux de cette zone seront les suivants: vingt (0.20) cents la tonne du point de départ jusqu'au premier mille et cinq (0.05) cents, pour chaque mille ou fraction de mille additionnel.

5.3 *Tarif à la verge cube:* Les taux seront calculés selon le poids spécifique du matériau, établis et vérifiés par les parties contractantes. Ce taux ne devra être, en aucun cas, inférieur aux tarifs prévus aux paragraphes précédents.

Dispositions règlementaires

6. *Indemnité de vacances:* Le camionneur artisan a droit à une indemnité de vacances égale à 4% de 30% du montant total de sa rémunération. Il doit recevoir cette indemnité à chaque paie.

7. *Modes et fréquence de la rémunération:* Le salaire doit être payé en espèces sous enveloppes scellées ou par chèque toutes les deux (2) semaines.

Tout employeur doit remettre au camionneur artisan avec sa paie, un bulletin contenant outre les mentions exigées à l'article 18 de la présente ordonnance, les mentions suivantes:

a) Le poids du camion;
b) Le chargement en tonne ou en verge cube;
c) Le nombre d'heures pour chaque jour de travail s'il a été engagé à l'heure;
d) Le prix unitaire;
e) Le montant total payé;
f) L'indemnité de vacances.

DEUXIÈME PARTIE

Dispositions s'appliquant aux autres salariés

Dispositions générales

8. *Semaine normale:* La semaine normale du salarié est de cinquante (50) heures.

8.1 *Semaine normale:* La semaine normale d'un gardien est de soixante (60) heures.

9. *Période d'attente:* Le salarié est considéré être à son travail lorsqu'il est à la disposition de son employeur et obligé d'attendre qu'on lui donne du travail.

10. *Indemnité de présence:* Le salarié qui se présente au lieu du travail à la demande de son employeur et qui travaille moins de trois (3) heures par jour, a droit à une indemnité égale à trois (3) heures de salaire au taux minimum, sauf pour les étudiants travaillant à temps partiel.

11. *Repos hebdomadaire:* Tout salarié a droit à un repos hebdomadaire d'une durée minimale de vingt-quatre (24) heures consécutives.

Madeleine, Charlevoix, Saguenay, Abitibi-East, Abitibi-West, Témiscamingue, Pontiac, Gatineau, Lac St. Jean, Roberval, Chicoutimi, Dubuc, Duplessis, Montmagny, Dorchester, Bellechasse and Jonquière.

In such districts, the ton-mile rate shall be twenty cents ($0.20) for the first mile and six cents ($0.06) for every additional mile or fraction thereof.

"*Zone II*": This zone comprises all other electoral districts not comprised in the above mentioned zone. The rates for such zone shall be as follows: twenty cents ($0.20) for the first mile and five cents ($0.05) for every additional mile or fraction thereof.

5.3 *Cubic yard rate:* Rates shall be calculated according to the specific weight of materials and shall be established and verified by the contracting parties. Such rate shall in no case be lower than the rates provided for in the above paragraphs.

Regulations

6. *Vacation pay:* Artisan-truckers are entitled to a vacation pay equal to four per cent (4%) of thirty per cent (30%) of the total amount of their remuneration. The employee shall receive such vacation pay with every pay.

7. *Mode and frequency of payment:* Wages shall be paid in cash in a sealed envelope or by cheque every two (2) weeks.

With each payment of wages, the employer shall remit to the artisan-trucker, in addition to the particulars requested in section 18 of the present Ordinance, a statement listing:

(*a*) the weight of the truck
(*b*) the load in tons or cubic yards
(*c*) the number of hours of work per day if he was hired on an hourly basis
(*d*) the unitary rate
(*e*) the total amount paid
(*f*) the vacation pay.

PART TWO

Provisions governing other employees

General provisions

8. *Standard workweek:* The standard workweek of employees shall consist of fifty (50) hours.

8.1 *Standard workweek:* The standard workweek of the watchman shall consist of sixty (60) hours.

9. *Waiting time:* An employee shall be deemed to be working when he is at his employer's disposal and obliged to wait for work to be given him.

10. *Call-in pay:* The employee who report at the place of work at his employer's request and works less than three (3) hours per day is entitled to three hours' wages at the minimum rate, except students working part time.

11. *Weekly rest period:* Every employee is entitled to a weekly rest period of at least twenty-four (24) consecutive hours.

12. *Congés payés:* L'ordonnance No 3 de la Commission du salaire minimum s'applique aux employeurs et salariés visés par cette deuxième partie.

Taux minima de salaire

13. *Régions de salaire:* Le territoire de la province de Québec est divisé en douze (12) régions de salaire décrites à l'annexe A.

14. *Salaire minimum:* Le salarié régi par la présente partie a droit au taux minimum de salaire décrit à l'annexe B, selon sa fonction.

14.1 *Augmentation des taux minima:* Le et après le 1er mai 1972, les taux prévus à l'annexe B seront majorés comme suit:

a) Pour le taux horaire, une augmentation de vingt-cinq (0.25) cents l'heure;

b) Pour le salaire hebdomadaire, une augmentation de douze dollars et cinquante cents ($12.50) par semaine;

c) Pour le salaire mensuel, une augmentation de cinquante-quatre dollars et douze cents ($54.12) par mois.

15. *Taux minimum garanti:* Tout salarié exerçant une occupation dont le salaire n'est pas mentionné dans l'annexe B doit recevoir au moins le salaire d'un manoeuvre.

16. *Heures supplémentaires:* Les heures supplémentaires seront majorées de 50% du taux déterminé par l'ordonnance.

Les heures travaillées les jours fériés entraînent une majoration de 100% du taux déterminé par l'ordonnance.

Dispositions réglementaires

17. *Modes et fréquence de la remunération:* Le salaire est payable au salarié en espèces ou par chèque au pair, au plus tard le vendredi de chaque semaine à son lieu de travail. Si le vendredi est un jour chômé, le salaire doit être versé au salarié le jeudi.

18. *Bulletin de paie:* L'employeur doit remettre à tout salarié, avec chaque paiement du salaire, un bulletin de paie qui comporte les mentions suivantes:

a) Le nom de l'employeur;

b) Les nom et prénom du salarié;

c) La date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;

d) Le total de ses heures de travail;

e) Ses heures supplémentaires;

f) Le ou les taux de salaire;

g) Le montant du salaire brut;

h) Le montant des indemnités de congé annuel;

i) La nature et le montant de chacune des retenues opérées, y compris le précompte syndical;

j) Le montant du salaire net.

Si le paiement est effectué par chèque, le bulletin de paie peut être le talon du chèque.

19. *Jours fériés:* Les jours suivants sont des jours fériés chômés: le Jour de l'An, la Saint-Jean Baptiste, la fête du Canada, la fête du Travail et le Jour de Noël.

12. *Vacation with pay:* Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission applies to employers and employees contemplated in this second Part.

Minimum Wage Rates

13. *Wage regions:* The territory of the province of Québec is divided into 12 wage regions such as described in Appendix A.

14. *Minimum Wages:* Employees governed by the present section shall be entitled to the minimum wage rates mentioned in Appendix B.

14.1 *Increase of minimum wage rates:* On and after May 1, 1972, wage rates provided for in Appendix B shall be increased as follows:

(*a*) hourly rates shall be increased by twenty-five cents ($0.25);

(*b*) weekly rate shall be increased by twelve dollars and fifty cents ($12.50);

(*c*) monthly rate shall be increased by fifty-four dollars and twelve cents ($54.12).

15. *Guaranteed minimum rate:* Any employee plying a trade the rate of which is not mentioned in Appendix B shall receive at least the rate provided for the labourer.

16. *Overtime:* Overtime shall be paid at the rate of time and a half.

Overtime hours worked on a general holiday shall be paid at the rate of double time.

Regulations

17. *Mode and frequency of payment:* Wages shall be paid in full, in cash or by cheque payable at par not later than Friday each week. Should Friday be a general holiday, wages shall be paid to the employee on Thursday.

18. *Earnings statement:* The employer must remit to each employee, with each payment of wages, an earnings statement giving the following information:

(*a*) the employer's name;

(*b*) the employee's family name and first name;

(*c*) the date of payment and the work period corresponding thereto;

(*d*) the total of hours worked;

(*e*) his overtime hours worked;

(*f*) the wage rate or rates;

(*g*) the gross amount of wages;

(*h*) the amount of annual vacation pay;

(*i*) the nature and amount of each check-off made, including the union dues check-off;

(*j*) the net amount of wages.

If payment is made by cheque, the earnings statement may be the cheque stub.

19. *General holidays:* The following days shall be general holidays: New Year's Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day.

20. *Départ du salarié ou congédiement:* Lorsqu'un salarié quitte volontairement son employeur ou est congédié, l'employeur doit lui remettre ou lui expédier par courrier recommandé, son carnet d'apprentissage et sa carte de précompte des cotisations syndicales dans les vingt-quatre (24) heures du congédiement ou de l'avis de départ; dans ces cas, les salaires dus sont payables conformément à l'article 17.

21. *Système d'enregistrement de travail:* Tout employeur doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre, au crayon indélébile, par impression ou par perforation, pour chaque période de travail et pour chaque salarié à son emploi:

a) Ses nom, prénom, adresse, numéro d'assurance sociale;
b) Sa fonction;
c) Sa date d'entrée au service de l'employeur;
d) La période de paie;
e) Le total de ses heures de travail;
f) Ses heures supplémentaires;
g) Le taux de son salaire;
h) Le salaire gagné et les avances payées;
i) Les déductions faites;
j) Le montant remis au salarié;
k) Tous les autres renseignements exigés par ordonnance ou règlement de la Commission du salaire minimum.

22. *Lieu de la tenue et de la conservation du système d'enregistrement:* Le système d'enregistrement doit être tenu dans la province à l'établissement de l'employeur.

Dans le cas de multiples établissements, ce système doit être tenu à chaque établissement pour les salariés qui en relèvent.

Cependant, lorsque le traitement de la paie se fait au bureau principal ou par mécanographie, la Commission peut accorder une dispense aux conditions qu'elle détermine par résolution.

Le système se rapportant à une année doit être conservé durant une période de trois (3) ans.

23. *Affichage:* Tout employeur doit afficher et tenir affichés à la vue de ses salariés, tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents qui lui sont transmis à cette fin par la Commission.

Troisième partie

Dispositions particulières

24. Aucun ministère ou aucune commission ou corporation n'effectuera de paiement final ou ne remboursera la garantie déposée tant que la Commission du salaire minimum n'aura pas fourni un certificat attestant que la présente ordonnance a été observée.

25. L'employeur doit se conformer à tout avis ou décision de la Commission. Toutefois, s'il néglige de payer à un salarié les taux de salaire prévus à l'ordonnance, les ministères, les commissions ou corporations relevant de l'un ou de l'autre desdits ministères doivent, sur la recommandation de la Commission, payer le salaire ainsi fixé, en déduire le montant sur le solde dû à l'employeur. Un tel paiement est réputé fait à l'employeur.

20. *Quitting or dismissal of employee:* When an employee leaves his employer voluntarily or is dismissed, the employer must remit or send to the employee by registered mail, his apprenticeship booklet, the card authorizing him to make check-offs in advance for union dues within twenty-four (24) hours after the dismissal of the notice of departure; in such cases, the wages due are payable in accordance with section 17.

21. *Work record system:* For each work period and for each employee in his employ, every employer shall keep a record system in which shall be recorded in ink, in indelibile pencil, in print or perforation:

(*a*) his family name, first names, address, social insurance number;
(*b*) his occupation;
(*c*) the date he entered the employer's service;
(*d*) the pay period;
(*e*) the total number of his hours of work;
(*f*) the number of overtime hours worked;
(*g*) his wage rate;
(*h*) the wages earned and the advances paid;
(*i*) the deductions made;
(*j*) the net amount handed to the employee;
(*k*) all other informations requested by an Ordinance or a By-law of the Commission.

22. *Where records must be kept and preserved:* The record system must be kept in the Province, at the employer's establishment.

When an employer operates several establishments, he must keep a separate record system in each establishment for the employees thereof.

However, when the payroll is prepared at the head office or by data-processing, the commission may grant an exemption on conditions which it will determine by resolution.

Records covering a given year must be retained for a three-year period.

23. *Posting:* Every employer must post and keep posted in a conspicuous place, any by-law, resolution, ordinance or document supplied for such purpose by the Commission.

Part three

Special provisions

24. No Department, Commission or Corporation shall make any final payment or reimburse the deposit before the Minimum Wage Commission issues a certificate attesting that the present Ordinance has been complied with.

25. The employer must comply with any notice or award of the Commission; however, should the employer fail to pay to his employees the rates of wages provided for in the present Ordinance, the Departments shall, upon the recommendation of the Commission, pay such rates of wages to the employees and deduct such amount from the balance due to the employer. Such amount shall be deemed to have been paid to the employer.

26. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Faite et passée en la ville de Sainte-Foy, ce premier jour du mois de juin mil neuf cent soixante et onze.

Commission du salaire minimum.

Copie conforme.

Le secrétaire,
PAUL DE LA DURANTAYE.

26. *Effective date:* The present ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette.*

Signed and dated in the town of Ste-Foy, this first day of June, one thousand nine hundred and seventy-one.

Minimum Wage Commission.

True copy.

PAUL DE LA DURANTAYE,
Secretary.

ANNEXE A

Champ d'application territorial

Régions

A) Région de Montréal comprend le territoire situé dans un rayon de 15 milles des limites de l'Ile de Montréal, la cité de Salaberry de Valleyfield et la municipalité d'Ormstown, à l'exception des districts électoraux de Verchères, St-Jean, Iberville, l'Assomption, Terrebonne et des villes de Chambly et de Fort Chambly.

Les contrats exécutés dans l'Ile de Montréal ne sont pas visés par la présente cédule, mais assujettis aux décrets de la construction de Montréal.

B) Les districts électoraux de Beauce, Bellechasse, Chauveau, Dorchester, Jean-Talon, Kamouraska, Lévis, Limoilou, Lotbinière, Louis-Hébert, L'Islet, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Portneuf, Charlevoix, St-Sauveur, la cité de Rivière-du-Loup, St-Pierre de Rivière-du-Loup, Notre-Dame du Portage et St-Antonin comté de Rivière-du-Loup.

C) Les districts électoraux de Compton, Frontenac, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Wolfe.

D) Les districts électoraux de Bagot, Brome, Missisquoi, Rouville, Shefford, St-Hyacinthe, St-Jean, Iberville.

E) Les districts électoraux de Chambly, Richelieu, Verchères, exceptés St-Bruno, St-Joseph de Chambly et ville de Chambly.

F) Les districts électoraux de Arthabaska, Drummond, Nicolet et Yamaska.

G) Les districts électoraux d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Gatineau, Hull, Labelle, Papineau, Pontiac, Terrebonne.

H) Les districts électoraux de Chicoutimi, Dubuc, Duplessis, Jonquière, Lac St-Jean, Roberval, Saguenay.

I) Les districts électoraux de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue.

J) Les districts électoraux de Berthier, Champlain, Joliette, l'Assomption, Laviolette, Maskinongé, Montcalm, St-Maurice, Trois-Rivières.

K) Les districts électoraux de Bonaventure, Iles de la Madeleine, Matapédia, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata.

L) Les districts électoraux de Beauharnois, Châteauguay, Huntingdon, Napierville-Laprairie, Soulanges, Vaudreuil.

APPENDIX A

Territorial jurisdiction

Regions

A) Montreal region, comprises the territory located within a 15-mile radius from the limits of the Island of Montreal, the city of Salaberry-de-Valleyfieled and the municipality of Ormstown but does not include the electoral districts of Verchères, St-Jean, Iberville, l'Assomption, Terrebonne nor the towns of Chambly and Fort Chambly.

Contracts carried out in the Island of Montreal are not subject to the present schedule, but are governed by the Montreal Construction decrees.

B) The electoral districts of Beauce, Bellechasse, Chauveau, Dorchester, Jean-Talon, Kamouraska, Lévis, Limoilou, Lotbinière, Louis-Hébert, L'Islet, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Portneuf, Charlevoix, St-Sauveur, La Cité Rivière-du-Loup, St-Pierre de Rivière du Loup, Notre-Dame du Portage and St-Antonin in the county of Rivière-du-Loup.

C) The electoral districts of Compton, Frontenac, Richmond, Sherbrooke, Stanstead, Wolfe.

D) The electoral districts of Bagot, Brome, Missisquoi, Rouville, Shefford, St-Hyacinthe, St-Jean, Iberville.

E) The electoral districts of Chambly, Richelieu, Verchères, excepting St-Bruno, St-Joseph de Chambly and Ville de Chambly.

F) The electoral districts of Arthabaska, Drummond, Nicolet and Yamaska.

G) The electoral districts of Argenteuil, Deux-Montagnes, Gatineau, Hull, Labelle, Papineau, Pontiac, Terrebonne.

H) The electoral districts of Chicoutimi, Dubuc, Duplessis, Jonquière, Lac St-Jean, Roberval, Saguenay.

I) The electoral districts of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda and Témiscamingue.

J) The electoral districts of Berthier, Champlain, Joliette, L'Assomption, Laviolette, Maskinongé, Montcalm, St-Maurice, Trois-Rivières.

K) The electoral districts of Bonaventure, Iles-de-la-Madeleine, Matapédia, Matane, Gaspé-North, Gaspé-South, Rimouski, Rivière du Loup, Témiscouata.

L) The electoral districts of Beauharnois, Châteauguay, Huntingdon, Napierville-Laprairie, Soulanges, Vaudreuil.

ANNEXE B / APPENDIX B

Taux minima de salaire

Minima wage rates

Taux effectifs à partir du 1er mai 1971 / Actual rates from May 1, 1971

Cédule des taux à respecter / Schedule of rates to be enforced

Métiers de voirie / Road works trades:	A MONTRÉAL	B QUÉBEC	C SHERBROOKE	D ST-HYACINTHE	E VERCHÈRES	F DRUMMOND	G HULL-TERREBONNE	H CHICOUTIMI-SAGUENAY-DUPLESSIS	I ABITIBI	J JOLIETTE-TROIS-RIVIÈRES	K RIMOUSKI	L VAUDREUIL-HUNTINGDON
Betonnière malaxeur fixe (voirie) conducteur à l'heure. Concret Mixer Operator (Stationary).	3.45	3.15	3.15	3.00	3.10	3.00	3.00	3.00	2.95	2.95	2.95	2.95
Charpentier-menuisier..... (Carpenter & Joiner).	4.14	3.35	3.25	3.50	4.14	3.05	3.70	3.30	3.05	3.40	3.18	3.40
Chasse-neige avec charrue ou souffleuse, conducteur à l'heure. Snow plough or blower, operator per hour.	3.00	2.80	2.80	2.80	2.80	2.80	2.80	2.80	2.80	2.80	2.80	2.80
Chasse-neige avec charrue ou souffleuse opérateur à la semaine. Snow plough or blower, operator per week.	109.00	109.00	109.00	109.00	109.00	109.00	109.00	109.00	109.00	109.00	109.00	109.00
Chasse-neige avec charrue ou souffleuse, conducteur (aide) par heure. Snow plough or blower operator's helper by the hour.	2.45	2.45	2.45	2.45	2.45	2.45	2.45	2.45	2.45	2.45	2.45	2.45
Chasse-neige avec charrue ou souffleuse, conducteur (aide) par semaine. Snow plough or blower operator's helper by week.	99.00	99.00	99.00	99.00	99.00	99.00	99.00	99.00	99.00	99.00	99.00	99.00
Conducteur de camion à l'heure..... Truck driver by the hour.	3.40	2.65	2.70	2.80	2.95	2.55	2.70	2.65	2.60	2.65	2.65	2.65
Conducteur de véhicules lourds (tous terrains) à l'heure. Driver, operator of heavy vehicles (off highways) per hour.	3.55	2.85	2.85	2.85	2.85	2.85	2.85	2.85	2.85	2.85	2.85	2.85
Conducteur de camion à la semaine..... Truck driver per week.	124.00	114.00	114.00	114.00	114.00	114.00	114.00	114.00	114.00	114.00	114.00	114.00

Compresseur, conducteur (tous genres) à l'heure. Compressor operator (all kinds) per hour.	3.60	3.00	3.15	3.05	3.15	3.15	3.15	3.15	3.15	3.15	3.15	3.15
Cuisinier (de 25 à 100 personnes) au mois Cook (from 25 to 100 persons) monthly.	453.20	453.20	453.20	453.20	453.20	453.20	453.20	453.20	453.20	453.20	453.20	453.20
Cuisinier (aide) au mois..... Cook's helper monthly.	343.20	343.20	343.20	343.20	343.20	343.20	343.20	343.20	343.20	343.20	343.20	343.20
Boutefeu (avec certificat)..... Linstock (with certificate).	3.45	3.10	3.00	3.00	3.10	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00
Ferrailleur / Reinforcing steel setter.....	3.50	3.20	3.10	3.10	3.10	3.10	3.10	3.10	3.10	3.10	3.10	3.10
Foreur / Driller.....	3.35	3.05	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00
Gardien (60 heures) / Watchman (60 hours)	2.50	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25	2.25
Gardien à la semaine / Watchman (per week)	109.00	104.00	104.00	104.00	104.00	104.00	104.00	104.00	104.00	104.00	104.00	104.00
Graisseur et huileur / Oiler.....	3.25	2.85	2.85	2.80	2.95	2.65	2.60	2.85	2.50	2.60	2.70	2.75
Niveleuse automotrice, conducteur..... Powder grader operator.	3.50	3.15	3.15	3.10	3.25	2.85	2.90	3.15	2.80	2.90	3.10	3.05
Niveleuse automotrice, conducteur à la semaine. Powder grader operator per week.	149.00	149.00	149.00	149.00	149.00	149.00	149.00	149.00	149.00	149.00	149.00	149.00
Manoeuvre / Labour man.....	2.95	2.45	2.50	2.50	2.65	2.35	2.50	2.45	2.40	2.45	2.45	2.45
Mécanicien 1ère classe / Mechanic 1st class	3.35	3.15	3.15	3.15	3.10	3.00	3.05	3.15	3.15	3.15	3.15	3.15
Mécanicien 2ème classe / Mechanic 2nd class	3.20	2.90	2.90	2.90	2.90	2.90	2.90	2.90	2.90	2.90	2.90	2.90
Pelles mécaniques (tous genres) conducteur, paloder, pipeline. Mechanical sheval (all kinds) operator.	4.15	3.10	3.20	3.05	3.25	2.95	3.15	3.00	2.85	2.80	3.00	3.00
Pelles mécaniques (tous genres) conducteur à la semaine. Mechanical sheval of all kinds, operator, paloder pipeline per week.	154.00	154.00	154.00	154.00	154.00	149.00	154.00	154.00	154.00	154.00	154.00	154.00
Soudeur / Welder.....	4.10	3.40	3.40	3.35	3.90	3.50	3.40	3.10	3.00	3.30	3.24	3.40
Signaleur de trafic / Traffic Signaller.....	2.80	2.55	2.60	2.50	2.60	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50
Boutoir avec équipements, conducteur..... Bulldozer with all attachments (driver).	3.55	3.10	3.10	3.05	3.20	2.75	2.95	3.00	2.80	2.60	3.10	3.20
Boutoir, conducteur à la semaine..... Bulldozer driver per week.	144.00	144.00	144.00	144.00	144.00	144.00	144.00	144.00	144.00	144.00	144.00	144.00

40751-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1999

Québec, le 9 juin 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité d'Oka, comté de Deux-Montagnes.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (chapitre 60 des lois de 1969), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits comme étant des endroits touristiques, soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité d'Oka, comté de Deux-Montagnes, pour la période s'étendant du 15 juillet 1971 au 15 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité d'Oka, comté de Deux-Montagnes, pour la période s'étendant du 15 juillet 1971 au 15 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

Le greffier du Conseil exécutif,
40710-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2000

Québec, le 9 juin 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité de L'Islet-sur-Mer, comté de L'Islet.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (chapitre 60 des lois de 1969), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits comme étant des endroits touristiques, soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité de L'Islet-sur-Mer, comté de L'Islet, pour la période s'étendant du 4 juillet 1971 au 15 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité de L'Islet-sur-Mer, comté de L'Islet,

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1999

Québec, June 9, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the Municipality of Oka, County of Deux-Montagnes.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (Chapter 60 of the Statutes of 1969), the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of the said Act, may declare certain places to be tourist areas, thereby exempting the establishments located therein from the application of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to declare the territory of the Municipality of Oka, County of Deux-Montagnes, to be a tourist area for the period extending from July 15, 1971, to September 15, 1971, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the Municipality of Oka, County of Deux-Montagnes, be declared a tourist area for the period extending from July 15, 1971 to September 15, 1971, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act.

JULIEN CHOUINARD,
40710 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2000

Québec, June 9, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the municipality of L'Islet-sur-Mer, county of L'Islet.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (Chapter 60 of the Statutes of 1969), the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of the said Act, may declare certain places to be tourist areas, thereby exempting the establishments located therein from the application of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to declare the territory of the municipality of L'Islet-sur-Mer, county of L'Islet, to be a tourist area for the period extending from July 4, 1971 to September 15, 1971, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the municipality of L'Islet-sur-Mer, county of L'Islet, be declared a tourist area for

pour la période s'étendant du 4 juillet 1971 au 15 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

Le greffier du Conseil exécutif,
40710-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2001

Québec, le 19 juin 1971.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire du village de Kamouraska, comté de Kamouraska.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (chapitre 60 des lois de 1969), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits comme étant des endroits touristiques, soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire du village de Kamouraska, comté de Kamouraska, pour la période s'étendant du 15 juin 1971 au 15 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire du village de Kamouraska, comté de Kamouraska, pour la période s'étendant du 15 juin 1971 au 15 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

Le greffier du Conseil exécutif,
40710-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2002

Québec, le 9 juin 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité de Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux (chapitre 60 des lois de 1969), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits comme étant des endroits touristiques, soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité de Ste-Agathe-des-Monts,

the period extending from July 4, 1971 to September 15, 1971, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act.

JULIEN CHOUINARD,
40710 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2001

Québec, June 9, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the Village of Kamouraska, county of Kamouraska.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (chapter 60 of the Statutes of 1969), the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of the said Act, may declare certain places to be tourist areas, thereby exempting the establishments located therein from the application of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to declare the territory of the Village of Kamouraska, county of Kamouraska, to be a tourist area for the period extending from June 15, 1971 to September 15, 1971, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the Village of Kamouraska, county of Kamouraska, be declared a tourist area for the period extending from June 15, 1971 to September 15, 1971, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act.

JULIEN CHOUINARD,
40710 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2002

Québec, June 9, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the Municipality of Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (Chapter 60 of the Statutes of 1969), the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of the said Act, may declare certain places to be tourist areas, thereby exempting the establishments located therein from the application of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to declare the territory of the Municipality of Ste-Agathe-des-Monts,

comté de Terrebonne, pour la période s'étendant du 1er juin 1971 au 30 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité de Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, pour la période s'étendant du 1er juin 1971 au 30 septembre 1971, pour soustraire les établissements commerciax qui y sont situés à l'application de la Loi des heures d'affaires des établissements commerciaux.

Le greffier du Conseil exécutif,
40710-o JULIEN CHOUINARD.

County of Terrebonne, to be a tourist area for the period extending from June 1, 1971 to September 30, 1971, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the Municipality of Ste-Agathe-des-Monts, County of Terrebonne, be declared a tourist area for the period extending from June 1, 1971 to September 30, 1971, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act.

JULIEN CHOUINARD,
40710 *Clerk of the Executive Council.*

Avis

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, M. Jean Cournoyer, donne avis par la présente que des règlements ayant trait à la sécurité sur les chantiers de construction ont été adoptés par arrêté en conseil et seront en vigueur à compter du 1er septembre 1971. On peut se procurer copie de ces règlements en en faisant la demande à l'Éditeur du Québec ou au Service d'information du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre, ou encore à l'un des bureaux régionaux du Service d'inspection du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.

Notice

The Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Cournoyer, hereby gives notice that the regulations respecting safety on construction sites have been adopted by Order in Council and shall come into force on September 1, 1971. Copies of these regulations may be obtained request from the Québec Official Publisher, from the Information Service of the Department of Labour and Manpower or in any regional office of the Inspection Service of the Department of Labour and Manpower.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2095

Québec, le 9 juin 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption d'un règlement relatif à des normes de sécurité sur les chantiers de construction.

ATTENDU QUE l'article 44 de la Loi des établissements industriels et commerciaux, S.R.Q. 1964, chapitre 150, modifiée par 1968, chapitre 46, permet au lieutenant-gouverneur en conseil de formuler des prescriptions spéciales nécessaires à la sécurité, à la santé et à la moralité des travailleurs;

ATTENDU QU'une étude approfondie a été faite par la Direction générale des services techniques du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre, en collaboration avec le Service d'inspection du travail et que les principaux organismes intéressés ont été consultés;

ATTENDU QU'à la suite de cette étude, des normes de sécurité sur les chantiers de construction ont été publiées par le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre au cours du mois d'avril 1971;

ATTENDU QUE les règlements actuels relatifs à la protection des salariés travaillant sur les chantiers de construction et dans les tranchées sont devenus désuets;

ATTENDU QU'il est impérieux d'établir des normes de sécurité qui tiennent compte des besoins modernes

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2095

Québec, June 9, 1971

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of a regulation respecting safety standards on construction sites.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 44 of the Industrial and Commercial Establishments Act, R.S.Q. 1964, chapter 150, amended by chapter 46 of the 1968 Statutes the Lieutenant-Governor in Council may prescribe special regulations required for the safety, health and morality of employees;

WHEREAS an exhaustive study has been carried out by the Technical Services Branch of the Department of Labour and Manpower, together with the Labour Inspection Service, and whereas the principal bodies concerned have been consulted;

WHEREAS, following such study, safety standards on construction sites have been published in April 1971 by the Department of Labour and Manpower;

WHEREAS the present regulations respecting the protection of employees working in construction yards and in trenches have become obsolete;

WHEREAS it has become imperative to establish safety standards which take present-day modern and

et technologiques actuels pour la protection des travailleurs sur les chantiers de construction.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE les normes de sécurité sur les chantiers de construction dont copie est annexée, soient adoptées comme règlements et entrent en vigueur le 1er septembre 1971, à l'exception de l'article 1.2 qui est remplacé par le suivant: Les présentes normes ne représentent que le strict minimum devant être maintenu au point de vue de sécurité. La Direction générale des services techniques du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre apprécie ces normes lorsqu'il s'agit d'opération dont la nature comporte des risques ou des dangers plus graves;

QUE l'arrêté en conseil numéro 652 du 27 juin 1956, concernant les règlements relatifs à la protection des salariés travaillant sur les chantiers de construction et dans les tranchées, modifiés par les arrêtés en conseil numéros 1211-F du 3 décembre 1958, 1834, 1930 des 15 septembre et 29 septembre, 1965, 571 du 29 mars 1966, 131 du 24 janvier 1968 soient abrogés.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

40794-o

technological needs into account for the protection of employees on construction sites;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the following safety standards on construction sites be adopted as regulations and come into force on September 1, 1971, with the exception of section 1.2 which is replaced by the following: The present standards are but minimum standards to be enforced respecting safety. The Technical Services Branch of the Department of Labour and Manpower will appraise such standards in the case of operations involving more serious risks or hazards;

THAT Order in Council number 652 of June 27, 1956, concerning regulations respecting the protection of employees working in construction yards and in trenches, amended by Orders in Council number 1211-F of December 3, 1958, number 1834 and number 1930 of September 15 and 29, 1965, number 571 of March 29, 1966 and by number 131 of January 24, 1968 be deleted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

40794-o

Avis divers

Conseil St-Guillaume No 4335 des Chevaliers de Colomb de St-Guillaume inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 juin 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil St-Guillaume No 4335 des Chevaliers de Colomb de St-Guillaume inc. », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40769-o 2-68

Succession Marc Chatigny

Avis est, par les présentes, donné que Mlle Juliette Chatigny, domiciliée au 522 Sherbrooke Est, app. 3, Montréal, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de son frère, Marc Chatigny, suivant acte du 9 juin 1971, devant J. Théo. Legault, jr, notaire, enregistré à Montréal, sous le numéro 2281483.

Montréal, 10 St-Jacques ouest,

Le procureur,
J. THÉO LEGAULT, JR.

40793-o

Municipalité du Village de Nominingue, du Canton de Loranger et de Bellerive-sur-le-Lac

Les municipalités du village de Nominingue, du canton Loranger et de Bellerive-sur-le-Lac, dûment autorisées par leurs conseils respectifs, adressent au

Miscellaneous Notices

Council St. Guillaume No. 4335 of the Knights of Columbus of St. Guillaume Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 14, 1971, pursuant to section 9 of the Act concerning the Knights of Columbus of the Province of Québec and section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Council St. Guillaume No. 4335 of the Knights of Columbus of St. Guillaume Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40769 2-68

Estate Marc Chatigny

Notice is hereby given that Miss Juliette Chatigny, domiciled at 522 Sherbrooke East, Apt. 3, Montreal, has accepted, under benefit of inventory, the estate of her brother, Marc Chatigny, according to a deed of June 9, 1971, before Me J. Théo Legault, jr., notary, registered in Montreal, under number 2281483.

Montreal, 10 St-Jacques West.

J. THÉO LEGAULT, JR.
Attorney.

40793

The Municipality of the Village of Nominingue, the Township of Loranger and Bellerive-sur-le-Lac

The municipalities of the village of Nominingue, the township of Loranger and Bellerive-sur-le-Lac, duly authorized by their respective councils, will present a

lieutenant-gouverneur en conseil une requête afin d'obtenir des lettres patentes fusionnant leurs territoires respectifs en une nouvelle municipalité nommée municipalité du Lac Nominingue, aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

a) Le nom de la nouvelle municipalité est municipalité du Lac Nominingue;

b) Le territoire de la nouvelle municipalité est celui apparaissant à la description technique préparée par Monsieur Robert Greffard, arpenteur-géomètre, en date du 19 mars 1971, en Annexe « A » de la présente pour en faire partie comme si elle était au long reproduite;

c) La nouvelle municipalité est régie par le code municipal;

d) Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé de sept membres.

Le deuxième lundi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes, à 20 heures, dans la salle de l'hôtel de ville du village de Nominingue, les membres des trois conseils des municipalités de Bellerive-sur-le-Lac, canton Loranger et du village de Nominingue se réuniront en assemblée présidée par le secrétaire-trésorier du village de Nominingue, et ceux qui seront alors présents procéderont d'abord à la nominaton du maire de la nouvelle municipalité et par la suite, à la nomination de six conseillers dont deux seront choisis dans le conseil de la municipalité de Bellerive- sur-le-Lac, deux dans le conseil de la municipalité du canton Loranger et deux dans le conseil de la municipalité du village de Nominingue; la charge de maire sera dévolue à celui qui obtiendra le plus grand nombre de voix; ensuite, les membres de chaque conseil mettront en nomination, à la charge de conseiller, ceux des leurs qu'ils désirent; si deux seulement sont proposés, ils sont nommés automatiquement; et si plus de deux sont proposés, les propositions sont alors soumises au vote de tous les membres des trois conseils présents et les deux membres qui obtiennent le plus de voix sont nommés; en cas d'égalité, il faut procéder à un nouveau vote pour départager ceux qui ont reçu le même nombre de voix;

e) La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième mardi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à 20 heures, dans la salle de l'hôtel de ville du village de Nominingue;

f) Le siège de chacun des conseillers est numéroté de 1 à 6;

g) La première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre suivant le trentième jour de l'entrée en vigueur des lettres patentes, la durée du mandat des membres du conseil est de trois ans et, quant au premier mandat, conforme aux dispositions des articles 249c et *d* du Code municipal;

h) Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité est le secrétaire-trésorier du village de Nominingue;

i) La nouvelle municipalité succède aux droits, obligations et charges des municipalités requérantes; elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance, aux lieu et place des municipalités requérantes. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des

petition to the Lieutenant-Governor in Council in order to receive letters patent amalgamating their respective territories to form a new municipality called municipality of Lac Nominingue, on the conditions mentioned in the joint petition.

(*a*) The new municipality will be called "Municipality of Lac Nominingue";

(*b*) The territory of the new municipality will be as it appears in the technical description prepared by Mr. Robert Greffard, land-surveyor, dated March 19, 1971, which is appended as "Annex "A" of the present notice to be part of it as if it were re-published at full length;

(*c*) The new municipality shall be governed by the Municipal Code;

(*d*) Until the first municipality election, the provisional council shall comprise seven members.

On the second Monday following the coming into force of the letters patent, at 8:00 o'clock in the evening, the members of the councils of the three municipalities of Bellerive-sur-le-Lac, the township of Loranger and the village of Nominingue will meet in the town Hall of the village of Nominingue. The meeting will be presided over by the Secretary-Treasurer of the village of Nominingue and the first order of business of those present shall be nominations for the office of Mayor of the new municipality and the second shall be the nominations for six council seats, two of which shall be filled from councillors of each of the municipalities of Bellerive-sur-le-Lac, township of Loranger and the village of Nominingue. The office of Mayor shall fall to him who receives the most votes. Next, the members of each council shall nominate those of their own whom they wish to fill the post of councillor; if only two are proposed their selection shall be automatic; if more than two are nominated a vote shall be taken among all the members present of the three councils and the two with most votes shall be selected; in cases of an equal vote a new vote shall be taken to decide between those receiving the same number of votes;

(*e*) The first meeting of the provisional council shall take place on the second Tuesday following the coming into force of the letters patent. It shall be held at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall of the Village of Nominingue;

(*f*) Seats for the councillors shall be numbered 1 to 6;

(*g*) The first municipality election shall take place on the first Sunday of November following the thirtieth day of the coming into force of the letters patent. The mandate of the members of the council shall be three years and the first mandate shall be subject to the provisions of sections 249 (*c*) and (*d*) of the Municipal Code;

(*h*) The Secretary-Treasurer of the village of Nominingue shall become Secretary-Treasurer of the new municipality;

(*i*) The new municipality shall succeed to the rights, obligations and charges of the petitioning municipalities; it shall, without continuance of suit, become a party to all proceedings in the place and stead of the petitioning municipalities. The by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collection rolls and other acts of each

municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés par la nouvelle municipalité, à l'exception des règlements 153 et 154 du village de Nominingue;

j) L'article 8 du règlement 154 du village de Nominingue est remplacé par le suivant: « Il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé, chaque année, sur tous les biens fonds imposables desservis par le réseau d'aqueduc, et situés dans la municipalité du Lac Nomimingue, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle appert au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, pour pourvoir au paiement en capital et intérêts des échéances annuelles conformément au tableau ci-dessus jusqu'à concurrence d'une proportion de 70%; cependant, cette taxe ne sera prélevée qu'en cas d'insuffisance du tarif de compensation alors en vigueur dans la municipalité. Il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé, chaque année, sur tous les biens fonds imposables situés dans la municipalité du Lac Nominingue, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle appert au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, pour pourvoir au paiement en capital et intérêts des échéances annuelles conformément au tableau ci-dessus jusqu'à concurrence d'une proportion de 30%; »

k) L'article 8 du règlement 153 du village de Nominingue est remplacé par le suivant: « Il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé, chaque année, sur les biens fonds imposables desservis par le réseau d'aqueduc, et situés dans la municipalité du Lac Nominingue, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle appert au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, pour pourvoir au paiement en capital et intérêts, des échéances annuelles conformément au tableau ci-dessus; cependant, cette taxe ne sera prélevée qu'en cas d'insuffisance du tarif de compensation alors en vigueur dans la municipalité; »

l) Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des municipalités mentionnées dans la présente requête, deviennent propriété de la nouvelle municipalité;

m) Les rôles d'évaluation qui sont en vigueur dans les trois municipalités au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, constitueront le rôle de la nouvelle municipalité jusqu'à la confection d'un rôle en 1972;

n) Le taux de la taxe foncière générale applicable au territoire de chacune des municipalités au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, restera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1972;

o) Les contrats pour l'enlèvement des vidanges dans chaque municipalité demeureront effectifs jusqu'à échéance;

p) La nouvelle municipalité continuera à assumer les travaux publics nécessaires d'une façon équitable dans chacun des territoires dont elle est formée;

q) La nouvelle municipalité deivendra effective conformément à la loi.

On peut prendre connaissance de la requête conjointe et en obtenir copie à 109, rue Notre-Dame, Nominingue, à la résidence de Monsieur Alfred Robidoux, à canton Loranger, pour la municipalité du canton Loranger, à la résidence de Monsieur Léo Doucet, à Bellerive-sur-

of the petitioning municipalities shall remain in force in the territory for which they were made until amended, cancelled or repealed by the new municipality, except for by-laws 153 and 154 of the village of Nominingue;

(*j*) Article 8 of By-law 154 of the village of Nominingue shall be replaced to read as follows: "The present by-law provides for a special tax to be levied each year on the taxable real estate serviced by the aqueduct system and located in the municipality of Lac Nominingue, at a rate, based on the value entered on the valuation role in force each year, sufficient to provide for the payment of the capital and interest of the annual maturities in accordance with the above table up to a proportion of 70%; such tax however shall be levied only if the compensatory tax then in force in the municipality is insufficient. The present by-law provides for a special tax to be levied each year on the taxable real estate located in the municipality of Lac Nominingue, at a rate, based on the value entered on the valuation role in force each year, sufficient to provide for the payment of the capital and interest of the annual maturities, in accordance with the above table up to a proportion of 30%."

(*k*) Article 8 of By-law 153 of the village of Nominingue shall be replaced to read as follows: "The present by-law provides for a special tax to be levied each year on the taxable real estate serviced by the aqueduct system and located in the municipality of Lac Nominingue, at a rate, based on the value entered on the valuation role in force each year, sufficient to provide for the payment of the capital and interest of the annual maturities in accordance with the above table; such tax however shall be levied only if the compensation tax then in force in the municipality is not sufficient."

(*l*) All moveables and immoveables belonging to each of the municipalities mentioned in this petition shall become the property of the new municipality;

(*m*) The valuation rolls in force in the three municipalities at the time of the coming into force of the letters patent shall constitute the roll of the new municipality until another roll is made in 1972;

(*n*) The rate of the general land tax applicable to the territory of each of the municipalities at the time of the coming into force of the letters patent will remain the same until the first day of January, 1972;

(*o*) Contracts for the garbage removal in each municipality shall remain in force until the expiry date;

(*p*) The new municipality shall continue the necessary public works in an equitable way in each of the territories forming it;

(*q*) The new municipality shall become effective in accordance with the law.

Anyone may know this joint petition or get a copy of it at 109 Notre-Dame Street, Nominingue; at the house of Mr. Alfred Robidoux, in the township of Loranger, for the municipality of the township of Loranger; at the house of Mr. Léo Doucet, at Bellerive-sur-le-Lac for the

le-Lac pour la municipalité de Bellerive-sur-le-Lac ou au bureau de la secrétaire-trésorière du canton Loranger.

Les propriétaires des municipalités requérantes qui s'opposent à la fusion, peuvent, durant le mois de juillet, faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant, par écrit, à la Commission municipale.

Le secrétaire-trésorier,
municipalité Village de Nomininge,
FRANÇOIS QUEVILLON.
Le secrétaire-trésorier,
municipalité du canton Loranger,
GERMAINE DUMAS.
Le secrétaire-trésorier,
municipalité de Bellerive-sur-le-Lac,
40697-25-2-o LÉO DOUCET.

municipality of Bellerive-sur-le-Lac; or at the office of the Secretary-Treasurer of the township of Loranger.

The property-owners of the petitioning municipalities who are opposed to the amalgamation may, during the month of July, give the reasons of their objection by writing to the Municipal Commission.

FRANÇOIS QUEVILLON,
Secretary-Treasurer,
Municipality of the village of Nomininge.
GERMAINE DUMAS,
Secretary-Treasurer,
Municipality of the township of Loranger.
LÉO DOUCET,
Secretary-Treasurer,
40697-25-2 *Municipality of Bellerive-sur-le-Lac.*

Changement de nom — Loi du
Accordés

Michael Nikolai Alexeev

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil par le décret numéro 2035, du 9 juin 1971, d'effectuer le changement de nom de Michael Alexeev Wasilewski en celui de Michael Nicolai Alexeev.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
40768-o *Sous-ministre de la Justice.*

Jean Guy de Repentigny

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2033, du 9 juin 1971, d'effectuer le changement de nom de Joseph Alfred Jean Guy Carrière en celui de Jean Guy de Repentigny.

Québec, le 17 juin 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
40768-o *Sous-ministre de la Justice.*

Paul Pappas

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2032, du 9 juin 1971, d'effectuer le changement de nom de Apostolos (Paul) Papathanasopoulos en celui de Paul Pappas.

Québec, le 17 juin 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
40768-o *Sous-ministre de la Justice.*

Harold Hyman Ross

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2034, du 9 juin 1971, d'effectuer le changement de nom de Harold Hyman Rosovitch en celui de Harold Hyman Ross.

Québec, le 17 juin 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
40768-o *Sous-ministre de la Justice.*

Change of name — Act
Granted

Michael Nikolai Alexeev

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by Order number 2035 of June 9, 1971, to effect the change of name of Michael Alexeev Wasilewski to that of Michael Nikolai Alexeev.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
40768 *Deputy Minister of Justice.*

Jean Guy de Repentigny

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by Order number 2033 of June 9, 1971, to effect the change of name of Joseph Alfred Jean Guy Carrière to that of Jean Guy de Repentigny.

Québec, June 17, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
40768 *Deputy Minister of Justice.*

Paul Pappas

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by Order number 2032 of June 9, 1971, to effect the change of name of Apostolos (Paul) Papathanasopoulos to that of Paul Pappas.

Québec, June 17, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
40768 *Deputy Minister of Justice.*

Harold Hyman Ross

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by Order number 2034 of June 9, 1971, to effect the change of name of Harold Hyman Rosovitch to that of Harold Hyman Ross.

Québec, June 17, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
40768 *Deputy Minister of Justice.*

Changement de nom — Loi du
Demandes

Jean-Paul Minette

Par les présentes, prenez avis que M. Jean-Paul Minette, domicilié au No. 334, rue Papineau, en la ville de Granby, P.Q., dans le district de Bedford, présentera au lieutenant-gouverneur de la province de Québec une requête sous l'autorité de la Loi en changement de nom afin de faire changer les noms suivants: M. Joseph Jean Paul Antoine Minette, Mme Rose Alice Lessard-Minette, Mlle Marie Blanche Lise Minette, M. Joseph Daniel Jean Minette, Mlle Marie Louise Lucie Minette, et M. Joseph Roger Michel Minette, en ceux de: M. Joseph Jean-Paul Antoine Millette, Mme Rose Alice Lessard-Millette, Mlle Marie Blanche Lise Millette, M. Joseph Daniel Jean Millette, Mlle Marie Louise Lucie Millette, et M. Joseph Roger Michel Millette.

Pour le requérant,
40603-25-2-o DANEIL, SOUTHIÈRE, *notaire.*

Hirsz Mandelkern

Avis est donné que M. Hirsz Mandelkern, étudiant, résidant à 1730, rue Boudrias, en la cité de Saint-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec afin d'obtenir l'adoption d'un décret lui permettant de changer son nom en celui de Harry Mann.

Montreal, le 27 mai 1971.

Les procureurs du requérant,
40602-25-2 RAPPAPORT, WHELAN & BESSNER.

Marie Janet Jones

Avis est donné que Marie Janet Jones, institutrice, demeurant à 246A Montarville, Longueuil, district de Montréal, demandera au ministre de la Justice la permission de changer son nom en celui de Jonathan Munro Jones.

Le procureur de la pétitionnaire,
40632-25-2-o NORMAN S. KERSNER.

Constantine Bachovzeff

Avis est donné, par les présentes, que Constantine Bachovzeff, ingénieur, du 363 Windermere dans la ville de Beaconsfield, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom pour celui de Constantine Bach.

Avis est de plus donné que ce décret profitera à son épouse, Dorothy Gravel Bachovzeff, qu'il profitera aussi, dans la mesure nécessaire, à ses enfants.

Daté à Montréal, ce 8e jour de juin 1971.

Les procureurs du requérant,
BUCHANAN, MCALLISTER,
40674-25-2-o BLAKELY & HAM.

Change of name — Act
Applications

Jean-Paul Minette

Notice is hereby given that Mr. Jean Paul Minette, residing at 334 Papineau St., Granby, in the district of Bedford, will submit to the Lieutenant-Governor of the Province of Québec a request under the change of name Act, in order to change the following names: Mr. Joseph Jean Paul Antoine Minette, Mrs. Rose Alice Lessard-Minette, Miss Marie Blanche Lise Minette, Mr. Joseph Daniel Jean Minette, Miss Marie Louise Lucie Minette, and Mr. Joseph Roger Michel Minette, for the new names of: Mr. Joseph Jean Paul Antoine Millette, Mrs. Rose Alice Lessard-Milette, Miss Marie Blanche Lise Millette, Mr. Joseph Daniel Jean Millette, Miss Marie Louise Lucie Millette, and Mr. Joseph Roger Michel Millette.

DANIEL SOUTHIÈRE, *Notary,*
40603-25-2-o *For the Applicant.*

Hirsz Mandelkern

Notice is hereby given that Mr. Hirsz Mandelkern, student, residing at 1730 Boudrias Street, in the city of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for the adoption of an order changing his name to that of Harry Mann.

Montreal, May 27, 1971.

RAPPAPORT, WHELAN & BESSNER,
40602-25-2-o *Attorneys for Applicant.*

Marie Janet Jones

Notice is hereby given that Marie Janet Jones, schoolteacher, residing and domiciled at 246A Montarville in the city of Longueuil, district of Montreal, will apply to the Minister of Justice for an order changing his name to Jonathan Munro Jones.

NORMAN S. KERSNER,
40632-25-2-o *Attorney for the applicant.*

Constantine Bachovzeff

Notice is hereby given that Constantine Bachovzeff, engineer, of 363 Windermere Drive, in the town of Beaconsfield, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain an order changing his name to that of Constantine Bach.

Notice is further given that this order shall benefit his wife, Dorothy Gravel Bachovzeff, and that it will further benefit, to the extent necessary, his children.

Dated at Montreal, this 8th day of June, 1971.

BUCHANAN, MCALLISTER,
BLAKELY & HAM,
40674-25-2-o *Attorneys for the petitioner.*

Bills — Assemblée nationale

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, 18 juin 1971

Aujourd'hui, à midi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les bills suivants:

33 Loi du Conseil consultatif de la justice.

34 Loi modifiant la Loi des jurés.

39 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.

40 Loi modifiant la Loi médicale.

41 Loi modifiant la Loi concernant les délégués aux commissions scolaires régionales.

42 Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

43 Loi modifiant la Loi concernant les caisses d'établissement.

69 Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et la Loi de la Régie de l'assurance-maladie.

103 Loi concernant la cité de Drummondville.

107 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

108 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

127 Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

131 Loi concernant Union Chrétienne Biblique (Québec) Inc.— Bible Christian Union (Québec) Inc.

139 Loi concernant The Church of God of Prophecy of Canada.

143 Loi constituant en corporation L'Église luthérienne du Bon Pasteur.

161 Loi concernant la Ville de Sainte-Thérèse.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. » 40759-o

Bills — National Assembly

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 18th of June 1971

This day, at twelve o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

33 Advisory Council on Justice Act.

34 An Act to amend the Jury Act.

39 An Act to amend the Courts of Justice Act.

40 An Act to amend the Medical Act.

41 An Act to amend the Act respecting delegates to regional school boards.

42 An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes.

43 An Act to amend the Act respecting *caisses d'établissement*.

69 An Act to amend the Health Insurance Act and the Health Insurance Board Act.

103 An Act respecting the city of Drummondville.

107 An Act to amend the charter of the city of Trois-Rivières.

108 An Act to amend the charter of the city of Verdun.

127 An Act to amend the Act respecting the city of Salaberry-de-Valleyfield.

131 An Act respecting Union Chrétienne Biblique (Québec) Inc.— Bible Christian Union (Québec) Inc.

139 An Act respecting The Church of God of Prophecy of Canada.

143 An Act to incorporate the Good Shepherd Lutheran Church.

161 An Act respecting the City of Sainte-Thérèse.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills." 40759-o

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que la « Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval » a été dissoute le onzième jour de juin 1971, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Québec, le 15 juin 1971.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.

40739-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La caisse populaire l'Assomption, Beauce

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le 6 décembre 1970, par « La caisse populaire l'Assomption, Beauce », modifiant son territoire qui était « la paroisse Saint-Georges-Est », en celui de « Ville Saint-Georges, la ville de St-Georges-Ouest, la municipalité de la paroisse St-Georges-Est et la municipalité de la paroisse d'Aubert Gallion ».

Québec, le 9 juin 1971.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

40740-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Savings and Credit Unions

Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the « Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval" was dissolved on the eleventh day of June, 1971, and such, under the Savings and Credit Unions Act and the Winding-up Act.

Québec, June 15, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40739

La caisse populaire l'Assomption, Beauce

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on December 6, 1970 by "La caisse populaire l'Assomption, Beauce", changing its territory which was "the parish of St. Georges-Est" to that of "The Town of St. Georges, the Town of St. Georges-West, the municipality of the parish of St. Georges-East and the municipality of the Parish of Aubert Gallion".

Québec, June 9, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40740

Associations coopératives

Association coopérative forestière de St-Edgar

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la demande du syndicat coopératif « Syndicat agricole & forestier de Robidoux » de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Association coopérative forestière de St-Edgar ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

40737-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

École Plein Soleil, (Association coopérative)

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la formation de l'association coopérative « École Plein Soleil, (Association coopérative) ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Sherbrooke, Québec, dans le district électoral de Sherbrooke.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

40738-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Associations

Association coopérative forestière de St-Edgar

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the application of the cooperative syndicate « Syndicat agricole & forestier de Robidoux" to be no longer governed by the Cooperative Syndicates Act and to become a cooperative association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Association coopérative forestière de St-Edgar".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40737

École Plein Soleil, (Association coopérative)

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of the cooperative association « École Plein Soleil, (Association coopérative)".

The head office of this cooperative association is situated at Sherbrooke, Québec, in the electoral district of Sherbrooke.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40738

Ministère de la Voirie

Avis

Dans la municipalité de Saint-Marc paroisse, comté de Verchères, l'ancienne route 47, vis-à-vis des lots 35, 36 et 37 sur une longueur de 1,317 pieds ne sera plus, à l'avenir, entretenue par le ministrère de la Voirie.

Québec, le 11 juin 1971.

Le ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir, entretenus par le ministère de la Voirie.

Région No 1

Comté de Rimouski

Dans la municipalité de Rimouski cité, les chemins suivants:

Quartier Saint-Germain:

La route du 3 au 4e rang, longueur 7,207 pieds;

Le chemin du 3e rang ouest, longueur de 5,838 pieds;

Le chemin du 3e rang est, longueur de 5,903 pieds.

Quartier Sacré-Coeur:

La route du 1er rang (rue des Saules) longueur 6,524 pieds.

Dans la municipalité de Trinité-des-Monts paroisse, l'ancienne route Rimouski-Cabano, vis-à-vis des lots 58 et 59 sur une longueur de 1,500 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Guy, l'ancienne route Saint-Guy, vis-à-vis des lots 29, 30 et 35 sur une longueur de 1,400 pieds.

Dans la municipalité de Biencourt, l'ancien chemin du rang 6 et 7, vis-à-vis des lots 48, P-49 et P-50 sur une longueur de 1,000 pieds.

Comté de Matapédia

Dans la municipalité de Saint-Damase paroisse, l'ancienne route Sayabec — Saint-Damase, vis-à-vis du lot P-18B sur une longueur de 660 pieds.

Comté de Kamouraska

Dans la municipalité de Saint-Éleuthère, l'ancienne route 51, vis-à-vis des lots 23A, 23B, 24A, 24B, sur une longueur de 788 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Pascal, quatre parties de l'ancienne route 2A, vis-à-vis des lots suivants: P-215, P-217, 220, 222, sur une longueur de 1,420 pieds. 409, 411, 407, 402, 400 sur une longueur de 1,875 pieds. 160, 163, 164 et 166 sur une longueur de 678 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Germain paroisse, l'ancienne route 2A, vis-à-vis des lots 2, P-3, 4, 5, 6 et 7 sur une longueur de 2,790 pieds et vis-à-vis des lots 65, 66, 67 et 68 sur une longueur de 900 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Philippe-de-Néri paroisse, quatre parties de l'ancienne route 2A, vis-à-vis des lots suivants: 110, 111 et 113 sur une longueur de 800 pieds. 82, 83, 84, 85, 86 et 87 sur une longueur de 1,400 pieds. 95, 97, P-98, 99 et 100 sur une longueur de 1,625 pieds et P-102 sur une longueur de 390 pieds.

Department of Roads

Notice

In the Municipality of St. Marc Parish, county of Verchères, former Route 47, facing lots 35, 36 and 37, 1,317 feet long, will no longer, in the future, be maintained by the Department of Roads.

Québec, June 11, 1971.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

The roads hereafter designated will no longer, in the future, be maintained by the Department of Roads.

Area No. 1

County of Rimouski

In the Municipality of the City of Rimouski, the following roads:

St. Germain Ward:

The 3rd to the 4th Range Route, 7,207 feet long;

The 3rd Range Road West, 5,838 feet long;

The 3rd Range Road East, 5,903 feet long.

Sacré-Coeur Ward:

The 1st Range Route (Des saules Street) 6,524 feet long.

In the Municipality of Trinité-des-Monts Parish, former Rimouski-Cabano Route, facing lots 58 and 59, 1,500 feet long.

In the Municipality of St. Guy, former St. Guy Route, facing lots 29, 30 and 35, 1,400 feet long.

In the Municipality of Biencourt, former 6th and 7th Range Road, facing lots 48, P-49 and P-50, 1,000 feet long.

County of Matapédia

In the Municipality of St. Damase Parish, former Sayabec-St. Damase Route, facing lot P-18B, 660 feet long.

County of Kamouraska

In the Municipality of St. Éleuthère, former Route 51, facing lots 23A, 23B, 24A, 24B, 788 feet long.

In the Municipality of St. Pascal, four parts of former Route 2A, facing the following lots: P-215, P-217, 220, 222, 1,420 feet long. 409, 411, 407, 402, 400, 1,875 feet long. 160, 163, 164 and 166, 678 feet long.

In the Municipality of St. Germain Parish, former Route 2A, facing lots 2, P-3, 4, 5, 6 and 7, 2,790 feet long and facing lots 65, 66, 67 and 68, 900 feet long.

In the Municipality of Saint-Philippe-de-Néri Parish, four parts of former Route 2A, facing the following lots: 110, 111 and 113, 800 feet long. 82, 83, 84, 85, 86 and 87, 1,400 feet long. 95, 97, P-98, 99 and 100, 1,625 feet long and P-102, 390 feet long.

Dans la municipalité de Rivière-Ouelle, l'ancien chemin de la Pointe vis-à-vis des lots 288 et 289 sur une longueur de 1,119 pieds et des lots 270, 273, 276, 279, 280, 282, 283, P-284 et 285 sur une longueur de 1,210 pieds. L'ancien chemin de l'Évantail, vis-à-vis des lots 490, 485 et 484 sur une longueur de 920 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Pacôme paroisse, l'ancienne route 2A, vis-à-vis des lots 18 et 19 sur une longueur de 602 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Onésime-d'Ixworth paroisse, l'ancien chemin du rang IV ouest, vis-à-vis des lots 147 à 153 sur une longueur de 754 pieds et vis-à-vis des lots P-157 et 159 sur une longueur de 500 pieds.

Région 3-1

Comté de Saguenay

Dans la municipalité de Sacré-Coeur-de-Jésus, l'ancienne route Tadoussac — Chicoutimi, vis-à-vis des lots 18, 19, 20-21 sur une longueur de 2,425 pieds.

Région 3-2

Comté de Bellechasse

Dans la municipalité de Saint-Lazare paroisse, l'ancienne route 25A, vis-à-vis des lots 173 et P-174, sur une longueur de 590 pieds.

Comté de L'Islet

Dans la municipalité de Notre-Dame-de-Bon-Secours-de-L'Islet paroisse, l'ancienne route Cendrée-Lafeuille, vis-à-vis des lots 333 et 335 sur une longueur de 610 pieds.

Comté de Beauce

Dans la municipalité de Beauceville-Est ville, l'ancienne route 23 (1ère avenue) sur une longueur de 700 pieds.

Région 4

Comté de Nicolet

Dans la municipalité de Bécancour ville secteur Saint-Édouard-de-Gentilly, deux parties de l'ancien chemin du 4e rang ouest, vis-à-vis des lots P-620, P-621, P.622, P-623, 624, 625, P-702, P-703, 704, 705, 706, 707 et 708 sur une longueur de 825 pieds. L'ancienne route du 3 au 4e rang, vis-à-vis des lots 616 et 620 sur une longueur de 1,662 pieds et l'ancienne route du 4e rang nord, vis-à-vis des lots P-699 et P-700 sur une longueur de 1,025 pieds.

Région 5

Comté de Frontenac

Dans la municipalité de Audet: Trois parties de l'ancienne route 24, vis-à-vis des lots 13 et 14 du rang 1, sur une longueur de 3,940 pieds; vis-à-vis des lots 15 du rang 1, 14 et 15 du rang II sur une longueur de 3,930 pieds; vis-à-vis des lots 9, 10, 11 et 12 du rang 1, sur une longueur de 2,475 pieds. L'ancien chemin Principal vis-à-vis du lot P-13 du rang 1, sur une longueur de 370 pieds.

In the Municipality of Rivière-Ouelle, former Pointe Road facing lots 288 and 289, 1,119 feet long and lots 270, 273, 276, 279, 280, 282, 283, P-284 and 285, 1,210 feet long. Former Evantail Road, facing lots 490, 485 and 484, 920 feet long.

In the Municipality of St. Pacôme Parish, former Route 2A, facing lots 18 and 19, 602 feet long.

In the Municipality of Saint-Onésime-d'Ixworth Parish, former Range IV Road West, facing lots 147 to 153, 754 feet long and facing lots P-157 and 159, 500 feet long.

Area 3-1

County of Saguenay

In the Municipality of Sacré-Coeur-de-Jésus, former Tadoussac Route – Chicoutimi, facing lots 18, 19, 20-21, 2,425 feet long.

Area 3-2

County of Bellechasse

In the Municipality of St. Lazare Parish, former Route 25A, facing lots 173 and P-174, 590 feet long.

County of L'Islet

In the Municipality of Notre-Dame-de-Bon-Secours-de-L'Islet Parish, former Cendrée-Lafeuille Route, facing lots 333 and 335, 610 feet long.

County of Beauce

In the Municipality of the Town of Beauceville-East, former Route 23 (1st Avenue), 700 feet long.

Area 4

County of Nicolet

In the Municipality of the Town of Bécancour, Saint-Édouard-de-Gentilly Sector, two parts of the former 4th Range Road West, facing lots P-620, P-621, P-622, P-623, 624, 625, P-702, P-703, 704, 705, 706, 707 and 708, 825 feet long. The former 3rd to 4th Range Route, facing lots 616 and 620, 1,662 feet long and the former 4th Range Road North, facing lots P-699 and P-700, 1,025 feet long.

Area 5

County of Frontenac

In the Municipality of Audet: Three parts of former Route 24. facing lots 13 and 14 of Range 1, 3,940 feet long; facing lots 15 of Range 1, 14 and 15 of Range II, 3,930 feet long; facing lots 9, 10, 11 and 12 of Range 1, 2,475 feet long. The former Principal Road facing lot P-13 of Range 1, 370 feet long.

Dans la municipalité du Lac Drolet: Trois parties de l'ancien chemin Principal, vis-à-vis des lots 123 et P-124 du rang II et 134, 135, 136 du rang III sur une longueur de 2,100 pieds; vis-à-vis du lot 351 sur une longueur de 790 pieds.

Dans la municipalité des cantons unis de Risborough et partie de Marlow: L'ancienne route 24, vis-à-vis des lots P-6, P-7, P-8 du rang IX N.O. sur une longueur de 2,450 pieds: L'ancienne route du 8 et 9e rang, vis-à-vis des lots P-1-B, P-1-A, du rang VIII N.O. et 1-A sur une longueur de 1,945 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Méthode-de-Frontenac, l'ancienne route Saint-Méthode — Saint-Daniel-Thetford, vis-à-vis des lots P-38 et 39 du rang IV sur une longueur de 1,670 pieds.

Comté de Stanstead

Dans la municipalité de Barnston canton, l'ancien chemin des Chalets, vis-à-vis des lots P-12-A, P-12-C sur une longueur de 825 pieds.

Région 6-2

Comté de Verchères

Dans la municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil, l'ancien chemin des 24, vis-à-vis des lots 247, P-248, P-251, P-252 sur une longueur de 1,097 pieds.

Région 6-4

Comté de Montcalm

Dans la municipalité de Rawdon canton: L'ancien chemin rang Kildare, vis-à-vis des lots 20A et 20B du rang III et P-20-B du rang IV sur une longueur de 940 pieds.

L'ancienne route 18, vis-à-vis des lots P-6A, P-6B, P-7A, P-7B du rang X, P-4B, P-4C, P-5C, P-5E du rang XI, sur une longueur de 10,530 pieds.

L'ancien boulevard Pontbriand, vis-à-vis du lot P-7B du rang X, sur une longueur de 257 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Julienne, l'ancien chemin Tremblay, vis-à-vis des lots P-919, P-921, P-922 et P-923 sur une longueur de 665 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Donat, l'ancienne route 18, vis-à-vis des lots P-56-2 et P-56-3, sur une longueur de 260 pieds.

Québec, le 9 juin 1971.

Le ministre de la Voirie et des Travaux Publics,
40711-o BERNARD PINARD.

In the Municipality of Lac Drolet: Three parts of former Principal Road, facing lots 123 and P-124 of Range II and 134, 135, 136 of Range III, 2,100 feet long; facing lot 351, 790 feet long.

In the Municipality of the United Townships of Risborough and part of Marlow: Former Route 24, facing lots P-6, P-7, P-8 of Range IX, N.W., 2,450 feet long; The former 8th and 9th Range Route, facing lots P-1-B, P-1-A of Range VIII, N.W. and 1-A, 1,945 feet long.

In the Municipality of Saint-Méthode-de-Frontenac, former Saint-Méthode – Saint-Daniel – Thetford Route, facing lots P-38 and 39 of Range IV, 1,670 feet long.

County of Stanstead

In the Municipality of Barnston Township, former Chalets Road, facing lots P-12-A, P-12-C, 825 feet long.

Area 6-2

County of Verchères

In the Municipality of Saint-Mathieu-de-Beloeil, former 24 Road, facing lots 247, P-248, P-251, P-252, 1,097 feet long.

Area 6-4

County of Montclam

In the Municipality of the Township of Rawdon: Former Kildare Range Road, facing lots 20A and 20B of Range III and P-20-B of Range IV, 940 feet long.

Former Route 18, facing lots P-6A, P-6B, P-7A, P-7B of Range X, P-4B, P-4C, P-5C, P-5E of Range XI, 10,530 feet long.

Former Pontbriand Boulevard, facing lot P-7B of Range X, 257 feet long.

In the Municipality of St. Julienne, former Tremblay Road, facing lots P-919, P-921, P-922 and P-923, 665 feet long.

In the Municipality of St. Donat, former Route 18, facing lots P-56-2 and P-56-3, 260 feet long.

Québec, June 9, 1971.

BERNARD PINARD,
40711 *Minister of Roads and Public Works.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2190

Québec, le 17 juin 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 16 janvier 1971;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 1884, soit modifié de la façon suivante:

Les articles I à IX inclusivement sont remplacés par les suivants:

"I. *a) Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du présent décret s'étend à tout le territoire du Québec.

b) Champ d'application professionnel: Le présent décret vise tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par le présent décret.

Le travail visé par le présent décret comprend celui de toutes les personnes qui exécutent une ou plusieurs des opérations principales, accessoires ou connexes à la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, généralement connues sous les noms de boîtes rigides, boîtes pliantes et boîtes de métal, faites en partie ou finies avec du papier, de la fibre, du bois ou du carton. Ce travail comprend aussi la fabrication de toutes autres boîtes à base de pâte ou de papier non ondulé, sans égard à la couverture extérieure; il comprend aussi la fabrication des boîtes de métal lorsque ces dernières sont recouvertes soit d'étoffe soit d'un matériel plastique; ou de découpage de blancs ou de bandes de papier ou de carton de plateaux, d'insertions de toutes sortes, de divisions, de postiches et cartes supports pour chemises. Il importe peu que lesdites opérations soient effectuées en totalité ou en partie par le même employeur ou par plusieurs employeurs qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie dans un ou plusieurs ateliers spécialisés, entreprises privées, indus-

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2190

Québec, June 17, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Manufacturing of Paper Boxes in the Province of Québec.

WHEREAS pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Manufacturing of Paper Boxes in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree number 1884 of November 12, 1947 and amendments, have petitoned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of January 16, 1971;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objection brought forth has been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree number 1884 be amended as follows:

Sections I to IX are replaced by the following:

« I. (*a*) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this decree encompasses all of the Province of Québec.

(*b*) *Professional scope:* The present decree governs any work of the same nature or kind as that contemplated by the present decree.

The work contemplated by this decree comprises the work of all persons performing any or many of the operations being part of, related to or connected with the manufacturing of paper boxes, of wood imitation boxes, commonly known as set up, folding or metal boxes, partly made or completed with paper, fibre, wood or cardboard. This work also covers all other pulp or paper boxes made of uncorrugated material, regardless of exterior covering; it also covers the manufacture of metal boxes when said boxes are covered with any type of fabrics or plastic materials; and the manufacture of die cut banks, trays or strips or paper board, inserts of all kinds, divisions dummies and shirt cards. It is of no importance whether said operations are performed completely or in part by the same employer or by several employers, whether they are performed completely or in part in one or several trade plants, private, industrial, commercial or any other establishments, whether such operations constitute, the principal business of the employer or are accessory

trielles ou commerciales ou dans tout autre établissement, qu'elles constituent le commerce principal de l'employeur ou qu'elles constituent l'activité secondaire ou complémentaire de tout autre commerce ou occupation, et que lesdites boîtes soient fabriquées aux fins de vente à d'autres consommateurs ou exclusivement pour la propre consommation de l'employeur.

Sans limiter la généralité des termes du paragraphe précédent, le formage et l'assemblage des boîtes de carton sont des opérations comprises dans le champ d'application professionnel du présent décret.

Toutefois, le présent décret ne régit pas la fabrication des boîtes de carton ondulé.

II. *Définitions:* Pour fins d'application du présent décret, les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot « contremaître ou « contremaîtresse » désigne toute personne qui généralement transmet les ordres de l'employeur, distribue l'ouvrage, surveille les travaux et, en certaines occasions, effectue elle-même certains travaux relevant du métier.

b) Le mot « apprenti » désigne tout salarié qui apprend l'une ou l'autre des opérations régies par le présent décret.

c) Les mots « rabatteuse » et « plieuse » désignent toute personne rabattant ou pliant du papier carton généralement tracé (creased). Ils ne s'appliquent point au papier carton qui a été entaillé (scored).

d) Les mots « préposé à l'emballage » et « attacheuse » désignent toute salariée qui fait l'attachage ou l'emballage.

e) Les mots « travailleuse à la main » désignent toute salariée travaillant à la table et qui confectionne ou habille, soit complètement ou en partie, les boîtes de carton ordinaire où il n'entre que du papier et carton, des boîtes de luxe, de bijoux, nécessitant l'emploi de papier de qualité ou d'étoffe telle que velours, soie, etc.

Cependant, au moins 20% du total de ces travailleuses à la main doivent être considérées comme « travailleuses à la main, classe « A ». »

f) *Mécanicien de guillotine, 1re classe:* Il doit y avoir au moins un mécanicien de guillotine de 1re classe dans chaque atelier; les autres peuvent être de 2e classe.

III. *Salaires minimaux:* Le salaire minimal des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de chaudières, des conducteurs de machines fixes, des gardiens et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines, est le suivant pour les catégories respectives de salariés mentionnées ci-dessous:

or complementary to any other business or enterprise, and whether the said boxes are manufactured for the purpose of sale to other consumers or for the exclusive use of the employer.

Without limiting the generality of the preceding paragraph, the forming and assembling of these boxes are operations comprised in the professional scope of the present decree.

However, the present decree does not apply to the manufacturing of corrugated paper boxes.

II. *Definitions:* For the purposes of enforcement of the present decree, the following words shall have the meaning hereafter given to them:

(*a*) The words "foreman" or "forelady" mean any person usually transmitting orders from the employer, dividing the work, supervising operations and, in certain cases, performing himself (herself) certain operations involved in such trade.

(*b*) The word "apprentice" designates an apprentice learning any classified operations of the present decree.

(*c*) The word "folder" means any person folding paper board usually creased. It does not apply to paper board that has been scored.

(*d*) The words, "packer" and "tier" designate any female employee committed to the tieing or packing.

(*e*) The words "hand worker" mean any female employee working at a table, assembling or dressing, either completely or in part, ordinary paper and board boxes, "de luxe" boxes, jewel boxes, made of high quality paper or of cloth, such as velvet, silk, etc.

However, at least 20% of all such hand workers shall be deemed to be "Hand workers, class "A"."

(*f*) *Cutter on knife, first class:* There shall be at least one first class cutter on knife in every plant, the others may be of second class.

III. *Minimum Wage Rates:* The minimum wage rates of employees working in the manufacturing of boxes, of boiler firemen, stationary enginemen, watchmen and employees working in the shipping and delivery departments, building and shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

DÉPARTEMENT DES BOITES RIGIDES — SET UP BOX DEPARTMENT

	Taux horaires minimaux Minimum hourly rates	
	À compter du — From	*1er nov. Nov. 1, 1971*
a) Salariés (femmes) — Female employees:		
Contremaîtresse — Forelady	$1.92	$2.00
Travailleuse à la main (Classe A) — Hand worker, (Class A)	1.81	1.89

	Taux horaires minimaux Minimum hourly rates	
	À compter du — From	*1er nov. Nov. 1, 1971*
Travailleuse à la main, (Classe B) — Hand worker, (Class B)	$1.67	$1.75
Étiquette à la main — Hand labeller	1.65	1.73
Mécanicienne de machine à couvrir — Covering machine operator	1.67	1.75
Mécanicienne de machine à renforts — Staying machine operator	1.67	1.75
Mécanicienne de machine enchemisage — Wrapper operator	1.67	1.75
Mécanicienne de machine à poser les dessus — Top-piece machine operator	1.67	1.75
Mécanicienne de machine à étiqueter — Labelling machine operator	1.67	1.75
Mécanicienne de gommeuse alimentée à la main — Hand-fed gummer operator	1.63	1.71
Emballeuse et attacheuse — Packer and tier	1.65	1.73
Fileuse de machine à renforts à 4 coins — Feeder, four-corner staying machine	1.63	1.71
Mécanicienne de machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	1.67	1.75
Fileuse de machine auto. à assembler ou former les boîtes — Feeder auto. box assembling or forming machine	1.63	1.71
Mécanicienne sur machines non classifiées plus haut — Operator on machines not classified above	1.64	1.82
Fileuse sur machines non classifiées plus haut — Feeders on machines not classified above	1.63	1.71
DÉPARTEMENT DES BOITES PLIANTES — FOLDING BOX DEPARTMENT		
Contremaîtresse — Forelady	2.10	2.22
Mécanicienne de machine à piquer — Sticher operator	1.74	1.86
Colleuse à la main — Hand gluer	1.74	1.86
Décortiqueuse — Stripper	1.74	1.86
Plieuse — Folder	1.74	1.86
Emballeuse et ficeleuse — Packer and tier	1.74	1.86
Alimenteuse de machine auto. à coller — Auto. glueing machine feeder	1.74	1.86
Alimenteuse de machine auto. cellophane — Auto. cello. machine feeder	1.74	1.86
Alimenteuse de machine Brightwood — Brightwood Machine feeder	1.74	1.86
Mécanicienne de machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	1.74	1.86
Alimenteuse de machine auto. à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming machine	1.74	1.86
Mécanicienne sur machines non classifiées plus haut — Operators on machines not classified above	1.74	1.86
Alimenteuse de machines non classifiées plus haut — Feeders on machines not classified above	1.74	1.86
b) Échelle de base: salariés (femmes) — Basic wage scale: female:		
L'échelle de base des salariées est la suivante — The basic wage scale of female employées shall be as follows:		
Premier semestre — First six (6) months	1.48	1.56
Deuxième semestre — Second six (6) months	1.53	1.61
Après la première année — After the first year	1.58	1.66

On doit prendre en considération le temps de service acquis par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

The employee's service time, when this decree comes into force, shall be taken into consideration to determine her wage rate in accordance with the above wage scale.

DÉPARTEMENT DES BOITES RIGIDES — SET UP BOX DEPARTMENT		
c) Salariés (hommes) — Male employees:		
Contremaître — Foreman	2.93	3.02
Contremaître-adjoint — Assistant-foreman	2.76	2.85

	Taux horaires minimaux Minimum hourly rates	
	À compter du — From	*1er nov. Nov. 1, 1971*
Conducteur de machine à plisser — Creasing operator	$2.63	$2.72
Mécanicien marqueur — Scorer	2.63	2.72
Mécanicien de guillotine, 1re classe — Cutter on knife, first class	2.66	2.75
Mécanicien de guillotine, 2e classe — Cutter on knife, second class	2.46	2.55
Mécanicien de monteuse simple — End-piece operator, single	2.39	2.48
Mécanicien de monteuse double — End-piece operator, double	2.42	2.51
Mécanicien de machine à renforts à 4 coins — Four-corner stayer operator	2.51	2.60
Alimenteur, machine à renforts à 4 coins — Feeder, four-corner staying machine	2.26	2.35
Mécanicien de machine emporte-pièce — Punch operator	2.29	2.38
Préposé à la mise en train Stoke & Smith — Wrapper make-ready man	2.46	2.55
Scieur (scie circulaire) — Circular saw operator	2.30	2.39
Bobineur — Slitter operator	2.33	2.42
Conducteur de presse à balles — Bale press operator	2.28	2.37
Mécanicien de machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming operator	2.39	2.48
Préposé à la mise en train machine auto. à assembler ou former les boîtes — Auto. Box assembling or forming machine, make-ready man	2.68	2.77
Alimenteur, machine auto. à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming machine	2.26	2.35
Mécanicien de machines non classifiées plus haut — Operator on machines not classified above	2.27	2.36
Alimenteur sur machines non classifiées plus haut — Feeder on machines not classified above	2.26	2.35

DÉPARTEMENT DES BOITES PLIANTES — FOLDING BOX DEPARTMENT

Contremaître — Foreman	3.07	3.20
Contremaître-adjoint — Assistant-foreman	2.89	3.02
Faiseur de matrice — Die maker	2.93	3.06
Assistant faiseur de matrice — Assistant die-maker	2.43	2.56
Préposé à la mise en train machine auto. à coller — Auto. glueing machine make-ready man	2.81	2.94
Préposé à la mise en train machine Brightwood — Brightwood machine make-ready man	2.64	2.77
Alimenteur, machine Brightwood — Feeder, Brightwood machine	2.39	2.52
Préposé à la mise en train, machine Indman — Indman machine make-ready man	2.64	2.77
Préposé à la mise en train, machine à cirer — Waxing machine make-ready man	2.40	2.53
Préposé à la mise en train, machine auto. cellophane — Auto. cellophane machine make-ready man	2.81	2.94
Alimenteur, machine auto. cellophane — Feeder, auto. cellophane machine	2.39	2.52
Mécanicien de guillotine, 1re classe — Cutter on knife, 1st class	2.79	2.92
Mécanicien de guillotine, 2e classe — Cutter on knife, 2nd class	2.59	2.72
Conducteur de chariot gerbeur motorisé — Power stacker lift truck operator	2.46	2.59
Pressier, presse cylindrique à découper — Cylinder Box pressman	2.79	2.92
Alimenteur, presse cylindrique à découper — Feeder, cylinder box press	2.42	2.55
Alimenteur, presse plateau auto. à découper et décortiquer-51 po. et plus — Feeder, auto. platen D/C and stripping press-51 inches and over	2.52	2.65
Pressier, presse plateau auto. à découper et décortiquer-51 po. et plus — Pressman, auto. platen D/C and stripping press-51 inches and over	2.99	3.12
Pressier, presse plateau à découper — Platen Die cutting pressman	2.66	2.79
Alimenteur, presse plateau à découper — Feeder, platen die cutting press	2.42	2.55
Décortiqueur — Stripper	2.38	2.51
Conducteur de presse à balles — Bale press operator	2.36	2.49
Emballeur et attacheur — Packer and tier	2.32	2.45

	Taux horaires minimaux Minimum hourly rates	
	À compter du — From	*1er nov. Nov. 1, 1971*
Mécanicien de machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	$2.52	$2.65
Préposé à la mise en train, machine auto. à assembler ou former les boîtes — Auto. box assembling or forming machine make-ready man	2.81	2.94
Alimenteur, machine auto. à assembler ou former les boîtes — Feeder auto. box assembling or forming machine	2.39	2.52
Mécanicien de machines non classifiées plus haut — Operators on machines not classified above	2.40	2.53
Alimenteur de machines non classifiées plus haut — Feeders on machines not classified above	2.39	2.52
GÉNÉRAL — GENERAL:		
Électricien — Electrician	2.76	2.89
Machiniste, 1re classe — Machinist, 1st class	2.76	2.89
Préposé à l'entretien et à la réparation — Maintenance and repairman	2.48	2.61
Expéditeur — Shipper	2.59	2.72
Expéditeur-adjoint — Assistant-shipper	2.40	2.53
Chauffeur de camion — Truck driver	2.48	2.61
Gardien — Watchman	2.36	2.49
Chauffeur de bouilloires — Boiler fireman	2.42	2.55
Conducteur de machines fixes — Stationary engineman	2.49	2.62
	Par semaine — Per week	
Chef-mécanicien — Chief-engineman:		
2e classe — 2nd class	133.92	140.94
3e classe — 3rd class	125.86	132.88

d) Échelle de base (salarié):

1. L'échelle de base des salariés est la suivante pour les employés de 18 ans et plus:

Premier semestre — First six (6) months	1.58	1.66
Deuxième semestre — Second six (6) months	1.64	1.72
Après la première année — After the first year	1.70	1.78

2. L'échelle de base des salariés est la suivante pour les employés de moins de 18 ans:

Premier semestre — First six (6) months	1.48	1.56
Deuxième semestre — Second six (6) months	1.53	1.61
Après la première année — After the first year	1.58	1.66

Le nombre de salariés masculins n'ayant pas 18 ans et rémunérés en vertu du présent article ne doit pas dépasser 10% du nombre total des salariés au travail.

Cependant, tout salarié de moins de 18 ans travaillant à une opération classifiée doit recevoir un taux de salaire au moins égal au taux minimum fixé pour cette opération, sous réserve de la clause d'apprentissage.

On doit tenir compte de la période de service acquise par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

(b) Basic wage scale (Male employees):

1. The basic wage scale for male employees, age 18 or over, shall be as follows:

2. The basic wage scale of male employees, under age 18, shall be as follows:

The number of male employees under age 18 and remunerated under this section shall not exceed 10% of the total employees at work.

However, every male employee under eighteen (18) years of age working at a classified operation shall not receive less than the minimum wage rate for the said operation subject to the apprenticeship clause.

When this Decree comes into force, each employee's service time shall be taken into consideration when determining their wages in relation to the above basic scale.

DÉPARTEMENT DES BOITES DE MÉTAL — METAL BOX DEPARTMENT

	Taux horaires minimaux Minimum hourly rates	
	À compter du — From	
	1er nov. Nov. 1, 1971	
e) Salariés (femmes) — Female employees:		
Mécanicienne machine à enchemisage — Wrapper operator	$1.63	$1.71
Mécanicienne machine à renforts — Staying operator	1.63	1.71
Mécanicienne machine à onglet — Mitering operator	1.63	1.71
Mécanicienne presse « clicker » — Clicker operator	1.63	1.71
Mécanicienne machine à couvrir — Covering operator	1.63	1.71
Préposé à l'emballage et attacheur — Packer and tier	1.63	1.71
Mécanicienne, gommeuse filée à la main — Hand fed gummer operator	1.58	1.64
Colleuse à la main, mise en position précise — Precision hand gluer (locating)	1.58	1.64
Mécanicienne sur machines non classifiées ci-dessus incluant fermeture de charnières — Operators on machines not classified above including hinge closing	1.58	1.64
Alimenteuse sur machines non classifiées ci-dessus — Feeder on machine not classified above	1.58	1.64
Aide tous travaux-échelle de base — General helper-Basic wage scale:		
Premier semestre — First six (6) months	1.48	1.56
Deuxième semestre — Second six (6) months	1.53	1.61
Après la première année — After the first year	1.58	1.66

On doit tenir compte de la période de service acquise par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

Each employee's service time, when this decree comes into force, shall be taken into account when determining her wage rate in relation to the above basic scale.

f) Salariés (hommes) — Male employees:		
Mécanicien de machines à découper — Operator on die cutting machine	2.37	2.46
Mécanicien, marqueuse mitrailleuse — Scorer	2.33	2.42
Mécanicien de guillotine — Cutter on knife	2.20	2.29
Mécanicien de presse « clicker », machine emporte-pièce, ou mécaniciens de machines non classifiées plus haut d'une capacité de plus de 10 tonnes — Clicker press on punch press or operators not classified above, all over 10 ton capacity	2.02	2.11
Mécanicien de machine à couvrir, à enchemisage, à estamper, décortiqueur, préposé à l'emballage et ficelage, ou les mécaniciens de machines non classifiées plus haut et les autres machines de même genre incluant les machines emporte-pièce d'une capacité allant jusqu'à 10 tonnes.— Operator on covering machine, wrapper, stripper, packer and tier, stamping machine or operators not classified above and other comparable type machine including punch press up to 10 tons capacity	1.84	1.93
Préposé à la mise en train, machine à enchemisage — Wrapper make-ready man	2.23	2.32
Conducteur de presse à balles — Waste baling press	2.09	2.18
Aide tous travaux-Echelle de base-ayant 18 ans et plus — General helper-Basic wage scale-age 18 and over:		
1er semestre — First six (6) months	1.58	1.66
Deuxième semestre — Second six (6) months	1.64	1.72
Après la première année — After the first year	1.70	1.78
Aide tous travaux-Échelle de base-Moins de 18 ans — General helper-Basic wage scale-under age 18:		
Premier semestre — First six (6) months	1.48	1.56
Deuxième semestre — Second six (6) months	1.53	1.61
Après la première année — After the first year	1.58	1.66

Le nombre des salariés masculins n'ayant pas l'âge de 18 ans et rémunérés en vertu du présent article ne doit pas dépasser 10% du nombre total des salariés au travail.

Cependant, tout salarié de moins de 18 ans et travaillant à une opération classifiée doit recevoir un taux de salaire au moins égal au taux minimum fixé pour cette opération, sous réserve de la clause d'apprentissage.

On doit tenir compte de la période de service acquise par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base mentionnée ci-dessus.

g) Boîtes de métal: Sauf pour les dispositions précitées, les dispositions régissant la durée du travail et les horaires, les majorations pour les heures supplémentaires et le travail de nuit, les jours fériés payés, le congé annuel payé et autres conditions de travail stipulées au présent décret, sont les mêmes que celles régissant la fabrication des boîtes de carton.

h) Opérations différentes: Un salarié occupé au cours de la semaine, mais de façon régulière, à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le présent décret, est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie.

Cependant, lorsque par exception, un salarié au cours d'une semaine est appelé à faire un travail autre que celui de son emploi habituel et classifié dans une catégorie différente à un taux supérieur à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il a fait dans cet emploi occasionnel.

i) Apprentissage: La rémunération des apprentis masculins et féminins affectés à des opérations classifiées est la suivante pour tous les départements:

Employés féminins (toutes les classifications d'emploi):

Premier semestre: 20% de moins que le taux minimal.
Deuxième semestre: 10% de moins que le taux minimal.

Employés masculins:

Préposé à la mise en train, machine enchemisage filée à la main.

Premier semestre: 20% de moins que le taux minimal.
Deuxième semestre: 15% de moins que le taux minimal.
Troisième semestre: 10% de moins que le taux minimal.

Préposé à la mise en train, machine enchemisage semi-automatique ou complètement automatique.

Première année: 20% de moins que le taux minimal.
Deuxième année: 15% de moins que le taux minimal.
Troisième année: 10% de moins que le taux minimal.

Faiseur de matrice:

Premiers seize (16) mois: 20% de moins que le taux minimal.
Du 17e au 32e mois inclusivement: 15% de moins que le taux minimal.
Du 33e au 48e mois inclusivement: 10% de moins que le taux minimal.

The number of male employees under age 18 and remunerated under this section shall not exceed 10% of the total employees at work.

However, any male employee under age 18 and working at a classified operation shall not receive less than the minimum wage rate of the said operation, subject to the apprenticeship clause.

When this decree comes into force, each employee's service time shall be taken into account when determining his wages in relation to the above mentioned basic wage scale.

(g) Metal boxes: With the exception of the above, the provisions regulating the hours of work and schedules, overtime and night premium, paid holidays, paid vacations and other working conditions stipulated in this decree, shall be the same as those regulating the manufacture of paper boxes.

(h) Various operations: An employee who regularly performs during the week various operations for which different hourly rates are set forth herein, shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and shall be paid accordingly.

However, should an employee be called occasionally during one week, to perform an operation other than his regular work and classified in a different category for which a higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation.

(i) Apprenticeship: The remuneration of male and female apprentices working at classified operations shall be determined as follows for all departments:

Female employees (all classifications of occupations):

First six (6) months: 20% less than minimum.
Second six (6) months: 10% less than minimum rate.

Male employees:

Wrapper make-ready man, hand fed.

First six (6) months: 20% less than minimum rate.
Second six (6) months: 15% less than minimum rate.
Third six (6) months: 10% less than minimum rate.

Wrapper make-ready man, semi or fully automatic.

First year: 20% less than minimum rate.
Second year: 15% less than minimum rate.
Third year: 10% less than minimum rate.

Die maker:

First sixteen (16) months: 20% less than minimum rate.
17th through 32nd month: 15% less than minimum rate.
33rd through 48th month: 10% less than minimum rate.

Préposé à la mise en train, machine auto, à coller:

Première année: 20% de moins que le taux minimal.
Deuxième année: 15% de moins que le taux minimal.
Troisième année: 10% de moins que le taux minimal.

Mécanicien, machine à cellophane:

Premier huit (8) mois: 20% de moins que le taux minimal.

Du 9e au 16e mois inclusivement: 15% de moins que le taux minimal.

Du 17e au 24e mois inclusivement: 10% de moins que le taux minimal.

Pressier, presses à découper, incluant mécanicien « Mercury »:

Première année: 20% de moins que le taux minimal.
Deuxième année: 15% de moins que le taux minimal.
Troisième année: 10% de moins que le taux minimal.

Toutes les autres classifications des départements, boîtes rigides, boîtes pliantes, général et boîtes de métal.

Premier semestre: 20% de moins que le taux minimal.
Deuxième semestre: 10% de moins que le taux minimal.

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser vingt-cinq pour cent (25%) du nombre total des salariés au travail pour les opérations classifiées mentionnées ci-dessus.

Toutefois, aucun apprenti ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel il a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

j) Nonobstant les dispositions du présent décret, aucune personne assujettie au décret, du sexe féminin ou du sexe masculin, ne doit recevoir un taux de salaire différent lorsqu'elle exécute le même travail, tant au point de vue qualificatif que quantitatif.

k) Ordonnance numéro 4: Lorsque la rémunération du salarié déterminée selon les dispositions du présent décret est inférieure à celle déterminée selon les dispositions de l'ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum, cette dernière rémunération doit être payée par l'employeur.

IV. *Durée du travail et horaires:*

a) La durée normale de la semaine de travail est de quarante (40) heures, du lundi au vendredi.

Les heures normales de travail de l'équipe de jour sont étalées entre 7 h et 18 h et celles des équipes de nuit entre 15 h et 7 h, mais ne doivent pas excéder huit (8) heures par jour pour chaque équipe, du lundi au vendredi.

Une liste des heures journalières normales ainsi choisies doit être affichée dans un endroit bien en vue dans chaque atelier.

b) Tout travail exécuté en plus des heures normales de chaque jour, avant ou après les heures normales de chaque équipe, est considéré comme du travail supplémentaire et entraîne une majoration de salaire de 50% pour les trois (3) premières heures supplémentaires et majoration de salaire de 100% pour les heures subséquentes.

Gluer operator and make-ready man:

First year: 20% less than minimum rate.
Second year: 15% less than minimum rate.
Third year: 10% less than minimum rate.

Cellophane machine operator:

First eight (8) months: 20% less than minimum rate.

9th through 16th month: 15% less than minimum rate.

17th through 24th month: 10% less than minimum rate.

Die cutting pressman, including "Mercury" operator:

First year: 20% less than minimum rate.
Second year: 15% less than minimum rate.
Third year: 10% less than minimum rate.

All other Set-Up Department, Folding Box Department, General and Metal Box Department classifications.

First six (6) months: 20% less than minimum rate.
Second six (6) months: 10% less than minimum rate.

The number of apprentices shall not exceed 25% of the total number of employees engaged in the above classified operations.

However, no apprentice shall be paid less than the basic wage rate to which he is normally entitled. The basic wage rate shall prevail at all times.

(j) Notwithstanding the provisions of the present decree, no male or female person governed by the decree shall be paid according to different rates of wages while performing the same work, quantitatively as well as qualitatively.

(k) Ordinance number 4: Whenever wage rates determined by the present decree are inferior to those established by Ordinance number 4 of the Minimum Wage Commission, the latter rates must be paid.

IV. *Working hours:*

(a) The standard work week shall consist of forty (40) hours, from Monday to Friday inclusively.

The standard hours of work for the day shift shall be distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. and those of the night shifts between 3:00 p.m. and 7:00 a.m., but shall not exceed eight (8) hours per day, for each shift, from Monday to Friday inclusively.

A list of the standard daily hours so chosen shall be posted in a conspicuous place in every establishment.

(b) All work performed over the standard working hours of each day, before and after the standard hours of each shift, shall be considered as overtime work and be paid at the rate of time and one half for the first three (3) hours and at double time rate for subsequent hours.

Tout travail exécuté le samedi avant-midi entraîne une majoration de salaire de 50%.

Tout travail exécuté le samedi après-midi ainsi que tout travail exécuté le dimanche, entraîne une majoration de salaire de 100%.

c) Nonobstant les dispositions prévues ci-dessus, la durée hebdomadaire du travail des préposés à l'entretien et à la réparation est de quarante (40) heures par semaine du lundi au samedi. Tout travail exécuté en plus des heures normales de chaque jour, prévues au paragraphe « *a* » du présent article, entraîne une majoration de salaire de 50%. Tout travail exécuté le dimanche entraîne une majoration de salaire de 100%.

d) Nonobstant les dispositions énumérées aux paragraphes précédents, la durée hebdomadaire du travail des chauffeurs de chaudières (chargeurs) des conducteurs de machines fixes ainsi que des gardiens, est de cinquante-quatre (54) heures par semaine. Tout travail exécuté en sus des heures normales de la semaine normale de travail entraîne une majoration de salaire de 50%.

Les salariés auxquels le présent paragraphe s'applique ont droit, chaque semaine, à une période de vingt-quatre (24) heures consécutives ou à deux périodes de dix-huit (18) heures consécutives de repos.

e) *Travail de nuit:* Les salariés d'une équipe de nuit doivent être rémunérés sur la base de quinze pour cent (15%) de plus que les taux de l'équipe de jour, mais cette prime pour travail de nuit ne doit pas excéder un maximum de trente-deux cents ($0.32) de l'heure. Toute rémunération pour travail supplémentaire doit comprendre ce quinze pour cent (15%).

Nonobstant les dispositions prévues ci-dessus, cette prime pour travail de nuit ne s'applique pas dans le cas des gardiens, chauffeurs de chaudières (chargeurs) ainsi que des mécaniciens de machines fixes, lesquels doivent être rémunérés sur la base d'une équipe de jour, pour autant que ces salariés exécutent exclusivement les fonctions de leur classification et ne sont pas affectés à des opérations ayant trait à la production.

V. *Jours fériés, chomés et payés:*

1. L'employeur doit accorder à ses salariés neuf jours et demi (9½) fériés payés pour l'année civile 1971 et pour les années subséquentes dix (10) jours payés qui doivent être choisis parmi les fêtes mentionnées ci-dessus:

Le premier jour de l'An, 2 janvier, l'Épiphanie, le vendredi saint, le lundi de Pâques, l'Ascension, la fête de la reine, le Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'actions de grâces, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le 24 décembre, Noël et les 26 et 31 décembre.

Huit jours et demi (8½) de ces jours fériés doivent obligatoirement être chômés en 1971 et neuf (9) en 1972.

Toutefois, lorsqu'un des jours fériés payés tombe un mardi, un mercredi ou un jeudi, tout employeur peut, avec le consentement de la majorité de ses salariés, observer et payer un tel jour férié, soit le lundi précédant, soit le vendredi suivant immédiatement la fête. Si un de ces jours fériés tombe un samedi ou un dimanche, l'employeur peut observer et payer un tel jour

All work performed on Saturday morning shall be paid at the rate of time and one half.

All work performed on Saturday after twelve (12) o'clock noon and all work performed on Sunday, shall be paid at double time rate.

(*c*) Notwithstanding the above provisions, the standard workweek of maintenance and repair men shall consist of forty (40) working hours, from Monday to Saturday inclusively. Time and a half shall be paid for any time worked over and above the daily standard working hours provided for in subsection "*a*" of the present section. On the other hand, double time shall be paid for any time worked on Sunday.

(*d*) Notwithstanding the provisions of the foregoing subsections, for stokers (boiler firemen), stationary enginemen and watchmen, the standard workweek consists of fifty-four (54) working hours. Time and a half shall be paid for any time worked over and above the standard workweek.

The employees to whom the present subsection applies are entitled, each week, to a rest period of twenty-four (24) consecutive hours or to two rest periods of eighteen (18) consecutive hours.

(*e*) *Night work:* Night work shall be paid on the basis of fifteen per cent (15%) in excess of the regular rate of pay of the day shift, but such premium for night work shall not exceed a maximum of thirty-two ($0.32) cents per hour. Any remuneration for overtime work shall include this fifteen per cent (15%).

Notwithstanding the above provisions, this premium for night work shall not apply to watchmen, boiler firemen (stokers) and stationary enginemen; such employees shall be remunerated on the basis, of a day shift providing they are employed exclusively as such and are not performing production work operations.

V. *General holidays with pay:*

1. The employer shall grant his employees nine and one half (9½) paid holidays for the calendar year 1971 and ten (10) paid holidays for subsequent years, to be chosen from the following general holidays:

New Year's Day, January 2nd, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, all Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Boxing Day, December 24 and 31 and Easter's Monday.

Eight and one half (8½) holidays of the above must be observed in 1971 and nine (9) in 1972.

However, when a general holiday with pay falls on a Tuesday, a Wednesday or a Thursday, any employer may, with the consent of the majority of his employees, observe and pay such a holiday either on the Monday immediately preceding or on the Friday immediately following such holiday. When a general holiday falls on a Saturday or on a Sunday, it may be observed and paid

férié soit le vendredi précédant, soit le lundi suivant immédiatement la fête.

2. Les jours fériés et payés qui auront été ainsi choisis devront être payés et chômés peu importe qu'ils peuvent ou non tomber ou être observés un jour normal de travail.

Tout travail exécuté durant un des jours fériés et payés choisis, entraîne une majoration de salaire de 100%.

3. Un salarié a droit aux jours fériés et payés s'il a été pendant au moins soixante (60) jours de travail au service de son employeur.

4. Le salarié qui a droit à un des jours fériés et payés et qui doit travailler lorsque l'atelier est fermé à la suite de l'observance d'un tel jour, doit recevoir l'indemnité du jour férié en plus de la majoration de 100% pour les heures travaillées.

5. L'obligation pour l'employeur de payer le salaire majoré de 100% pour tout travail exécuté durant les jours fériés et payés choisis ne s'étend pas aux gardiens, chauffeurs de chaudières, conducteurs de machines fixes, ni aux ouvriers préposés à la réparation des machines et des immeubles.

6. Chaque salarié doit recevoir pour les jours fériés et payés choisis, une indemnité égale au nombre d'heures d'une équipe normale de travail, ce qui exclut les heures supplémentaires calculées sur la base du taux de salaire qu'il aurait reçu dans l'équipe de jour ou l'équipe de nuit, suivant le cas, s'il avait travaillé ce jour-là.

7. Pour bénéficier de l'indemnité prévue ci-dessus pour les jours fériés et payés,l e salarié doit travailler ou être prêt à travailler la journée de travail qui précède et celle qui suit le jour où la fête est observée, à moins qu'il ne soit malade ou que l'employeur n'accepte la raison de son absence.

8. Durant les quinze (15) jours qui suivent le 1er décembre de chaque année, tout employeur devra soumettre, par écrit, au comité une liste des jours fériés qu'il aura décidé de faire chômer et de payer au cours de l'année qui vient.

Il doit afficher une liste des jours fériés et payés ainsi choisis dans un endroit bien en vue dans chaque atelier.

VI. *a) Congés annuels payés:*

1. *Période de référence:* La période de temps pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

2. *Appréciation du droit au congé et indemnité de congés payés:* Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année, justifie de moins d'une (1) année de service continu chez le même employeur, a droit à un congé payé continu dont la durée est déterminée à raison d'un (1) jour par mois de service, sans que la durée totale du congé exigible excède dix (10) jours. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) du salaire gagné pendant la période de référence.

3. Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année, justifie d'une (1) année ou plus de service continu chez le même employeur, a droit à deux (2) semaines de congés payés. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) du salaire gagné pendant la période de référence.

either on the Friday immediately preceding or on the Monday immediately following such holiday.

2. The chosen general holidays with pay shall be observed and paid whether or not they fall or are observed on a regular working day.

Double time shall be paid for any work performed on any such chosen general holiday with pay.

3. Any employee shall be entitled to general holidays with pay provided he has been at least sixty (60) working days in his employer's service.

4. Employees who are eligible for a general holiday with pay and who are required to work during the shop's shutdown on such holiday, shall receive their holiday pay in addition to the double time rate for all hours worked on such holiday.

5. The obligation of paying double time for all work performed on chosen general holidays with pay does not apply to: watchmen, firemen (stokers), stationary enginemen and repairmen on machines and buildings.

6. For the chosen general holidays with pay, every employee shall be paid for the number of hours of a regular work shift (excluding overtime hours), calculated on the basis of the wage rate he would have been paid on the day or night shift, as the case may be, had he worked on that day.

7. To be entitled to such holiday with pay as memtioned above, unless ill or excused by management, an employee must work or stand ready to work the regular working day preceding and following the day the holiday is kept.

8. Within fifteen (15) days of December 1st of each year, all employers shall submit to the Joint Committee a list of general holidays they have decided to observe and pay for the coming year.

A list of such chosen general holidays with pay shall be posted in a conspicuous place in every plant.

VI. (a) *Annual vacation with pay:*

1. *Qualifying period:* The period during which an employee gradually becomes entitled to the complete annual vacation extends from May 1st of the previous year to April 30th of the current year.

2. *Vacation entitlement and vocation pay:* Every employee who, each May 1st, has less than one (1) year's service with the same employer, is entitled to one (1) day's vacation with pay for each service month, up to a 10-day maximum. Vacation pay equals four percent (4%) of wages earned during the qualifying period.

3. Every employee who, each May 1st, has one (1) year's service or more with the same employer, is entitled to two (2) weeks' vacation with pay. Vacation pay equals four percent (4%) of wages earned during the qualifying period.

4. Tout salarié qui, au premier mai de chaque année, justifie de huit (8) années ou plus de service chez le même employeur, a droit à trois (3) semaines de congé payé.

5. Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année, justifie de vingt (20) années ou plus de service chez le même employeur, a droit à quatre (4) semaines de congé payé.

6. Aux fins de calcul de l'indemnité de congés payés, on doit ajouter la prime de l'équipe de nuit proportionnellement aux heures faites au cours de la période de référence dans une des équipes de nuit si le salarié en a fait partie pendant au moins trois (3) mois pendant cette période.

7. *Période des congés:* Les deux premières semaines de congé doivent être accordées et prises entre le 1er mai et le 1er octobre de l'année en cours.

Les jours supplémentaires de congés, en surplus de deux (2) semaines, prévus aux sous-paragraphes 4 et 5 du paragraphe « *a* » du présent article, doivent être pris entre le 1er mai et le 30 avril qui suivent la période de référence, à un moment convenu entre l'employeur et l'intéressé ou bien être remplacés par une indemnité compensatrice égale au montant que représentent ces jours supplémentaires.

8. Sauf stipulation contraire, l'indemnité de congés doit être égale au montant que le salarié aurait reçu s'il avait travaillé pendant la période des congés.

9. Si un jour férié et payé prévu au paragraphe « 1 ». de l'article V ou un jour observé comme tel, survient durant la période de congé d'un salarié, ce dernier doit bénéficier, ou d'une journée supplémentaire de congé à une date déterminée par l'employeur et l'intéressé, ou d'une indemnité compensatrice égale au montant que représente ce jour.

10. *Indemnité compensatrice de congés payés:* Lorsque le contrat de travail est résilié avant que le salarié ait pu bénéficier de la totalité du congé auquel il avait droit, il doit recevoir une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions des sous-paragraphes 2 à 9 inclusivement.

11. *Ordonnance numéro 3: a)* Lorsque des conditions du présent décret sont inférieures à celles établies par l'ordonnance numéro 3 de la Commission du salaire minimum, les conditions plus avantageuses de ladite ordonnance s'appliquent.

b) Aucun employeur ne peut congédier un salarié afin de pouvoir le ré-engager ou en embaucher un autre, pour la même tâche, à un salaire inférieur.

c) L'employeur doit faciliter aux salariés l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

d) Paiement du salaire: Le salaire doit être versé au salarié par chèque ou en espèces, au choix de l'employeur.

Les mentions suivantes doivent apparaître sur le bulletin de paie ou sur le talon du chèque:

Le nom de l'employeur;

Les nom et prénoms du salarié;

La date du paiement et la période du travail qui correspond au paiement;

Le nombre d'heures travaillées;

Le nombre d'heures payées au taux normal;

4. Every employee, who, on May 1st of any year, has eight (8) or more years' service with the same employer, shall be entitled to three (3) weeks vacation with pay.

5. Every employee who, on May 1st of any year, has twenty (20) years' service with the same employer, shall be entitled to four (4) weeks' vacation with pay.

6. When calculating vacation pay, the nightshift bonus shall be added at the prorata of time worked on night shifts during the qualifying period, provided an employee has worked at least three (3) months on night shift during the said period.

7. *Vacation period:* The first two weeks' vacation shall be granted and taken between May 1st and October 1st of the current year.

The extra vacation days in excess of two (2) weeks provided for in paragraphs 4 and 5 subsection "*g*" of this section, shall be taken between May 1st and April 30th which follow the qualifying period, at a time acceptable to both employer and employee. An equivalent monetary compensation may be substituted for such day(s).

8. Unless otherwise stipulated, vacation pay shall equal the amount an employee would have received, had he worked during the vacation period.

9. Should a general holiday with pay, mentioned in subsection "1" of Section V, or an observed holiday occur during an employee's vacation period, he shall be granted either an extra day's vacation at a time acceptable to both employer and employee or an equivalent monetary compensation for such day.

10. *Monetary compensation for vacation with pay:* When the work contract is cancelled before the employee has taken the full vacation due him, he shall receive a monetary compensation based on the provisions of paragraphs 2 though 9.

11. *Ordinance number 3:* (*a*) Whenever conditions of the present decree are inferior to those established by Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission, the more advantageous conditions of the said Ordinance shall apply.

(*b*) No employer shall dismiss an employee with intent to re-engage him or engage another one, for the same work, at lower rate.

(*c*) The employer shall facilitate the accomplishment of the employee's religious obligations.

(*d*) *Payment of wages:* Wages shall be paid to the employee either by cheque or in cash, at the option of the employer.

The following particulars shall appear on the earnings statement or cheque stub:

the employer's name;

the employee's family name and first names;

the date of payment and the work period corresponding thereto;

the number of hours worked;

the number of hours at actual straight time;

Le nombre d'heures payées au taux majoré de cinquante pour cent (50%);
Le nombre d'heures payées au taux majoré de cent pour cent (100%);
Le montant du salaire brut;
La nature et le montant des retenues faites;
Le montant du salaire net.

e) Les employeurs qui fabriquent des boîtes exclusivement pour leur propre consommation ne sont pas tenus d'observer rigoureusement les dispositions du présent décret si, dans l'opinion du comité paritaire, l'ensemble des conditions (salaires, heures de travail, congés payés annuels, etc.), qu'ils accordent à leurs salariés, sont égales ou supérieures à celles prévues au présent décret.

f) Carte de service: Le comité paritaire doit délivrer une carte de service à tout salarié exécutant une opération classifiée au présent décret.

Le temps de service acquis par un salarié sur une opération classifiée est permanent et est enregistré sur cette carte.

Le temps ainsi acquis est déductible sur la période d'apprentissage requise par le décret pour une même opération. Un salarié doit recevoir au moins le taux de salaire minimum de l'opération classifiée qu'il a exécutée si ce dernier présente à son employeur, au moment de son engagement, une carte de service indiquant une période de temps supérieure pour ladite opération à celle requise par la clause d'apprentissage.

VII. *Périodes de repos:* Tout salarié doit bénéficier chaque jour d'une période continue de repos de dix (10) minutes l'avant-midi et de dix (10) minutes l'après-midi, sans aucune déduction de salaire.

VIII. *Travail d'imprimerie:* Aux fins d'application du présent décret, le travail d'imprimerie vise le travail de toute personne employée à produire des imprimés dans les ateliers fabriquant des boîtes de carton. Les conditions de travail de ces salariés sont les mêmes que celles qui sont déterminées dans tous les autres articles du présent décret, sous réserve, cependant, des modifications ou des additions prévues au présent articles comme dispositions spéciales suivantes:

a) Définitions: 1. Le mot « compagnon » désigne un salarié qui a été en apprentissage durant le nombre d'années déterminé au paragraphe « *h* » du présent article.

2. Le mot « apprenti » désigne un salarié qui apprend le travail exécuté par un compagnon. Le nombre d'années d'apprentissage est celui qui est mentionné au paragraphe « *h* » du présent article.

3. Les mots « margeur » ou « préposé au margeur automatique » désignent tout salarié qui marge à la main ou qui est préposé au fonctionnement du mécanisme qui alimente les presses typographiques.

4. Le mot « aide » désigne un salarié inexpérimenté du sexe masculin effectuant des travaux manuels ne nécessitant aucune formation spéciale.

b) Semaine de travail: La durée normale de la semaine de travail est de quarante (40) heures par semaine, soit du lundi au vendredi.

Les heures normales de travail de l'équipe de jour sont étalées de 7 h à 18 et celles des équipes de nuit de 15 h à 7 h, mais ne doivent pas excéder huit (8) heures

the number of hours at time and a half;

the number of hours at double time;

the gross amount of wages;
the nature and amount of deductions;
the net amount of wages.

(e) Employers making boxes solely for their own use shall be exempt from strict adherence to the provisions of the present decree if, in the opinion of the Joint Committee, the conditions (wages, working hours, vacation with pay, etc.) in effect with their employees, are equivalent to, or better than those provided for in the present decree.

(f) Service card: The Joint Committee shall issue a service card to any employee performing an operation classified in the present decree.

The period of service acquired by an employee on a classified operation is permanent and is registered on this card.

The period of service so acquired is deductible from the apprenticeship period required on the same operation. An employee shall receive not less than the minimum wage rate of the classified operation he is performing if he presents his employer upon being hired a service card showing a longer period of service on the said operation than the one required by the apprenticeship clause.

VII. *Rest periods:* For each working day, employees shall be granted a continuous 10-minute rest period in both morning and afternoon, without loss in pay.

VIII. *Printing work:* For the purposes of the present decree, "printing employees" concerns all persons engaged in the production of printing in plants manufacturing paper boxes. The working conditions of these employees shall be the same as those set out in all the other sections of the present decree with, however, the following special provisions:

(a) Definitions: 1. The word "journeyman" means an employee who has completed the term of apprenticeship as set forth in subsection "*h*" of the present section.

2. The word "apprentice" means an employee who is learning a journeyman's trade. The number of years of his or her apprenticeship shall be as set forth in subsection "*h*" of the present section.

3. The words "feeder" or "feeder operator" mean any employee who manually feeds stock to *letter press presses* or who tends the paper feeding mechanism of such presses.

4. The word "helper" means an unskilled male employee engaged on work not requiring previous experience or training.

(b) Work week: The regular work week shall consist of forty (40) hours, from Monday to Friday inclusively.

The regular hours of work for the day shift shall be distributed between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. and those of the night shifts between 3:00 p.m. and 7:00 a.m.,

par jour pour chaque équipe, du lundi au vendredi.

Une liste des heures journalières ainsi choisies doit être affichée dans un endroit bien en vue de chaque atelier.

c) *Heures supplémentaires:* 1. Tout travail exécuté par un salarié en sus des heures normales de chaque jour, avant ou après les heures normales de son équipe, entraîne une majoration de salaire de 50% pour les trois (3) premières heures supplémentaires et de 100% pour les heures subséquentes.

2. Lorsqu'un salarié fait partie d'équipes différentes dans une même période de vingt-quatre (24) heures, il est considéré comme appartenant à la première équipe avec laquelle il a travaillé, et toutes les heures effectuées après les heures normales de cette première équipe sont réputées être des heures supplémentaires.

d) *Jours fériés chômés et payés:* Les dispositions de l'article V du présent décret s'appliquent aux salariés affectés au travail d'imprimerie.

e) *Apprentissage:* 1. Le nombre maximum d'apprentis alloués à chaque équipe pour chaque département, tant pour les heures normales que pour les heures supplémentaires, est le suivant:

Pour 1, 2 ou 3 compagnons (employés régulièrement)	1 apprenti
Pour 4, 5 ou 6 compagnons (employés régulièrement)	2 apprentis
Pour 7, 8 ou 9 compagnons (employés régulièrement)	3 apprentis
Pour chaque groupe de trois (3) compagnons additionnels (employés régulièrement)	1 apprenti

2. Dans aucun cas, les apprentis ou les margeurs ne peuvent travailler hors la présence d'un compagnon.

3. Un apprenti de première année peut être ajouté au personnel du département lorsqu'un apprenti déjà régulièrement employé dans ce département entre dans sa quatrième (4e) année d'apprentissage.

4. Les aides-pressiers, les margeurs et les aides n'entrent pas en ligne de compte dans la détermination du nombre d'apprentis.

f) *Fonctionnement des presses:* Les conditions régissant le fonctionnement de l'atelier d'impression sont les suivantes:

1. Pour toutes les presses à plateau et les petites presses automatiques au moins un compagnon pressier pour les trois (3) premières presses en marche ou fraction de ce nombre, et un compagnon pressier additionnel pour chaque trois (3) presses additionnelles en marche ou fraction de ce nombre. Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être des aides-pressiers, des margeurs ou des apprentis, ces derniers étant assujettis, quant à leur nombre, au paragraphe « *e* » du présent article.

2. Pour toutes les presses cylindriques, à l'exception des petites presses automatiques au moins un compagnon pressier pour les deux (2) premières presses en marche ou fraction de ce nombre, et un (1) compagnon pression additionnel pour chaque deux (2) presses additionnelles en marche ou fraction de ce nombre.

but shall not exceed eight (8) hours per day, for each shift, from Monday to Friday inclusively.

A list of the daily hours so chosen shall be posted in a conspicuous place in every workshop.

(*c*) *Overtime:* 1. Overtime shall be all time worked by any employee over the regular working hours of each day, before or after the regular hours of his shift, and shall be paid at the rate of time and a half for the first three (3) hours and at the rate of double time hereafter.

2. If an employee works on more than one shift within any twenty-four (24) hour period, he shall be deemed to belong to the first shift on which he worked, and any time he works after the regular quitting time of the first shift be deemed to be overtime.

(*d*) *General holidays with pay:* The provisions of Section V of the present decree shall apply to employees assigned to printing work.

(*e*) *Apprenticeship:* 1. The maximum number of apprentices allowed for regular and overtime work, in each department, on each shift, shall be as follows:

For 1, 2 or 3 journeymen (regularly employed)	1 apprentice
For 4, 5 or 6 journeymen (regularly employed)	2 apprentices
For 7, 8 or 9 journeymen (regularly employed)	3 apprentices
For each 3 additional journeymen (regularly employed)	1 apprentice

2. In no case shall apprentices or feeders be permitted to work unless there is a journeyman present.

3. A first year apprentice may be added to the department when an apprentice actually employed in the said department enters his fourth (4th) year.

4. Assistant-pressmen, feeders and helpers shall not be included in reckoning the number of apprentices.

f) *Operation of presses:* The rules governing the operation of presses shall be as follows:

1. For all platen and automatic job presses, not less than one journeyman pressman for the first three (3) presses or fraction thereof in operation, and one additional journeyman pressman for each three (3) additional presses or fraction thereof in operation, shall be employed. Other employees engaged on such presses may be assistant-pressmen, feeders or apprentices, the last named being subject, in respect of numbers, to subsection "*e*" of the present section.

2. For all cylinder presses (excluding automatic job presses), not less than one journeyman pressman for the first two (2) presses or fraction thereof in operation, and one (1) additional journeyman pressman for every two (2) additional presses or fraction thereof in

tionnelles en marche ou fraction de ce nombre. Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être des aides-pressiers, des margeurs ou des apprentis, ces derniers étant assujettis, quant à leur nombre, au paragraphe « *e* » du présent article.

3. Pour toutes les presses cylindriques à deux couleurs et plus, automatiques ou margées à la main, au moins un (1) compagnon pressier pour chaque presse en marche.

Les autres salariés employés sur ces presses peuvent être des aides-pressiers, des margeurs ou des apprentis, ces derniers étant assujettis, quant à leur nombre, au paragraphe « *e* » du présent article.

g) Congés payés annuels: Les dispositions de l'article VI-*a* du présent décret s'appliquent aux salariés affectés au travail d'imprimerie.

operation, shall be employed. Other employees engaged on such presses may be assistant-pressmen, feeders or apprentices, the last named being subject, in respect of numbers, to subsection "*e*" of the present section.

3. For all multicolor cylinder presses, whether automatic or hand fed, not less than one (1) journeyman pressman for each press in operation shall be employed. Other employees engaged on such presses may be assistant-pressmen, feeders or apprentices, the last named being subject, in respect of numbers, to subsection "*e*" of the present section.

(*g*) *Annual vacation with pay:* The provisions of Section VI (*a*) of the present decree shall apply to employees assigned to printing work.

h) Taux minimaux — Minimum rates:

	Taux horaires minimaux — Minimum hourly rates	
	À compter du — From	
		1er nov. Nov. 1, 1971
Atelier de composition — Composing room:		
Compagnon typographe — Journeyman compositor	$3.35	$3.47
Presses à platine — Platen presses:		
Compagnon pressier — Journeyman pressman	3.03	3.15
Margeur sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	2.55	2.67

	Taux horaires minimaux — Minimum hourly rates		
	À compter du — From		
		1er nov. Nov. 1, 1971	*1er janv. Jan. 1, 1972*
Presses cylindre (une couleur) — Cylinder press (one colour):			
Compagnon pressier — Journeyman pressman:			
1re année — 1st year	$3.16	$3.28	$3.37
2e année — 2nd year	3.25	3.37	3.47
3e année — 3rd year	3.35	3.47	
Aide-pressier — Assistant-pressman	3.05	3.17	
Margeur sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	2.68	2.80	
Presses cylindre (deux couleurs et plus) — Cylinder presses (multicolour):			
Compagnon pressier — Journeyman pressman:			
1re année — First year	3.43	3.55	3.64
2e année — 2nd year	3.52	3.64	3.72
3e année — 3rd year	3.60	3.72	
Aide-pressier ou margeur sur presses ci-dessus — Assistant-pressman or feeder on above presses	3.03	3.15	
Apprenti masculin — Apprentice (male):			
1re année — 1st year:			
Premier semestre — First six (6) months	1.75	1.87	
Deuxième semestre — Second six (6) months	1.93	2.05	
2e année — 2nd year:			
Premier semestre — First six (6) months	2.13	2.25	
Deuxième semestre — Second six (6) months	2.35	2.47	
3e année — 3rd year:			

	Taux horaires minimaux Minimum hourly rates	
	À compter du — From	
	1er nov. Nov. 1, 1971	*1er janv. Jan. 1, 1972*
Premier semestre — First six (6) months	$2.52	$2.64
Deuxième semestre — Second six (6) months	2.72	2.84
4e année — 4th year:		
Premier semestre — First six (6) months	2.84	2.96
Deuxième semestre — Second six (6) months	3.02	3.14

IX. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er juillet 1972.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit de son intention d'y mettre fin, dans un délai d'au plus soixante (60) et d'au moins trente (30) jours avant le 1er juillet de l'année 1972 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre. »

Note explicative: Les appellations de certains métiers ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes.

La substitution des nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours, ni en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires pour lesdits métiers qui ont une autre appellation dans le présent décret, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitude restreintes émis selon les appellations antérieures.

Le greffier du Conseil exécutif,
40794-o JULIEN CHOUINARD.

IX. *Term of the decree:* This decree remains in force until July 1, 1972.

It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the parties gives the other a written notice of its intention to terminate same, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to July 1st of 1972 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower".

Explanatory note: The names of certain trades have been modified in the French text of this Order in Council so as to make them consistent with the internationally-accepted French terminology; the English monenclature remains unchanged.

Substitution of the new terms for the old does not effect any vested rights or current interests. In particular, it does not prevent the application of new wage rates for the said trades which have another name in the present decree; nor does it alter the validity of competency certificates, apprentice certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use.

JULIEN CHOUINARD,
40794-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2191

Québec, le 17 juin 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du gant de cuir dans le Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du gant de cuir dans le Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1071-E du 7 octobre 1959 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec,* édition du 2 janvier 1971;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2191

Québec, June 17, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Leather Glove in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Leather Glove Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree No. 1071-E of October 7, 1959 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree:

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of January 2, 1971;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 1071-E, soit modifié de la façon suivante:

1° Au paragraphe *a*) de l'article I, les mots « un employé » sont remplacés par les mots « un ou des employés ».

Le paragraphe *f*) de l'article I, est remplacé par le suivant:

« *f*) *Taux horaire normal:* Le terme « taux horaire normal » signifie chacun des taux qui apparaissent à l'article VIII du présent décret en regard de chaque emploi et en plus tous les bonis et montants additionnels à l'exception des montants prévus à l'article VIII-A, paragraphe 1) et à l'article XI, *a*). »

Le paragraphe *g*) de l'article I, est remplacé par le suivant:

« *g*) *Gains horaires moyens:* Le terme « gains horaires moyens » signifie le montant total des gains divers de chaque employé à l'exception des montants prévus à l'article VIII-A, paragraphe 1), l'article XI, *a*) et à l'exception de la majoration pour heures supplémentaires divisée par le nombre d'heures totales effectuées (normales et supplémentaires) durant chaque période de trois (3) mois tel que le prévoit l'article VIII-*g*) du présent décret. »

2° À l'article II la phase suivante est ajoutée:

« Le présent décret ne s'applique pas cependant à la fabrication des gants de type dit « clute » ni à celle des gants de coton renforcés de petites pièces de cuir aux doigts ou au poignet ou aux deux (2) à la fois. »

3° À l'article III, Zone II, après le mot « fédéral » les mots suivants: « et les territoires des municipalités de Saint-Raymond (Portneuf), Saint-Tite (Laviolette), Loretteville (Québec) et l'Ancienne Lorette (Québec) » sont ajoutés.

4° Aux sous-paragraphes 3 et 4 du paragraphe *a*) de l'article IV les mots « salaire normal » sont remplacés par les mots « taux horaire normal ».

5° A l'article V, paragraphe *c*) après les mots « de chaque année » la phrase suivante: « Cette période de congé de deux (2) semaines continues débute à l'expiration de la première semaine complète du mois de juillet » est ajoutée.

À l'article V, paragraphe *c*), la phrase suivante est ajoutée: « De plus, l'employé qui a droit à une indemnité de congé égale à six pour cent (6%) ou à sept pour cent (7%) a droit à une troisième semaine prise à une période déterminée après entente entre l'employeur et l'intéressé. »

Le paragraphe *d*) de l'article V, est remplacé par le suivant:

« *d*) Tout employé qui, le 1er juin, justifie de moins de cinq (5) ans de service continu chez un même employeur ou dans une même fabrique doit recevoir une indemnité de congé égale à quatre pour cent (4%) du montant du salaire total qu'il a gagné pendant la période de référence. »

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree No. 1071-E be amended as follows:

1. In subsection (*a*) of section 1, the words "an employee" are replaced by the words "one or more employees".

Subsection (*f*) of section 1 is replaced by the following:

"(*f*) "*Regular hourly rates*" means each and all rates mentioned in section VIII of the present decree for each occupation including bonuses and additional amounts except amounts stipulated in subsection 1 of section VIII-A and subsection (*a*) of section XI."

Subsection (*g*) of section 1 is replaced by the following:

"(*g*) "*Average hourly earnings*" means the total earnings of an employee with the exception of amounts mentioned in subsection 1 of section VIII-A and in subsection (*a*) of section XI, and the overtime pay, divided by the total hours worked (regular and overtime) during each period of three months as provided for in section VIII-(*g*) of the present decree."

2. The following sentence is added to section II:

"The present decree, however, does not apply to the manufacturing of "clute" type gloves nor to that of cotton gloves renforced with small leather pieces on fingers and (or wrists)."

3. In Zone II of section III, after the word "census", the following words are added: "and the territories of the municipalities of St. Raymond (Portneuf), St. Tite (Laviolette), Loretteville (Québec) and Ancienne Lorette (Québec).

4. In paragraph 3 and 4 of subsection (*a*) of section IV, the words "regular wage rate" are replaced by the words "regular hourly wage rate."

5. The following words are added to subsection (*c*) of section V after the word "July":

"that is the two full weeks starting at the experation of the first full seven day week of the mounth of July"

The following words are added to subsection "*c*" of section V: "Moreover, employees entitled to six per cent (6%) or seven per cent (7%) vacation pay are entitled to a third vacation week to be taken upon agreement between employer and employees."

Subsection (*d*) of section V is replaced by the following:

"(*d*) Every employee who, on June 1st, has been in the same employer's service continuously for less than five (5) years or more or in the same factory shall receive a vacation pay equivalent to four per cent (4%) of the total wages earned during the qualifying period."

Le paragraphe *e*) de l'article V, est remplacé par le suivant:

« *e*) Tout employé qui, le 1er juin, justifie de cinq (5) ans de service continu chez un même employeur ou dans une même fabrique doit recevoir une indemnité égale à cinq pour cent (5%) du montant du salaire total qu'il a gagné pendant la période de référence. »

Le paragraphe *f*) de l'article V, est remplacé par le suivant:

« *f*) Tout employé qui, le 1er juin, justifie de dix (10) ans de service continu chez un même employeur ou dans une même fabrique, doit recevoir une indemnité égale à six pour cent (6%) du montant du salaire total qu'il a gagné pendant la période de référence; cette indemnité ne doit jamais être inférieure au montant que représente le gain horaire moyen de l'employé multiplié par le double du nombre d'heures de la semaine normale de travail. »

Le paragraphe *g*) de l'article V, est remplacé par le suivant:

« *g*) Tout employé qui, le 1er juin, justifie d'au moins quinze (15) ans de service continu chez un même employeur ou dans une même fabrique, doit recevoir une indemnité égale à sept pour cent (7%) du montant du salaire total qu'il a gagné pendant la période de référence; cette indemnité ne doit jamais être inférieure au montant que représente le gain horaire moyen de l'employé multiplié par le double du nombre d'heures de la semaine normale de travail. »

Le paragraphe *k*) suivant est ajouté:

« *k*) *Ordonnance numéro 3:* Lorsque des conditions du présent décret sont inférieures à celles établies par l'ordonnance numéro 3 de la Commission du salaire minimum, les conditions plus avantageuses de ladite ordonnance s'appliquent. »

6° À l'article VI, paragraphe *a*), les mots « la Confédération » sont remplacés par les mots « la fête du Canada ».

À l'article VI, le sous-paragraphe suivant est ajouté au paragraphe *a*):

« Dans le cas des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste et du Canada, un employeur, à la demande de deux tiers (2/3) des employés d'un atelier, peut chaque année changer la date où ces jours fériés sont accordés à la condition que le comité paritaire donne son approbation sur demande qui doit lui être faite au plus tard le 1er avril précédent. Dans le cas où le jour férié est reporté conformément au présent sous-paragraphe, cette nouvelle date devient aux fins de paiement de l'indemnité de la fête, le jour férié au sens du présent décret.

À l'article VI, paragraphe *b*), le mot « ci-dessous » est remplacé par le mot « ci-dessus ».

À l'article VI, paragraphe *b*), les 2ième, 3ième et 4ième sous-paragraphes sont radiés.

À l'article VI, paragraphe *c*), la lettre « *b* » est remplacé par la lettre « *a* ».

À l'article VI, au paragraphe *c*), le sous-paragraphe suivant est ajouté:

« Tout employé qui travaille volontairement moins de sept (7) heures par jour en moyenne durant les trois (3) mois précédant un jour férié, est rémunéré selon son gain horaire moyen multiplié par la moyenne quoti-

Subsection (*e*) of section V is replaced by the following:

"(*e*) Every employee who, on June 1st, has been in the same employer's service continuously for more than five (5) years or in the same factory shall receive a vacation pay equivalent to five per cent (5%) of the total wages earned during the qualifying period."

Subsection (*f*) of section V is replaced by the following:

"(*f*) Every employee who, on June 1st, has been in the same employer's service continuously or in the same factory for ten (10) years shall receive a vacation pay equivalent to six per cent (6%) of the total wages earned during the qualifying period; in no instance shall such employee receive less than his average hourly earnings multiplied by twice the number of hours of the standard work-week."

Subsection (*g*) of section V is replaced by the following:

"(*g*) Every employee who, on June 1st, has been in the same employer's service continuously or in the same factory for at least fifteen (15) years shall receive a vacation pay equivalent to seven per cent (7%) of the total wages earned during the qualifying period; in no instance shall such employee receive less than his average hourly earnings multiplied by twice the number of hours of the standard workweek."

The following subsection (*k*) is added:

"(*k*) *Ordinance number 3:* Whenever conditions of the present decree are inferior to those established by Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission, the more advantageous conditions of the said Ordinance shall apply."

6. In subsection (*a*) of section VI of the French text, the words "La Confédération" are replaced by the words "la fête du Canada."

The following paragraphe (*a*) is added to section VI:

"In the case of St. John the Baptist Day and Canada Day, an employer, upon request of the two thirds (2/3) of his factory staff, way change, each year, the date on which such holidays shall be granted upon given approbation from request made to the Joint Committee not later than the preceding April 1st. Should the general holiday be postponed, in conformity with the present paragraph, such new date, for the purposes of payment, shall be considered as a general holiday such as stipulated in the present decree.

In subsection (*b*) of section VI, the word "following" is replaced by the word "preceding."

In subsection (*b*) of section VI, the second, third and fourth paragraphs are deleted.

In subsection (*c*) of section VI, the letter "*b*" is replaced by the letter "*a*".

In subsection (*c*) of section VI, the following paragraph is added:

"Every employee who, on his own accord, has worked less than an average of seven (7) hours per day during the three-month period preceding any general holiday shall be paid according to his average hourly earnings

dienne des heures qu'il a effectuées durant cette période. »

À l'article VI, paragraph *d*) le sous-paragraphe 3, est remplacé par le suivant:

« 3. être au travail le jour ouvrable précédant et le jour ouvrable suivant un jour férié payé, à moins que son absence ne soit le résultat d'une maladie ou d'un accident sérieux et vérifié, d'un décès dans sa famille, d'un licenciement ou d'une permission applicable spécifiquement au jour ouvrable qui précède ou qui suit le congé. »

À l'article VI, le paragraphe *e*) est radié.

7° Le paragraphe *a*) de l'article VIII est remplacé par le suivant:

« *a*) 1. *Salaires:* Tout employé, qu'il soit rémunéré à l'heure, aux pièces ou autrement, doit recevoir au moins les taux de salaires horaires minimaux qui apparaissent aux échelles ci-dessous suivant son emploi ou le degré d'apprentissage qu'il a atteint dans sa zone.

multiplied by the average of hours worked per day during such period."

Paragraph 3 of subsection (*d*) of section VI is replaced by the following:

"3. Be at work the working day preceding and following the paid holiday unless his absence being the result of a genuine and serious illness or accident, death in his family, lay-off or permission applicable specifically to the working day preding or following a general holiday."

Subsection (*e*) of section VI is deleted.

7. Subsection (*a*) of section VIII is replaced by the following:

"(*a*) 1. *Wages:* Every employee, whether being paid by the hour, piece rates or otherwise, must receive at least the minimum hourly rates of wages hereafter stipulated for his occupation or apprenticeship in his zone.

Taux horaires minimaux — Minimum hourly rates

	Zone I		*Zone II*	
		1er mai May 1st 1972		*1er mai May 1st 1972*
Emplois — Occupations:				
Employée féminin non spécialisée — Unskilled female employee	$1.26	$1.31	$1.15	$1.20
Choisseur (examinateur) — Examiner	1.32	1.37	1.20	1.25
Couturier (opérateur) — Operator	1.37	1.42	1.25	1.30
Employé masculin non spécialisé — Unskilled male employee	1.76	1.81	1.65	1.70
Coupeur de doublures — Linings cutter	1.93	1.98	1.80	1.85
Emballeur de gants et mitaines de travail, de jeux et de sport — Packers of sport gloves, work gloves and mitts	1.93	1.98	1.80	1.85
Retourneur de gants et mitaines de travail, de jeux et de sport — Turners of sport gloves, work gloves and mitts	2.03	2.08	1.90	1.95
Dresseur — Blocker	2.08	2.13	1.95	2.00
Coupeur — Cutter	2.15	2.20	2.00	2.05

Taux horaires minimaux pour les apprentis — Minimum hourly rates for apprentices

1er trimestre — 1st three months	$1.35	$1.40	$1.35	$1.40
2e trimestre — 2nd three months	1.35	1.40	1.35	1.40
3e trimestre — 3rd three months	1.35	1.40	1.35	1.40
4e trimestre — 4th three months	1.35	1.40	1.35	1.40
5e trimestre — 5th three months	1.40	1.45	1.35	1.40
6e trimestre — 6th three months	1.45	1.50	1.40	1.45
7e trimestre — 7th three months	1.55	1.60	1.45	1.50
8e trimestre — 8th three months	1.65	1.70	1.55	1.60
9e trimestre — 9th three months	1.85	1.90	1.75	1.80
10e trimestre — 10th three months	2.00	2.05	1.85	1.90
11e trimestre — 11th three months	2.15	2.20	2.00	2.05

a) 2. Tous les taux de salaires horaires sont réputés être des taux de salaires minimaux pour tout employé pour chaque semaine de travail. Ils doivent être rajustés en conséquence selon les emplois et l'échelle d'apprentissage; ces rajustements doivent être payés chaque semaine.

a) 3. Tout employé soumis à l'échelle d'apprentissage a droit à au moins la rémunération horaire minimale cor-

(*a*) 2. All hourly wage rates are considered as minimum wage rates to each employee for each workweek. Such minimum hourly eage rates must be adjusted and paid to each employee every week according to his occupation or apprenticeship rate as the case may be.

(*a*) 3. Any employee falling under the scale of apprenticeship minimum hourly rates must be paid

respondante à l'expérience qu'il a acquise ou qu'il acquiert. »

À l'article VIII, paragraphe *c*), les mots « tous les taux de salaires horaires sont réputés être des taux de salaires minimaux garantis » sont radiés.

À l'article VIII, paragraphe *g*), avant les mots « Calcul de la moyenne horaire: », les mots « Période de » sont ajoutés.

Le paragraphe *i*) de l'article VIII est remplacé par le suivant:

« *i*) 1. Un employé cesse d'être assujetti à l'échelle d'apprentissage dès le moment où il atteint le taux horaire minimal de son emploi dans les catégories établies sous la rubrique « Emplois » dans l'échelle de salaires y compris les montants additionnels.

2. Toutefois, si un employé est promu à un emploi supérieur, il est de nouveau assujetti à l'échelle d'apprentissage pour la durée nécessaire à l'acquisition du salaire de son nouvel emploi à compter de la date où il commence à le remplir.

3. Dans aucun cas, un employé ne doit recommencer l'échelle d'apprentissage; il ne peut que continuer vers des taux supérieurs à partir du dernier emploi pour lequel il était dûment qualifié. »

Le premier alinéa du paragraphe *k*) de l'article VIII est abrogé.

8° L'article VIII-A est remplacé par le suivant:

« VIII-A. *Montant additionnel:*

1) Tout employé qui travaille dans l'atelier, à l'exception des apprentis durant leur première période de trois (3) mois d'apprentissage, doit recevoir en plus de son gain effectif, un montant additionnel de $0.10½ par heure effectuée ainsi que les heures payées des jours fériés et des jours de congés payés annuels.

2) À compter de la date de l'entrée en vigueur du présent décret de modification, tout employé qui a terminé sa période d'apprentissage et qui travaille dans l'atelier, doit recevoir en plus de son gain effectif le montant additionnel mentionné au paragraphe 1) du présent article VIII-A ainsi qu'un montant additionnel de $0.50. À compter du 1er mai 1972, ce montant additionnel de $0.50 deviendra $0.60.

3) À compter de la date de l'entrée en vigueur du présent décret de modification, tout apprenti doit recevoir en plus de son gain effectif, les montants additionnels énumérés ci-dessous:

In subsection (*c*) of section VIII, the following words are deleted:

"The hourly wage rates are considered as guaranteed minimum wage rates."

In subsection (*g*) of section VIII, after the word "calculation" the word "period" are added.

Subsection (*i*) of section VIII, is replaced by the following:

"(*i*) 1. An employee ceases to be governed by the apprenticeship minimum hourly scale of wages as soon as he has reached the minimum hourly rate for the occupation hereafter mentioned including additional amounts;

2. However, if an employee is promoted to a higher rated occupation he falls under the apprenticeship rates set up from the date of the promotion until he has reached the minimum hourly rate for his new occupation.

3. In no case shall an employee start over again his apprenticeship, and he must always acceed to higher rates starting from the rate for which he was duly qualified."

The first paragraph of subsection (*k*) of section VIII is deleted.

8. Section VIII-A is replaced by the following:

"VIII-A. *Additional amounts:*

(1) Over and above regular earnings, every factory employee, with the exception of apprentices during their first three-month period of apprenticeship, shall receive an additional amount of $0.10½ per hour worked, including the hours of all general holidays and also hours of vacation period.

(2) At the date of the coming into force of the present decree of amendment, every factory employee having terminated his apprenticeship period, must receive over and above his regular earnings the additional amount mentioned at aforesaid subsection (1) of section VIII-A, and also an additional amount of $0.50. From May 1, 1971 the said $0.50 will be increased to $0.60.

(3) At the date of the coming into force of the present decree of amendment, every apprentice must receive over and above his regular earnings the additional amounts hereafter mentioned:

	Zone I		*Zone II*	
		1er mai May 1st 1972		*1er mai May 1st 1972*
1er trimestre — 1st three months	$0.10	$0.10	$0.10	$0.10
2e trimestre — 2nd three months	0.15	0.15	0.15	0.15
3e trimestre — 3rd three months	0.25	0.30	0.25	0.30
4e trimestre — 4th three months	0.35	0.40	0.35	0.40
5e trimestre — 5th three months	0.40	0.50	0.40	0.50
6e trimestre — 6th three months	0.50	0.60	0.50	0.60
7e trimestre — 7th three months	0.50	0.60	0.50	0.60
8e trimestre — 8th three months	0.50	0.60	0.50	0.60

	Zone I		Zone II	
		1er mai May 1st 1972		1er mai May 1st 1972
9e trimestre — 9th three months	$0.50	$0.60	$0.50	$0.60
10e trimestre — 10th three months	0.50	0.60	0.50	0.60
11e trimestre — 11th three months	0.50	0.60	0.50	0.60

4) L'employeur doit indiquer distinctement les montants additionnels dans son registre, dans son rapport mensuel au comité paritaire et sur le bulletin de paie.

5) Par gain effectif on entend, dans le cas de l'employé rémunéré sur une base de temps, le taux de salaire payé à l'employé plus tous les rajustements et augmentations dûs en vertu d'ententes entre l'employé et l'employeur ou autrement, même s'il est supérieur au taux horaire minimal prévu à l'échelle de salaires fixée. Ce terme ne comprend pas cependant les montants additionnels mentionnés aux paragraphes 1, 2, 3, du présent article VIII-A, ni le montant mentionné au paragraphe *a*) de l'article XI.

Dans le cas de l'employé rémunéré à la pièce, le terme « gain effectif » signifie le salaire gagné à la pièce suivant le système de l'employeur plus tous les rajustements et augmentations en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret de modification, en vertu d'ententes entre l'employé et l'employeur ou autrement, même s'il est supérieur au taux minimal prévu à l'échelle de salaires fixée. Ce terme ne comprend pas cependant les montants additionnels mentionnés aux paragraphes 1, 2, 3, du présent article VIII-A, ni le montant mentionné au paragraphe *a*) de l'article XI.

6) Tous les taux à la pièce doivent être déterminés de façon que, pour chaque période de trois (3) mois de travail commençant le 1er janvier de chaque année, la moyenne des gains horaires du groupe des salariés de l'emploi visé qui ont un (1) an et plus d'expérience dans cet emploi, soit d'au moins dix pour cent (10%) de plus que le taux horaire minimal prévu pour les employés. À défaut pour le groupe de gagner le dix pour cent (10%) prévu ci-dessus, l'employeur doit ajuster le ou les taux à la pièce visés pour que la clause ci-dessus soit respectée.

7) Incorporation et refonte des taux aux pièces et horaires:

Tous les employeurs devront procéder à la refonte des taux aux pièces par l'intégration du montant additionnel de $0.60 qui sera en vigueur le 1er mai 1972. Les nouveaux taux aux pièces obtenus à la suite de cette intégration seront mis en vigueur en même temps pour chaque établissement pas plus tard que le 1er décembre 1972.

L'employeur devra faire exécuter les opérations de refonte suivant les formules prescrites et fournies par le comité paritaire de l'Industrie du Gant de Cuir et envoyer à ce dernier les copies de ses calculs aux fins de vérification au moins quarante-cinq (45) jours avant la mise en vigueur de l'incorporation de la refonte. Le

(4) Payment of the aforesaid amounts shall be clearly indicated on each employee's earnings statement, on the point committee's monthly reports and in the employer's records.

(5) "*Regular earnings*" mean in the case of employees paid on a time basis, wage rate paid to employees plus all adjustments and increases agreed between employer and employee or otherwise, even though the rates being higher than the scale of minimum hourly rates with the exception of the additional amounts mentioned at subsections 1, 2, 3, of section VIII-A and the amount mentioned at subsection (*a*) of section XI.

In the case of employees paid on a piece-rate basis, the wages earned under the employer's piece-rate system, plus all adjustments and increases agreed between employer and employee or otherwise, even though the rates being higher than the scale of minimum hourly rates. However, it does not include the additional amounts mentioned at subsections 1, 2, 3 of section VIII-A and the amount mentioned at subsection (*a*) of section XI.

(6) All piece rates must be set in a way that, for each three-month period of work starting January 1st of each year, the hourly average earnings of the employees, group having one year or more of experience in such concerned occupation, must be at least ten per cent (10%) higher than the minimum hourly rate stipulated for the said employees. In the event of the group not earning the aforesaid ten per cent (10%), the employer will have to adjust the piece rate or rates of such occupation accordingly.

(7) Hourly and piece-rate incorporation and recast:

All employers will have to recast their piece-rates by integrating the additional amount of $0.60 in force as of May 1st 1972. By so doing, the new piece-rates obtained will become into force for all employers together, not later than December 1st 1972.

Recasting by the employers will have to be made on special forms supplied by the Joint Committee of the Leather Glove Industry, and, copy of each recast will have to be mailed to the said Committee for verification at least forty-five (45) days before the application of said recast. The recasted piece-rates will have to be in

montant additionnel refondu devra être en rapport direct avec ce qu'il représente en regard de la moyenne des gains horaires aux pièces d'une section pour la période d'avril, mai et juin 1972. Aux fins du présent article, une section signifie:

a) un employé aux pièces effectuant une ou plusieurs opérations distinctes;

b) deux (2) ou plusieurs employés qui effectuent la même opération et qui reçoivent le même taux aux pièces pour telle opération. Dans le cas des employés rémunérés à l'heure, le gain effectif de même que le montant additionnel de $0.60 qui sera en vigueur le 1er mai 1972 seront intégrés à compter du 1er décembre 1972. »

9° L'article X est remplacé par le suivant:

« X. *Dispositions particulières régissant le travail à domicile:*

a) Tout travail à domicile est prohibé sauf ce qui est prévu ci-dessous.

b) Le terme « travail à domicile » signifie tout travail soumis au champ d'application industriel du présent décret, exécuté à l'extérieur de ou des ateliers de l'employeur professionnel.

c) Le terme « travailleur à domicile » désigne toute personne qui exécute du travail soumis au champ d'application industriel du présent décret, à l'extérieur de ou des ateliers de l'employeur professionnel.

d) La couture des gants « cousus-main » (hand-sewn) est permise en tout temps à domicile et n'est pas soumise aux dispositions du présent article X autres que celles des paragraphes suivants: *k*), *m*), *n*), *o*), *p*), *q*), *r*), *t*), *w*), *x*), *y*).

e) En tout temps, jusqu'au 1er novembre 1972, le travail à domicile est autorisé sous réserve de toutes les conditions et restrictions prévues au présent article relativement aux opérations suivantes:

1. le tirage et le nouage des fils;
2. l'assemblage et la pose des fourchettes aux gants semi-piqués;
3. la couture des doublures spéciales en imitation de fourrure pour les mitaines d'auto-neige.

f) Sous réserve de toutes les conditions et restrictions prévues au présent article X, le travail à domicile sera permis durant les mois d'août, septembre, octobre et novembre de l'année 1971 et durant les mois de septembre, octobre et novembre de l'année 1972.

g) Par dérogation au paragraphe « *f* » ci-dessus, un employeur professionnel peut choisir un ou des mois différents n'excédant pas quatre (4) en 1971 et n'excédant pas trois (3) en 1972 pour l'exécution de travail à domicile, pourvu qu'il en avise le comité paritaire dans les quatre-vingt-dix (90) jours après l'entrée en vigueur du présent décret de modification.

h) Dans le cas des paragraphes *e*), *f*), *g*) du présent article, le dressage, le taillage et l'examen des gants et mitaines ou parties de gants et de mitaines ne doivent pas être faits à domicile.

i) Dans aucun cas il ne doit y avoir de travail à domicile si celui-ci a pour effet de priver les employés travaillant dans l'atelier de leur travail ou de leur gain.

L'employeur ne doit pas faire exécuter du travail à domicile ni du travail par des entrepreneurs tant et aussi

direct relation with the hourly average earnings of a section during April, May and June 1972 priod. For the purpose of the present definitions a section means:

(*a*) A piece-rate paid employee performing one or many operations.

(*b*) Two or more piece-rate paid employees performing the same operation and paid the same piece-rate for the same operation.

In the case of hourly paid employees, the regular earnings and the additonal amount of $0.60 in force as of May 1st 1972 will have to be integrated as of December 1st 1972."

"X. *Special provisions governing home work:*

(*a*) Home work is prohibited except as hereinafter mentioned;

(*b*) "Home work" means any work governed by the industrial jurisdiction of the present decree and produced outside the factory or factories of the professional employer.

(*c*) "Home worker" means any person performs work governed by the industrial jurisdiction of the present decree, outside the factory or factories of the professional employer.

(*d*) Hand sewing of gloves is permitted at all time notwithstanding the provisions of the present section X except for the following subsections: (*k*), (*m*), (*n*), (*o*), (*p*), (*q*), (*r*), (*t*), (*w*), (*x*), (*y*).

(*e*) At any time, until November 1, 1972, home work is permitted notwithstanding conditions and restrictions provided for in the present section respecting the following operations:

1. pulling and tieing threads;
2. assembling and putting on fourchettes on gloves half-P. K.
3. sewing fur imitation special linings used in snowmobile mitts.

(*f*) Notwithstanding conditions and restrictions of the present section X, home work shall be permitted during the months of August, September, October and November 1971 and during the months of September, October and November 1972.

(*g*) Notwithstanding the provisions of the above subsection (*f*), any professional employer may choose different months not to exceed four (4) in 1971 and three (3) in 1972 for the carrying out of home work provided that he gives notice thereof to the Joint Committee within ninety (20) days following the coming into force of the present decree of amendment.

(*h*) Gloves, mitts or parts thereof cannot be cut, examined or blocked at home regardless of subsections (*e*), (*f*), (*g*) of the present section.

In no case shall home work be instituted in such a way as to deprive factory employees of their job or earnings.

No employer shall have work done by home workers or by contractors as long as his factory staff is not

longtemps que les employés de l'atelier n'effectuent pas leur semaine normale.

j) Le nombre total des travailleurs à domicile ne doit pas excéder le nombre total des employés permanents régis par le présent décret et qui travaillent à temps plein pour l'employeur professionnel dans son ou ses ateliers.

k) Tout employeur professionnel qui fait exécuter du travail à domicile doit tenir une comptabilité et des registres distincts concernant les employés travaillant à domicile. Ces documents doivent être tenus à la disposition du comité paritaire ou de son inspecteur.

l) L'employeur professionnel doit payer aux travailleurs à domicile le même taux à la pièce qui est payé dans son atelier, nonobstant les articles VIII-B et VIII-C. Il est entendu, de plus que tout nouveau taux à la pièce payable à domicile doit être fixé au préalable dans l'atelier, selon l'article XII.

m) Seul l'employeur professionnel peut donner ou faire exécuter du travail à domicile. Au préalable, il doit s'enregistrer au comité paritaire chargé d'assurer l'observance du présent décret et obtenir une autorisation à cette fin, sauf dans le cas des gants cousus-mains (hand-sewn).

n) Tout employeur professionnel qui fait exécuter du travail à domicile doit soumettre au comité paritaire de l'industrie du gant de cuir un rapport mensuel indiquant la date à laquelle ce travail a commencé. Ce rapport doit contenir le nombre d'employés qui travaillent en atelier et le nombre d'employés qui travaillent à domicile.

o) De même, ce rapport doit contenir la liste des noms et adresses de toutes les personnes auxquelles tel travail à domicile est donné durant la période couverte par le rapport, la nature, la quantité du travail, les taux à la pièce applicables, ainsi que toutes les autres informations que le comité paritaire jugera utiles à la bonne administration du décret.

p) Tout employeur professionnel qui donne du travail à domicile, doit tenir un registre indiquant la raison sociale et l'adresse de l'établissement, la liste des noms, prénoms, adresses et numéros d'assistance sociale des travailleurs à domicile qui exécutent du travail pour l'employeur professionnel.

q) Lors de la livraison du travail achevé, une mention est portée au registre mentionné au paragraphe « *p* » ci-haut, indiquant:

1. la date de la livraison;
2. Le montant brut dû à l'employé;
3. le montant net payé au travailleur.

Ces informations doivent être incluses au rapport mensuel.

r) *Bulletin de paie:* L'employeur professionnel doit fournir aux travailleurs à domicile un bulletin de paie contenant les mentions suivantes:

1. le nom de l'employeur;
2. les nom et prénom du salarié;
3. la quantité de travail;
4. le prix à la pièce;
5. la date de livraison;
6. le salaire brut;
7. les déductions faites;
8. le salaire net;

employed full time.

(*j*) The total number of home workers shall not exceed the total number of regular employees governed by the present decree working full time for the professional employer in his factory or factories.

(*k*) Any professional employer who has home work performed shall keep separate accounts and records for home workers. Such accounts and records shall be available to the Joint Committee or its inspector.

(*l*) Notwithstanding sections VIII-B and VIII-C, professional employers shall pay to home workers the same piece rates as are paid in his factory, It is understood that every new piece rate payable for home workers shall be determined beforehand in the shop, as set forth in section XII.

(*m*) Only the professional employer may give out home work or have work done at home. He must first register with and seek authorization from the Joint Committee entrusted with ensuring the observance of this decree except in the case of hand-sewn gloves.

(*n*) Every professional employer who has home work performed shall submit a monthly report to the Joint Committee of the Leather Glove Industry, stating when such homework was begun. The report shall also indicate the number of employees working in the factory and the number of employees doing home work.

(*o*) Moreover, the report shall give: the names and addresses of all persons to whom such home work was given out during the reporting period; the type and quantity of the work; the applicable piece-work rates; all other information the Joint Committee may deem useful for the decree's proper enforcement.

(*p*) Every professional employe who gives out home work shall record: the firm name and address; the list of given names, family names, address and social insurance number of home workers who perform work for the professional employer.

(*q*) When the finished work is delivered, an entry shall be made in the abovementioned record subsection (*p*) that will indicate:

1. the delivery date;
2. gross amount due to the employee;
3. net amount paid to the home worker.

This information shall be included in the monthly report.

(*r*) Earnings statement: The professional employer shall provide home workers with an earnings statement listing:

1. the employer's name;
2. the employee's given and family name (s);
3. the quantity of work;
4. the rate per piece;
5. the delivery date;
6. gross earnings;
7. deductions made;
8. net earnings;

9. le montant net payé;

10. le montant des compensations en regard des paragraphes *t*), *u*) et *v*).

s) Il est interdit à tout employeur professionnel de louer une machine à des travailleurs à domicile.

t) Tous les employés exécutant la couture des gants cousus-main (hand-sewn), à domicile, doivent recevoir chaque semaine un montant égal à quatre pour cent (4%) de leur salaire, en compensation de leurs vacances, congés statutaires et sécurité sociale.

u) Si l'employeur professionnel fournit la machine pour la confection du travail à domicile, tous les employés travaillant sur une telle machine, à domicile, doivent recevoir chaque semaine un montant égal à vingt pour cent (20%) de leur salaire, en compensation de leurs vacances, congés statutaires et sécurité sociale.

v) Les travailleurs à domicile qui exécutent du travail sur une machine leur appartenant, doivent recevoir chaque semaine un montant égal à vingt-cinq pour cent (25%) de leur salaire, en compensation de leurs vacances, congés statutaires et sécurité sociale.

w) Tous les frais de transport occasionnés par le travail à domicile sont à la charge de l'employeur professionnel.

x) *Dossier d'employé:* Tous les employeurs doivent remettre au comité paritaire une carte-fiche pour chaque exécutant à domicile une ou plusieurs opérations assujetties au décret en y indiquant l'expérience et les autres renseignements concernant l'employé, tel que le requiert la loi, sous la signature conjointe de l'employeur et de l'employé. Ces cartes sont fournies par le comité paritaire. Ces cartes émises pour chaque employé travaillant à domicile doivent être reçues au bureau dudit comité paritaire dans les cinq (5) jours suivant la date de l'embauche dudit employé.

y) Tout employeur qui donne du travail qui tombe dans le champ d'application du présent décret pour être exécuté à l'extérieur ou à l'intérieur de son ou ses ateliers à des entrepreneurs, sous-traitants, manufacturiers ou autres personnes, doit transmettre au comité paritaire, le jour même où le travail est donné, le nom et l'adresse des personnes mentionnées ci-dessus. »

10° Le paragraphe *a*) de l'article XI est remplacé par le suivant:

« *a*) *Sécurité sociale:* Tous les employés, à l'exception des employés travaillant à domicile et des apprentis durant leur première période de trois (3) mois d'apprentissage, doivent recevoir chaque semaine, une rémunération égale à 2.75% du total de leurs salaires respectifs à titre de sécurité sociale. »

11° À l'article XII, le paragraphe *e*) est remplacé par le suivant:

« *e*) Tout employé qui est affecté temporairement à la demande de l'employeur à un emploi autre que son emploi habituel, doit recevoir le plus élevé des deux taux suivants, soit le taux horaire minimal pour l'emploi auquel il a été muté, soit son taux horaire normal pour son emploi habituel. Cependant, un employé qui accepte temporairement un emploi dont le taux de rémunération est inférieur parce qu'il n'y a plus de travail dans son emploi habituel, est payé au taux de l'emploi dont le taux de rémunération est inférieur à

9. take-home pay;

0 amount of compensations as per subsections (*t*), (*u*), (*v*).

(*s*) Professional employers are forbidden to rent machines to home workers.

(*t*) All employees sewing gloves by hand at home shall be paid a weekly amount equal to four per cent (4%) of their wages to compensate for vacations, general holidays and social security.

(*u*) If the professional employer supplies a machine for the carrying out of home work, all employees working an such machine shall receive a weekly amount equal to twenty per cent (20%) of their wages to compensate for vacations, general holidays and social security.

(*v*) Home workers working on their own machines shall receive a weekly amount equal to twenty-five per cent (25%) of their wages to compensate for vacations, general holidays and social.

(*w*) The professional employer shall pay all travelling expenses incurred by home work.

(*x*) *Employee's record card:* All employers must furnish the Parity Committee with an employee record card for each employee performing at home one or more operations governed by the decree on forms to be provided by the said Parity Committee giving thereon the experience and other informations concerning the said employee, as required by the Act, the whole to be certified by the signature of both employer and employee. The record card for each employee working at home must be filed in the office of the said Parity Committee not later than five (5) days following the date of hiring of the said employee."

(*y*) Any employer giving work falling under the jurisdiction of the decree, whether inside or outside his premises to contractors, jobbers, manufacturers or any other persons, must on the same day that the work is given, file with the Joint Committee he names and addresses of such person.

10. Subsection (*a*) of section XI is replace by the following:

"(*a*) *Social security:* All employees, except home workers and apprentices during their first three-month period of apprenticeship, shall receive every week a sum of money equivalent to two point seventy-five per cent (2.75%) of the total of their wages in lieu of social security benefits."

11. Subsection (*e*) of section XII is replaced by the following:

"(*e*) Any employee temporarily requested by the employer to perform an occupation other than his own occupation shall reveive the rate which is higher, that is either the rate provided for the new occupation or his regular rate of wages. However, the employee who accepts a temporarily receded occupation on account of a lack of work shall be remunerated at the rate of the receded occupation from the first day he has been receded."

compter de la fin de la journée durant laquelle il a été ainsi régradé. »

À l'article XII, le paragraphe *f*) suivant est ajouté:

"*f*) Tout employé qui est rétrogradé à un emploi dont le taux de rémunération est inférieur doit être rémunéré selon le taux de cet emploi sous réserve de toutes autres conditions imposées par le présent décret. »

12° À l'article XV, l'année « 1969 » est changée pour l'année « 1972 ».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

40794-o

The following subsection (*f*) is added to section XII:

(*f*) Any employee receded to a lower rate occupation must be paid according to such lower occupation notwithstanding provisions of the present decree."

12. In section XV, the date "1969" is replaced by the year "1972".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

40794-o

Divers
Compagnie

Corporation de l'Hôpital des Monts

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 juin 1971, il a approuvé les règlements numéros 1 et 2*a* de la « Corporation de l'Hôpital des Monts », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40801-o 1565-68

Miscellaneous
Company

Corporation de l'Hôpital des Monts

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 17, 1971, pursuant to section 6 of Order in Council number 288, adopted January 31, 1969, he approved by-laws numbers 1 and 2*a* of the "Corporation de l'Hôpital des Monts".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40801 1565-68

Liquidation — Loi de la

Téléphone de Ste-Françoise

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Téléphone de Ste-Françoise », tenue à Ste-Françoise, le 26 novembre 1969, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Jean-Marie Tousignant et Lucien Guillemette ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40734-o 3691-43

Syndicat industriel St-Raymond

(*Loi des syndicats coopératifs*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Syndicat industriel St-Raymond », tenue à St-Raymond, dans le district électoral de Portneuf, le 25 août 1970, il a été résolu que les affaires de cette coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Magella Bédard, Lucien Duplain et Henri LaRue ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40757-o

Winding Up Act

Téléphone de Ste-Françoise

Notice is given that at a special general meeting of the shareholders of "Téléphone de Ste-Françoise", held at Ste-Françoise, on November 26, 1969, it has been resolved that the affairs of the company be liquidated and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act and that MM. Jean-Marie Tousignant and Lucien Guillemette have been named liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40734 3691-43

Syndicat industriel St-Raymond

(*Cooperative Syndicates Act*)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "Syndicat industriel St-Raymond" held at St. Raymond in the electoral district of Portneuf, on August 25, 1970, a resolution was passed that the affairs of the company be wound-up and that it be liquidated, pursuant to the provisions of the Québec Cooperative Syndicates Act and the Winding-up Act, and that Messrs. Magella Bédard, Lucien Duplain and Henri LaRue be named liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40757

La Compagnie de Téléphone de Sainte-Clotilde, Beauce

Avis est donné que « La Compagnie de Téléphone de Sainte-Clotilde, Beauce », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 12 mai 1 49, avec siège social à Sainte-Clotilde, Beauce, a été dissoute le 18 août 1970, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40788-o 3981-49

La Compagnie de Téléphone de Sainte-Clotilde, Beauce

Notice is given that "La Compagnie de Téléphone de Sainte-Clotilde, Beauce", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated May 12, 1949, with head office at St. Clotilde, Beauce, was wound-up on August 18, 1970, under the Winding-up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40788 3981-49

La Compagnie Téléphonique de St-Sylvère

Avis est donné que « La Compagnie Téléphonique de St-Sylvère », constituée en vertu de la Loi des compagnies de télégraphe et de téléphone, chapitre 286, Statuts refondus, 1964, le 25 avril 1921, avec siège social à St-Sylvère, a été dissoute le 9 juin 1970, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40789-o 721-21

La Compagnie Téléphonique de St-Sylvère

Notice is given that "La Compagnie Téléphonique de St-Sylvère", incorporated under the Telegraph and Telephone Companies Act, Chapter 286, Revised Statutes, 1964, dated April 25, 1921, with its head office at St-Sylvère, was dissolved on June 9, 1970, pursuant to the Winding-up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40789 721-21

Société coopérative agricole

Société coopérative agricole du Haut du 4ème Rang

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que la « Société coopérative agricole du Haut du 4ème Rang », dont le siège social était situé à St-David, dans le district électoral d'Yamaska, a été dissoute le 11 juin 1971, et ce conformément à la Loi des sociétés coopératives agricoles et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40758-o

Cooperative Agricultural Association

Société coopérative agricole du Haut du 4ème Rang

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that the "Société coopérative agricole du Haut du 4ème Rang", the head office of which was situated at St. David, in the electoral district of Yamaska, has been wound-up on June 11, 1971, and such, pursuant to the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives.

40758

Compagnies étrangères *Permis*

Auto Match of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Auto Match of Canada Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les as ignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Louis Dorion de Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 80, rue Saint-Pierre, bureau 18, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40708 48-71

Extra-Provincial Companies *Licensed*

Auto Match of Canada Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Auto Match of Canada Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Louis Dorion of Québec.

The principal office of the company in the Province is at 80 St-Pierre Street, Suite 18, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40708-o 48-71

D.A.B. Industries Overseas, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « D.A.B. Industries Overseas, Inc. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Neil F. Phillips, c.r., de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 930, 1 PlaceVille Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40708 35-71

Dueck Enterprises Limited

Avis est donné que, le 31e jour de mai 1971, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé un nouveau permis à « Power Machinery Limited », l'autorisant à exercer des affaires dans la province de Québec, sous son nouveau nom « Dueck Enterprises Limited », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, statuts refondus, 1964, chapitre 282.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est M. Cyril Patrick Martin, bureau 750, 1 place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est au bureau 750, 1, Place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40708 69-67

Northern Geophysical Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Northern Geophysical Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Thomas H. Buck de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 750, Édifice de la Banque Royale, 1, Place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40708 40-71

Reid, Crowther (Eastern) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Reid, Crowther (Eastern) Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. James G. Wright, a/s de Messieurs Martineau, Walker et *al*, 3400, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal.

D.A.B. Industries Overseas, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "D.A.B. Industries Overseas, Inc." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Neil F. Phillips, q.c., of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Room 930, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40708-o 35-71

Dueck Enterprises Limited

Notice is given that, on 31st day of May 1971, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Power Machinery Limited", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "Dueck Enterprises Limited", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Cyril Patrick Martin, of Room 750, 1 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Room 750, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40708-o 69-67

Northern Geophysical Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act "Northern Geophysical Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Thomas H. Buck, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 750, The Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

40708-o 40-71

Reid, Crowther (Eastern) Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act "Reid, Crowther (Eastern) Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. James G. Wright, c/o Messrs. Martineau, Walker and *al*, 3400 Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 2050, rue Mansfield, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40708 43-71

Standard Hospital Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Standard Hospital Supply Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Neil F. Phillips, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 930, 1 Place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40708 44-71

The principal office of the company in the Province is at 2050 Mansfield Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40708-o 43-71

Standard Hospital Supply Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act "Standard Hospital Supply Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Neil F. Phillips, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at suite 930, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40708-o 44-71

Syndicats professionnels

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Châteauguay

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 8 juin 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Châteauguay », avec siège social situé à Ste-Clothilde, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40790-o 21-71

Le Syndicat des Employés de Garages Saguenay-Lac St-Jean

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 juin 1971, il a autorisé le changement de nom de « Le Syndicat National des Ateliers Mécaniques et Garages de Chicoutimi », dont la constitution a été autorisée le 5 novembre 1948, avec siège social à Chicoutimi, en celui de « Le Syndicat des Employés de Garages Saguenay-Lac St-Jean », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40764-o 2621-48

Professional Syndicates

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Châteauguay

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that on June 8, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the formation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Châteauguay", with head office situated at St. Clothilde, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40790 21-71

Le Syndicat des Employés de Garages Saguenay-Lac St-Jean

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 3, 1971, he authorized the change of name of "Le Syndicat National des Ateliers Mécaniques et Garages de Chicoutimi", the incorporation of which, was authorized on November 5, 1948, with head office in Chicoutimi, to that of "Le Syndicat des Employés de Garages Saguenay-Lac St-Jean", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, revised Statutes, 1964, chapter 146.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40764 2621-48

Syndicat des Enseignants de la Région de la Mitis

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 28 mai 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Enseignants de la Région de la Mitis », avec siège social situé à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40765-o 24-71

Syndicat des Enseignants de la Région de la Mitis

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that on May 28, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Enseignants de la Région de la Mitis", with its head office situated at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40765 24-71

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Labelle

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 juin 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Labelle », avec siège social situé à Ste-Anne du Lac, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

40791-o 27-71

Association des Camionneurs Artisans du Comté de Labelle

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that on June 14, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the formation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Labelle", with head office situated at St. Anne du Lac, judicial district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

40791 27-71

Avis d'annulation de lettres patentes

Lettres Patent Notice of annulment

La société Saint-Jean-Baptiste féminine de Granby

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à « La société Saint-Jean-Baptiste féminine de Granby », constituée en corporation sous l'autorité de la Loi des clubs de récréation le ou vers le 17 septembre 1951;

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1968 à 1970 inclusivement.

b) et qu'en conséquence, faute par elle d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la Loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte de ladite compagnie en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708-o 2315-51

La société Saint-Jean-Baptiste féminine de Granby

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice of "La société Saint-Jean-Baptiste féminine de Granby", incorporated under the Amusement Clubs Act on or around September 17, 1951;

(*a*) that it has failed to file the return required by section 4 of the Companies Information Act (chapter 273) for the years 1968 to 1970 inclusively;

(*b*) and that, the club having failed to file the said return or the said years, as required by the Act and pay the dues within the sixty days following the publication of the said notice, the Minister intends to annul the charter of the said company, pursuant to sections 24 and 25 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708 2315-51

Cinconcinne Fish and Game Club

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis à la compagnie « Cinconcinne Fish and Game Club », constituée en vertu de la Loi des clubs de chasse et de pêche, le 20e jour de septembre 1923;

a) qu'elle a omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (chapitre 273) pour les années 1932 à 1970 inclusivement;

b) et que, le club n'ayant pas fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, le ministre entend procéder à l'annulation de la charte dudit club en vertu des articles 24 et 25 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

40708 9-23

Cinconcinne Fish and Game Club

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice to "Cinconcinne Fish and Game Club", incorporated under the Fish and Game Club Act on the 20th day of September 1923;

a) that it has failed to file the return required by section 4 of the Companies Information Act (chapter 273) for the years 1932 to 1970 inclusively;

(*b*) and that, in default of filing the said return for the said years as it is prescribed by law and of paying the required fee in the 60 days following the publishing of the said notice, he intends to annul the charter of the said club according to sections 24 and 25 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

40708-o 9-23

Ministère des Richesses naturelles

Avis de révocation de concessions minières

Avis est présentement donné, conformément aux articles 202, 204 et 205 de la Loi des mines (Chapitre 34 des Lois de 1965, première session, et amendements) permettant au ministre des Richesses naturelles de révoquer toute concession minière pour défaut de paiement de la taxe annuelle de $1 l'acre prévue à l'article 119 de ladite loi, que les concessions minières ci-dessous décrites seront révoquées en faveur de la couronne si, quatre-vingt-dix (90) jours après la dernière publication du présent avis, la taxe due et les frais de publication n'ont pas été payés:

Department of Natural Resources

Notice of Revocation of Mining Concessions

Notice is hereby given, pursuant to sections 202, 204 and 205 of the Mining Act (Chapter 34 of the Statutes of 1965, first Session, and modifications) enabling the Minister of Natural Resources to revoke any mining concession for failure to pay the annual tax of $1 per acre provided for in section 119 of the said Act, that the hereunder mining concessions will be revoked in favor ef the Crown if, ninety (90) days after the last publication of the present notice, the tax due and the cost of publication have not been paid:

District électoral Electoral district	Canton ou paroisse Township or Parish	Numéro de la concession Conc. number	Lot ou bloc Lot or Block	Sup. acres Area in acres	Date de la conc. Date of conc.	Date lettres patentes Date of letters patent
Abitibi-Est–East	Bourlamaque.	300	Blocs – Blocks 49, 50, 51	100	27–5–38	22–11–41
Abitibi-Est–East	Dubuisson	276	Blocs – Blocks E, F, G, H, I, J. K, L, M, N, A du rang-of Range IX	598.6	26–6–35	29– 4–36
Abitibi-Est–East	Dubuisson	337	Blocs – Blocks T, U	65.6	16–1–46	5– 1–48
Abitibi-Est–East	Dubuisson	355	Bloc – Block 5	50.2	31–7–47	5– 1–58
Abitibi-Est–East	Dubuisson	392	Lots 33, 34, 35 et ptie sud lot 36, rang VIII — lots 33, 34, 35 and South part of lot 36, Range VIII	133.2	31–8–51	—
Abitibi-Est–East	Malartic	128	Lots 42 et–and 43, rang–Range V	100	29–9–19	3– 8–23
Abitibi-Ouest–West	Desmeloizes	446	Demie nord lot 26, rang II — North half part lot 26, Range II	53.8	15–8–58	—
Dubuc	Bourget	129	Demie sud lots 44 et 45, rang I — South half part lots 44 and 45, Range I	125	13–11–19	2–12–26
Labelle	Clyde	476	Demie nord lot 8, rang « D » — North half part lot 8, Range "D"	56.2	23–5–61	12– 3–62
Labelle	Lynch	396	Lot 27, rang — Range IV	105.43	22–3–52	4– 5–57

District électoral Electoral district	Canton ou paroisse Township or Parish	Numéro de la concession Conc. number	Lot ou bloc Lot or Block	Sup. acres Area in acres	Date du la conc. Date of conc.	Date lettres patentes Date of letters Patent
Portneuf	Montauban	374	Partie sud-ouest lots 39, 40, 41 et ptie du lot 42 (Premier rang Price) — Southwest part of lots 39, 40, 41 and part of lot 42 (Range I Price)	467.23	5-7-49	—
	Paroisse St-Ubald Parish.	374	Partie nord-est lot 311 à 326 et coin du lot 327, rang I;— Northeast part of lots 311 to 326 and corner of 327, Range I			
Rouyn-Noranda	Beauchastel	P. 261	Partie est du bloc 157, les blocs H, J, U, V partie nord Bloc M, partie sud-est bloc O — East part block 157, blocks, H, J, U, V, North part block M, Southeast part block O	686	11-7-32	18- 8-32
Rouyn-Noranda	Beauchastel	P. 271	Partie sud blocs M, S et R — South part blocs M, S and R	321	26-9-34	19- 3-35
Rouyn-Noranda	Beauchastel	P. 293	Partie nord des blocs 18 et 19 — South part of blocks 18 and 19	153	29-10-37	16- 8-38
Témiscamingue	Gaboury	511	Lots 49-50, 51 rang - Range III	300	8-6-64	—

Québec, le 31 mai 1971.

Le sous-ministre,
P.-E. AUGER.

40766-26-2-o

Québec, May 31, 1971.

P.-E. AUGER,
Deputy Minister.

40766-26-2-o

Avis de révocation de droits miniers

Conformément aux articles 206*b*, 207 et 208 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chap. 34) permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les droits de mine compris dans les concessions de terre faites dans un canton avant le 24 juillet 1880, lorsqu'aucune exploitation ou exploration minière n'y a été faite par le propriétaire ou pour son compte durant les dix années précédant la date de la première publication des présentes, avis est donné aux propriétaires de droits de mine des terrains ci-après mentionnés, qu'après un délai de 90 jours de la dernière publication des présentes, le ministre des Richesses naturelles en recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation quant aux droits miniers:

District électoral de Brome

Canton de Bolton:

Rang sept (VII): Partie du lot douze (12) de l'arpentage primitif, correspondant à une partie du lot de cadastre numéro 733 et aux lots 733-1, 733-2, 733-3, 733-4, 733-5 et 734;

Rang huit (VIII): La demie ouest du lot douze (12), correspondant au lot de cadastre neuf cent soixante (960).

District électoral de Compton

Canton de Lingwick:

Rang dix (X): Le lot vingt-trois-B (23-B).

Notice of revocation of mining rights

In conformity with sections 206*b*, 207 and 208 of the Mining Act (S.Q. 1965, chapter 34) allowing the Lieutenant-Governor in Council to revoke the mining rights included in any concession of land made in any township before the 24th of July 1880, when no mining operations or explorations have been made there by the owner or on his behalf during the ten years preceding the date of the first publication of this notice, notice is given to the owners of mining rights in the lands mentioned hereafter that 90 days after the last publication of these presents, the Minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revocation respecting mining rights:

Electoral District of Brome

Township of Bolton:

Range seven (VII): Part of lot twelve (12) of the original land-surveying, corresponding to a part of cadastral lot number 733 and lots 733-1, 733-2, 733-3, 733-4, 733-5 and 734;

Range eight (VIII): The west half of lot twelve (12), corresponding to cadastral lot nine nundred and sixty (1960).

Electoral District of Compton

Township of Lingwick:

Range Ten (X): Lot twenty-three-B (23-B).

District électoral de Mégantic

Rang treize (13): Le lot treize (13) de l'arpentage primitif, correspondant aux lots de cadastres 13-A, 13-B et 13-C;

Rang quinze (15): La demie sud-ouest du lot quinze (15), ou le lot de cadastre 15-A;

La demie sud-est de la demie nord-est du lot quinze (15) ou le lot de cadastre 15-B;

La demie nord-ouest de la demie sud-ouest du lot dix-neuf (19) de la demie nord-ouest du lot de cadastre 19-A;

La demie nord-est du lot dix-neuf (19) ou le lot de cadastre 19-B.

Québec, le 3 juin 1971.

Le sous-ministre,
P.-E. AUGER.

40766-26-2-o

Electoral District of Mégantic

Range thirteen (13): Lot thirteen (13) of the original land-surveying, corresponding to cadastral lots 13-A, 13-B and 13-C;

Range fifteen (15): The southwest half of lot fifteen (15) or cadastral lot 15-A;

The southeast half of the northeast half of lot fifteen (15) or cadastral lot 15-B;

The northwest half of the southwest half of lot nineteen (19) of the northwest half of cadastral lot 19-A;

The northeast half of lot nineteen (19) or cadastral lot 19-B.

Québec, June 3, 1971.

P.-E. AUGER,
Deputy Minister.

40766-26-2-o

Soumissions — Demandes de

Ville d'Anjou
Comté de Lafontaine

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léonce Maltais, greffier, jusqu'à 4 heures 30 de l'après-midi, Hôtel de ville, 6695, avenue Merriam, Ville d'Anjou, comté de Lafontaine, P.Q., et par après jusqu'à 5 heures 30 de l'après-midi, Centre d'Achat d'Anjou, 6830, Joseph Renaud, Ville d'Anjou, comté de Lafontaine, P.Q., mercredi, le 14 juillet 1971, pour l'achat de $1,856,000 d'obligations de la ville d'Anjou, comté de Lafontaine, datées du 1er août 1971 et remboursables en série du 1er août 1972 au 1er août 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1971.

Tableau d'amortissement — $1,856,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1972	$144,000
1er août 1973	154,000
1er août 1974	163,000
1er août 1975	176,000
1er août 1976	186,000
1er août 1977	197,000
1er août 1978	209,000
1er août 1979	223,000
1er août 1980	242,000
1er août 1981	22,000
1er août 1982	10,000
1er août 1983	10,000
1er août 1984	11,000

Tenders — Requests for

Town of Anjou
County of Lafontaine

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Léonce Maltais, Clerk of the Court, until 4:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 6695 Merriam Avenue, town of Anjou, county of Lafontaine, P.Q., and after until 5:30 o'clock p.m., at the Anjou Shopping Centre, 6830 Joseph Renaud, town of Anjou, county of Lafontaine, P.Q., on Wednesday, July 14, 1971, for the purchase of a bond issue of $1,856,000 for the town of Anjou, county of Lafontaine, dated August 1, 1971 and redeemable serially from August 1, 1972 to August 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated from August 1, 1971.

Redemption table — $1,856,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1972	$144,000
August 1, 1973	154,000
August 1, 1974	163,000
August 1, 1975	176,000
August 1, 1976	186,000
August 1, 1977	197,000
August 1, 1978	209,000
August 1, 1979	223,000
August 1, 1980	242,000
August 1, 1981	22,000
August 1, 1982	10,000
August 1, 1983	10,000
August 1, 1984	11,000

1er août 1985	$12,000
1er août 1986	13,000
1er août 1987	14,000
1er août 1988	16,000
1er août 1989	17,000
1er août 1990	18,000
1er août 1991	19,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $19,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er août 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Anjou.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $19,000 et seul cet excédent sera rachetables par anticipation, au pair, le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La Ville d'Anjou s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er août 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 123 — $75,500 — renouvellement d'emprunt; 149 — $88,000 — renouvellement d'emprunt; 152 — $31,000 — renouvellement d'emprunt; 153 — $29,500 — renouvellement d'emprunt; 154 — $17,500 — renouvellement d'emprunt; 155 — $73,500 — renouvellement d'emprunt; 159 — $64,500 — renouvellement d'emprunt; 160 — $70,500 — renouvellement

August 1, 1985	$12,000
August 1, 1986	13,000
August 1, 1987	14,000
August 1, 1988	16,000
August 1, 1989	17,000
August 1, 1990	18,000
August 1, 1991	19,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $19,000, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of August 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, with the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Anjou.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partially as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $19,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation at par on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Anjou agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following August 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 123 — $75,500 — loan renewal; 149 — $88,000 — loan renewal; 152 — $31,000 — loan renewal; 153 — $29,500 — loan renewal; 154 — $17,500 — loan renewal; 155 — $73,500 — loan renewal — 159 — $64,500 — loan renewal; 160 — $70,500 — loan renewal; 162 — $47,500 — loan renewal; 163 — $1,000 — loan renewal; 164 — $24,500 — loan renewal; 165 —

d'emprunt; 162 — $47,500 — renouvellement d'emprunt; 163 — $1,000 — renouvellement d'emprunt; 164 — $24,500 — renouvellement d'emprunt; 165 — $337,200 — renouvellement d'emprunt; 166 — $102,500 — renouvellement d'emprunt; 170 — $18,000 — renouvellement d'emprunt; 171 — $18,000 — renouvellement; 176 — $20,000 — renouvellement d'emprunt; 177 — $16,000 — renouvellement d'emprunt; 179 — $55,000 — renouvellement d'emprunt; 182 — $2,300 — renouvellement d'emprunt; 183 — $59,500 — renouvellement d'emprunt; 186 — $74,500 — renouvellement d'emprunt; 187 — $332,000 — renouvellement d'emprunt; 890 (890-A) — $3,500 — frais de refinancement; 894 — $93,500 — frais de refinancement; 895 — $201,000 — travaux au chalet municipal.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 14 juillet 1971, à 5 heures 30 de l'après-midi, Centre d'Achat d'Anjou, 6830, Joseph Renaud, Ville d'Anjou, comté de Lafontaine, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Anjou (Comté de Lafontaine), ce 17 juin 1971.

Le greffier,
LÉONCE MALTAIS.

Hôtel de ville, 6695, ave Merriam,
Ville d'Anjou, (Lafontaine), P.Q.
Téléphone: 352-4440, code 514. 40792-o

$337,200 — loan renewal; 166 — $102,500 — loan renewal; 170 — $18,000 — Loan renewal; 171 — $18,000 — loan renewal; 176 — $20,000 — loan renewal 177 — $16,000 — loan renewal; 179 — $55,000 — loan renewal; 182 — $2,300 — loan renewal; 183 — $59,500 — loan renewal; 186 — $74,500 — loan renewal; 187 — $332,000 — loan renewal; 890 (890-A) — $3,500 — refinancing costs; 894 — $93,500 — refinancing costs; 895 — $201,000 — works carried out at the municipal chalet.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, July 14, 1971, at 5.30 p.m., at the Anjou Shopping Centre, 6830 Joseph Renaud, Town of Anjou, County of Lafontaine, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Anjou, (County of Lafontaine), June 17, 1971.

LÉONCE MALTAIS,
Clerk of the Court.

Town Hall, 6695 Merriam Avenue,
Town of Anjou, (Lafontaine), P.Q.
Telephone: 352-4440, code 514. 40792

Ville de Pierrefonds
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gabriel Legault, greffier, Hôtel de ville, 11072 ouest, Boulevard Gouin, Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 12 heures (midi), lundi, le 12 juillet 1971, pour l'achat de $897,000 d'obligations de la ville de Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, datées du 1er août 1971 et remboursables en série du 1er août 1972 au 1er août 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1971.

Tableau d'amortissement — $897,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1972	$ 17,000
1er août 1973	18,000
1er août 1974	20,000
1er août 1975	21,000
1er août 1976	23,000
1er août 1977	26,000
1er août 1978	29,000

Town of Pierrefonds
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Gabriel Legault, Town Clerk, at the Town Hall, 11072 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, County of Robert Baldwin, P.Q., until 12:00 o'clock (noon), l Monday, July 12, 1971, for the purchase of a bond issue of $897,000 for the town of Pierrefonds, County of Robert Baldwin, dated August 1, 1971, and redeemable serially from August 1, 1972 to August 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as of August 1, 1971.

Redemption table — $897,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1972	$ 17,000
August 1, 1973	18,000
August 1, 1974	20,000
August 1, 1975	21,000
August 1, 1976	23,000
August 1, 1977	26,000
August 1, 1978	29,000

1er août 1979	$31,000
1er août 1980	33,000
1er août 1981	36,000
1er août 1982	40,000
1er août 1983	44,000
1er août 1984	46,000
1er août 1985	53,000
1er août 1986	56,000
1er août 1987	61,000
1er août 1988	67,000
1er août 1989	72,000
1er août 1990	80,000
1er août 1991	124,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $5,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er août 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformémemt à la loi.

L'échéance du 1er août 1991 au montant de $124,000 comprend un solde de $38,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er août 1992	$3,000
1er août 1993	3,000
1er août 1994	3,000
1er août 1995	3,000
1er août 1996	4,000
1er août 1997	4,000
1er août 1998	4,000
1er août 1999	4,000
1er août 2000	5,000
1er août 2001	5,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pierrefonds.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

August 1, 1979	$31,000
August 1, 1980	33,000
August 1, 1981	36,000
August 1, 1982	40,000
August 1, 1983	44,000
August 1, 1984	46,000
August 1, 1985	53,000
August 1, 1986	56,000
August 1, 1987	61,000
August 1, 1988	67,000
August 1, 1989	73,000
August 1, 1990	80,000
August 1, 1991	124,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten-years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $5,000, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemptions appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of August 1, 2001 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, with the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of August 1, 1991 in the amount of $124,000 covers a balance of $38,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
1er août 1992	$3,000
1er août 1993	3,000
1er août 1994	3,000
1er août 1995	3,000
1er août 1996	4,000
1er août 1997	4,000
1er août 1998	4,000
1er août 1999	4,000
1er août 2000	5,000
1er août 2001	5,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pierrefonds.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the bank in Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $124,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Pierrefonds s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er août 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudication de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 365 (384) (365-1) — $60,000 —aqueduc, égouts; 467 — $22,000 — divers travaux; 513 — $10,000 — voirie, etc.; 539 — $15,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 543 — $85,000 — voirie; 552 — $60,000 — aqueduc, égouts; 560 — $30,000 — aqueduc, égouts, voirie; 566 — $28,000 — voirie; 569 — $45,000 — aqueduc, égouts, voirie; 570 — $80,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 575 — $287,000 — aqueduc, égouts, voirie; 578 — $25,000 — éclairages; 587 — $25,000 — aqueduc, égouts, voirie; 590 — $125,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes publiquement en comité à 12 heures (midi), lundi, le 12 juillet 1971, à l'Hôtel de ville, 11072 ouest, Boulevard Gouin, Pierrefonds, comté de Robert Baldwin, P.Q., et elles seront prises en considération à une séance du conseil, qui sera tenue à 8 heures du soir, le même jour, à l'adresse précécente.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pierrefonds (Comté de Robert Baldwin), ce 18 juin 1971.

Le greffier,
GABRIEL LEGAULT.

Hôtel de ville, 11072 ouest, Boulevard Gouin,
Pierrefonds, (Robert Baldwin), P.Q.,
Téléphone: 684-4480, code 514. 40800-o

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partially as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $124,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the tables of redemptions appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Pierrefonds agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after August 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 365 (384) (365-1) — $60,000 — aqueduct, sewers; 467 — $22,000 — various works; 513 — $10,000 — roads, etc.; 539 — $15,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 543 — $85,000 — roads; 552 — $60,000 — aqueduct, sewers; 560 — $30,000 — aqueduct, sewers, roads; 566 — $28,000 — roads; 569 — $45,000 — aqueduct, sewers, roads; 570 — $80,000 — aqueduct sewers, roads, etc.; 575 — $287,000 — aqueduct, sewers, roads; 578 — $25,000 — lighting; 587 — $25,000 — aqueduct, sewers, roads; 590 — $125,000 — aqueduct sewers, roads.

Tenders shall be opened publicly at a meeting of the committee at noon, on Monday, July 12, 1971 at the Town Hall, 11072 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, Robert Baldwin County, P.Q., and they shall be considered at a meeting of the council, to be held at 8:00 o'clock p.m., on the same day, at the preceding address.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pierrefonds, (Robert Baldwin County), June 18, 1971.

GABRIEL LEGAULT,
Town Clerk.

Town Hall, 11072 Gouin Boulevard West,
Pierrefonds, (Robert Baldwin), P.Q.
Telephone: 684-4480, code 514. 40800

Ville de Greenfield Park
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. R. Dumas, greffier, Hôtel de ville, 156, Boulevard Churchill, Greenfield Park, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 4 heures de l'après-midi, mardi, le 13 juillet 1971, pour l'achat de $382,500 d'obligations de la ville de Greenfield Park, comté de Chambly, datées du 1er août 1971 et remboursables en série du 1er août 1972 au 1er août 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir

Town of Greenfield Park
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J. R. Dumas, Town Clerk, at the Town Hall, 156 Churchill Boulevard, Greenfield Park, County of Chambly, P.Q., until 4:00 o'clock, in the afternoon of Tuesday, July 13, 1971, for the purchase of a bond issue of $382,500 for the Town of Greenfield Park, County of Chambly, dated August 1, 1971 and redeemable serially from August 1, 1972 to August 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or

un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1971.

Tableau d'amortissement — $382,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1972	$21,000
1er août 1973	23,000
1er août 1974	24,000
1er août 1975	25,500
1er août 1976	27,000
1er août 1977	28,500
1er août 1978	30,500
1er août 1979	32,500
1er août 1980	34,500
1er août 1981	36,500
1er août 1982	6,500
1er août 1983	7,000
1er août 1984	7,500
1er août 1985	8,500
1er août 1986	9,000
1er août 1987	10,000
1er août 1988	11,000
1er août 1989	12,000
1er août 1990	13,500
1er août 1991	14,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $14,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er août 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Greenfield Park.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme

several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1971.

Redemption table — $382,500 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1972	$21,000
August 1, 1973	23,000
August 1, 1974	24,000
August 1, 1975	25,500
August 1, 1976	27,000
August 1, 1977	28,500
August 1, 1978	30,500
August 1, 1979	32,500
August 1, 1980	34,500
August 1, 1981	36,500
August 1, 1982	6,500
August 1, 1983	7,000
August 1, 1984	7,500
August 1, 1985	8,500
August 1, 1986	9,000
August 1, 1987	10,000
August 1, 1988	11,000
August 1, 1989	12,000
August 1, 1990	13,500
August 1, 1991	14,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteen year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $14,500, and if greater than the latter amount, the said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of August 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms with the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Greenfield Park.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, except if they are issued partially as 20-year

fixe 20 ans pour un montant supérieur à $14,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Greenfield Park s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er août 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 213 — $40,000 — renouvellement d'emprunt; 218 — $10,000 — renouvellement d'emprunt; 229 — $192,500 — renouvellement d'emprunt; 364 — $140,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 13 juillet 1971, à 4 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 156, Boulevard Churchill, Greenfield Park, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Greenfield Park (Comté de Chambly), ce 21 juin 1971.

Le greffier,
J. R. DUMAS.

Hôtel de ville, 156, Boulevard Churchill,
Greenfield Park, (Chambly), P.Q.
Téléphone: 671-5955, code 514. 40810-o

fixed-term bonds for an amount greater than $14,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Greenfield Park agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days following August 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 213 — $40,000 — loan renewal; 218 — $10,000 — loan renewal; 229 — $192,500 — loan renewal; 364 — $140,000 — aqueduct, sewers, roads.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, July 13, 1971, at 4:00 o'clock in the afternoon, at the Town Hall, 156 Churchill Boulevard, Greenfield Park, County of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Greenfield Park (County of Chambly), June 21, 1971.

J. R. DUMAS,
Town Clerk.

Town Hall, 156 Churchill Boulevard,
Greenfield Park, (Chambly) P.Q.
Telephone: 671-5955, code 514. 40810

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Delisle

Comté de Lac St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Benoit Maltais, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Saint-Coeur-de-Marie, case postale 99 Bureau Delisle, comté de Lac Saint-Jean, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 13 juillet 1971, pour l'achat de $101,500 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Delisle, comté de Lac Saint-Jean, datées du 1er août 1971 et remboursables en série du 1er août 1972 au 1er août 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1971.

Tableau d'amortissement — $101,500 — 10 ans

Année	*Capital*
1er août 1972	$ 8,000
1er août 1973	8,500

The School Commissioners for the Municipality of Delisle

County of Lake St. John

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Benoit Maltais, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, Saint-Coeur-de-Marie, Post Office Box 99 Bureau Delisle, County of Lake St. John, Québec, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, July 13, 1971, for the purchase of a bond issue of $101,500 for the School Commissioners of the Municipality of Delisle, County of Lake St. John, dated August 1, 1971 and redeemable serially from August 1, 1972 to August 1, 1981 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as of August 1, 1971.

Redemption Table — $101,500 — 10 years

Year	*Capital*
August 1, 1972	$ 8,000
August 1, 1973	8,500

1er août 1974	$ 8,500
1er août 1975	9,000
1er août 1976	9,500
1er août 1977	10,000
1er août 1978	11,000
1er août 1979	11,500
1er août 1980	12,000
1er août 1981	13,500

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Delisle, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Delisle s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er août 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions datées du 23 mai 1961 — $96,000 — renouvellement d'emprunt; 6 avril 1971 — $5,500 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 13 juillet 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, case postale 99 Bureau Delisle, Saint-Coeur-de-Marie, comté de Lac Saint-Jean, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Coeur-de-Marie (Comté de Lac Saint-Jean), ce 21 juin 1971.

Le secrétaire-trésorier,
BENOIT MALTAIS.

Hôtel de ville, C. P. 99 Bureau Delisle,
St-Coeur-de-Marie (Lac St-Jean), P.Q.
Téléphone: 347-3082, code 418. 40811-o

August 1, 1974	$ 8,500
August 1, 1975	9,000
August 1, 1976	9,500
August 1, 1977	10,000
August 1, 1978	11,000
August 1, 1979	11,500
August 1, 1980	12,000
August 1, 1981	13,500

The School Commissioners of the Municipality of Delisle, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (17 Eliz. II, Bill 64, assented to 5th July 1968), shall request the Minister of Education to deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, out of the grants to be awarded annually by him to the said school corportaion, sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and the renewal thereof, if required.

Please note that tenders are called for bonds redeemable as per the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Alma.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The School Commissioners of the Municipality of Delisle agree not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days following August 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under the resolutions dated May 23, 1961 — $96,000 — loan renewal; April 6, 1971 — $5,500 — refinancing cost.

Tenders shall be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held Tuesday, July 13, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Post Office Box 99 Bureau Delisle, Saint-Coeur-de-Marie, County of Lake St. John, Québec.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Coeur-de-Marie (County of Lake St. John), June 21, 1971.

BENOIT MALTAIS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Post Office Box 99 Bureau Delisle,
Saint-Coeur-de-Marie, (Cty of Lake St. John), Qué.
Telephone: 347-3082, code 418. 40811

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Baldwin-Cartier

Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Michel A. Rousseau, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission, 130, Ambassador, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, jeudi, le 15 juillet 1971, pour l'achat de $257,500 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Baldwin-Cartier, comté de Robert Baldwin, datées du 1er août 1971 et remboursables en série du 1er août 1972 au 1er août 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1971.

Tableau d'amortissement — $257,500 — 10 ans

Année	*Capital*
1er août 1972	$20,500
1er août 1973	21,500
1er août 1974	23,500
1er août 1975	24,500
1er août 1976	26,000
1er août 1977	28,000
1er août 1978	29,500
1er août 1979	31,000
1er août 1980	34,500
1er août 1981	18,500

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Baldwin-Cartier, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

The School Commissioners for the municipality of Baldwin-Cartier

County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Michel A. Rousseau, Secretary-Treasurer, Office of the Board, 130 Ambassador, Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, Québec, until 7:30 o'clock p.m., Thursday, July 15, 1971, for the purchase of a bond issue of $257,500 for the School Commissioners of the Municipality of Baldwin-Cartier, county of Robert Baldwin, dated August 1, 1971 and redeemable serially from August 1, 1972 to August 1, 1981 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as of August 1, 1971.

Redemption Table — $257,500 — 10 years

Year	*Capital*
August 1, 1972	$20,500
August 1, 1973	21,500
August 1, 1974	23,500
August 1, 1975	24,500
August 1, 1976	26,000
August 1, 1977	28,000
August 1, 1978	29,500
August 1, 1979	31,000
August 1, 1980	34,500
August 1, 1981	18,500

The School Commissioners of the Municipality of Baldwin-Cartier, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (17 Eliz. II, Bill 64, assented to 5th July 1968) shall request the Minister of Education to deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, out of the grants to be awarded annually by him to the said school corporation, sum sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and the renewal thereof, if required.

Please note that tenders are called for bonds redeemable as per the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Baldwin-Cartier s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er août 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution datée du 2 mars 1961 — $112,000 — renouvellement d'emprunt; 4 août 1960 — $129,000 — renouvellement d'emprunt; 8 mars 1971 — $9,000 — frais de refinancement; 5 avril 1971 — $7,500 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, jeudi, le 15 juillet 1971, à 7.30 heures du soir, Bureau de la commission, 130, Ambassador, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire (Comté de Robert Baldwin), ce 18 juin 1971.

Le secrétaire-trésorier,
MICHEL A. ROUSSEAU.

Bureau de la Commission, 130, Ambassador,
Pointe-Claire, (Robert Baldwin), P.Q.
Téléphone: 697-6320, code 514. 40795-o

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The School Commissioners for the Municipality of Baldwin-Cartier agree not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days following August 1, 1971, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued under the resolutions dated March 2, 1961 — $112,000 — loan renewal; August 4, 1960 — $129,000 — loan renewal; March 8, 1971 — $9,000 — refinancing costs; April 5, 1971 — $7,500 — refinancing costs.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held Thursday, July 15, 1971, at 7:30 o'clock p.m., at the Office of the Board, 130 Ambassador, Pointe-Claire, County of Robert Baldwin, Québec.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Claire (County of Robert-Baldwin), June 18, 1971.

MICHEL A. ROUSSEAU,
Secretary-Treasurer.

Office of the Board, 130 Ambassador,
Pointe-Claire, (Robert Baldwin), P.Q.
Telephone: 697-6320, code 514. 40795

Vente par licitation

Cour Supérieure — District de Montréal

No 800-759. { JEAN-PIERRE TURCOTTE, comptable, de la ville de Montréal, district de Montréal de la souche Henri Turcotte, demandeur, *vs* J. TÉLESPHORE TURCOTTE & *AL.*, défendeurs.

Conformément au jugement de l'honorable Jean-Paul Bergeron, de la Cour Supérieure du district de Montréal, en date du 27e jour de novembre 1970, ordonnant la licitation des immeubles ci-après décrits:

« Un emplacement connu et désigné comme subdivision quatre-vingt-seize du lot originaire mille deux cent onze (1211-96) du cadastre du Quartier St-Jacques de la ville de Montréal avec les bâtisses dessus érigées, portant les numéros trois mille huit cent (3800) à trois mille huit cent quatre (3804) de la rue Parc Lafontaine et neuf cent soixante-quinze (975) à neuf cent quatre-vingt-cinq (985) rue Roy. »

Pour être vendu « à la folle enchère » en conformité d'un jugement rendu par l'honorable Juge B. de L. Bourgeois en date du 30 avril 1971, au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1971 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 18 juin 1971. 40799-o

Sale of Licitation

Superior Court — District of Montreal

No. 800-759. { JEAN-PIERRE TURCOTTE, accountant, of the city of Montreal, district of Montreal, from the family of Henri Turcotte, plaintiff; *vs* J. TÉLESPHORE TURCOTTE & *AL.*, defendants.

Pursuant to a judgment of the Honourable Jean-Paul Bergeron, of the Superior Court for the district of Montreal, dated of 27th day of November, 1970, ordering the licitation of the hereinafter described immovables:

"An emplacement known and designated as being subdivision ninety-six of the original lot one thousand two hundred and eleven (1211-96) on the cadastre for St-Jacques Ward in the city of Montreal, with the buildings thereon erected and bearing civic number three thousand eight hundred (3800) to three thousand eight hundred and four (3804) of Parc Lafontaine Street and nine hundred and seventy-five (975) to nine hundred and eighty-five (985) Roy Street."

To be resold "for False Bidding" in conformity with the judgment rendered by Mr. Justice B. de L. Bourgeois, dated April 30th 1971, at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the City of Montreal, the TWENTY-NINTH day of JULY 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, June 18, 1971. 40799

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Fieri Facias

Canada — Province of Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 15,960. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique ayant son siège social à Québec, demanderesse, *vs* LUCIEN TRUDEL, cultivateur, résidant à 54, Grande-Côte ouest, Lanoraie, comté de Berthier, autrefois de Clerval, comté d'Abitibi-Ouest, défendeur.

« Le lot numéro vingt-sept du Rang trois (27-3) du canton de La Reine, tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton, avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances; distraction faite d'un emplacement mesurant cent soixante-quinze pieds de profondeur sur deux cent quarante et un pieds de largeur (175′ x 241′) à la partie sud-est dudit lot, ledit emplacement étant borné au nord et à l'ouest par la balance dudit lot, au sud par le chemin public et à l'est par le lot vingt-huit dudit Rang trois; ainsi que

le lot numéro vingt-six du Rand deux (26/2) du canton de La Reine, tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton, avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances.

la partie sud-est du lot numéro vingt-sept du Rang trois (27 ptie s.e., Rg. 3), étant un emplacement mesurant cent soixante-quinze pieds sur deux cent quarante et un pieds de largeur (175′ x 224′) bornée au nord et à l'ouest par la balance dudit lot vingt-sept, au sud par le chemin public et à l'est par le lot vingt-huit dudit rang trois; et

les lots numéros vingt-huit du rang trois et vingt-sept du Rang deux (28/3 et 27/2), tous ces lots et emplacements étant situés dans le canton de La Reine tels que décrits au cadastre officiel pour ledit canton, le tout avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement au Palais de Justice d'Amos, le ONZIÈME jour d'AOÛT 1971 à QUATORZE heures.

Le shérif,
LAVAL GOULET.

Bureau du Shérif,
Amos, le 17 juin 1971.

40802-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District of Abitibi

Superior Court, No. 15,960. { THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic, having its head office in Québec, judicial district of Québec, plaintiff, *vs* LUCIEN TRUDEL, farmer, residing at 54 Grande Côte West, Lanoraie, Berthier County, formerly of Clerval, County of Abitibi West, defendant.

« Lot number twenty-seven of Range three (27-3) of the township of La Reine, as described on the official cadastre of the said township, with buildings and other constructions erected thereon, circumstances and dependencies; exception made of an emplacement measuring one hundred and seventy-five feet in depth by two hundred and forty-one feet in width (175′ x 241′) on the southeastern part of the said lot, the said emplacement being bounded on the north and west by the balance of the said lot, on the south by the public highway and on the east by lot twenty-eight of the said Range three; also

lot number twenty-six of Range number two (26/2) of the township of La Reine, as described on the official cadastre of the said township, with buildings and other constructions erected thereon, circumstances and dependencies.

the southeastern part of lot number twenty-seven of Range three (27 part s.e., Rg 3), being an emplacement measuring one hundred and seventy-five feet by two hundred and forty-one feet in width (175′ x 241′) bounded on the north and west by the balance of the said lot twenty-seven, on the south by the public highway and on the east by lot twenty-eight of the said Range three, and

lots numbers twenty-eight of Range three and twenty-seven of Range two (28/3 and 27/2), all these lots and emplacements being situated in the township of La Reine as described on the official cadastre of the said township, the whole with buildings and other constructions erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the registry office at the Court House of Amos, on the ELEVENTH day of AUGUST, 1971 at TWO o'clock in the afternoon.

LAVAL GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, June 17, 1971.

40802

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 802-172. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse; *vs* DAME LISE LEBEAU-GAGNON, épouse contractuellement séparée de biens de Pierre Gagnon, résidant et domiciliée au numéro 7902 rue Robert à Ville LaSalle, district judiciaire de Montréal, & EDCO CONSTRUCTION CO. LTD., défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur la rue Anita en la Cité de LaSalle, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-sept subdivision officielle du lot originaire numéro mille six (1006-87) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine.

Avec circonstances, dépendances et toutes les bâtisses dessus construites, nommément une maison portant les numéros civiques 7644 et 7646 de ladite rue Anita à Ville de LaSalle.

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Sujet à une servitude mutuelle et réciproque de droit de vue tant en faveur que sur et contre l'immeuble présentement décrit que sur et contre et en faveur de l'immeuble érigé sur le lot 1006-86 dudit cadastre, tel qu'établie aux termes d'un acte de servitude.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la Ville de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 3 juin 1971. 40796-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 801-327. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* JOSEPH WILLIAM THOMPSON, résidant et domicilié au numéro 252 Willow Place à Pincourt et maintenant de lieux inconnus, et Dame IERENE CROW THOMPSON, et CONSOLIDATED BUILDINGS CORP. LTD. défendeurs.

« Un emplacement donnant sur Willow Tree Place, dans la ville de Pincourt, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent cinquante-neuf de la subdivision du lot original numéro cent soixante-quatorze (174-359) au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-l'Ile-Perrot, division d'enregistrement de Vaudreuil, mesurant cinquante pieds et quatre-vingt-douze centièmes de pied (50.92′) en front sur Willow Tree Place, à l'arrière cent sept pieds et quatre-vingt-dix-sept centièmes de pied (107.97′) au nord-est; sur une pro-

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 802-172. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, corporation legally incorporated having its principal place of business in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff; *vs* DAME LISE LEBEAU-GAGNON, wife contractually separate as to property of Pierre Gagnon, residing and domiciled at No. 7902 Robert Street, City of LaSalle, judicial district of Montreal, & EDCO CONSTRUCTION CO. LTD., defendants.

"An emplacement fronting on Anita Street, in the City of LaSalle, known and designated as being lot No. eighty-seven, official subdivision of original lot No. one thousand and six (1006-87) on the official plan and book of reference of the Parish of Lachine.

With circumstances, dependencies and all the buildings built thereon, namely a house bearing civic numbers 7644 and 7646 of the said Anita Street in the City of LaSalle.

With all servitudes active and passive, apparent and occult attached to the said immoveable.

Subject to a servitude mutual and reciprocal right of lights in favour of and against the immoveable property now being described as well as in favour of and against the immoveable property built on lot 1006-86 of the said cadastre, as established under the terms of an act of servitude."

To be sold at the Office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the City of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of JULY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, June 3, 1971. 40796

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 801-327. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, corporation legally incorporated, having its principal place of business in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *versus* JOSEPH WILLIAM THOMPSON, residing and domiciled at number 252 Willow Place, at Pincourt and now of unknown whereabouts, and Dame IERENE CROW THOMPSON, and CONSOLIDATED BUILDINGS CORP. LTD., defendants.

"An emplacement fronting on Willow Tree Place, in the town of Pincourt, known and designated as being the lot number three hundred and fifty-nine of the subdivision of the original lot number one hundred and seventy-four (174-359) on the official cadastre of the parish of Ste. Jeanne de l'Ile Perrot, registration division of Vaudreuil, measuring fifty feet and ninety-two hundredths of a foot (50.92′) in front of Willow Tree Place, at the rear one hundred seven feet and ninety-seven hundredths of a foot (107-97′) in the northeast;

fondeur de cent dix-neuf pieds et vingt-sept centièmes de pied (119.27′) au nord-ouest et cent six pieds et soixante-six centièmes de pied (106.66′) au sud-est.

Toutes les mesures citées plus haut sont des mesures anglaises et plus ou moins.

Avec la bâtisse y érigée portant le numéro 252 Willow Tree Place, Pincourt, Ile Perrot.

Tel que le tout existe présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou non-apparentes qui se rattachent à ladite propriété. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil, 20, du Boisvert, Vaudreuil, Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 18 juin 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
40797

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 800-265. SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, demanderesse, *vs* Dame LUCILLE LAFLAMME-LEPAGE, du 194 rue Dunant, à Ste-Rose de Laval, épouse judiciairement séparée de bien suivant jugement de la Cour Supérieure du district de Montréal, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Dunant (Ste-Rose), dans la municipalité de la ville de Laval, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quarante-huit (148) de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante-huit (58)–(58-148) au cadastre de la paroisse Ste-Rose, division d'enregistrement de Laval, de forme irrégulière, borné en front vers le nord par la rue Dunant, (lot No. 58-143), d'un côté vers le nord-est et l'est par la rue Roseval (lot No 58-147), en arrière vers le sud, par le lot No 58-146. Mesurant en front dans sa ligne nord des distances de trente-cinq pieds et soixante et onze centièmes de pied (35.71′) et trente-neuf pieds et sept dixièmes (39.7′) cette ligne nord étant une ligne brisée; d'un côté des distances de trente-neuf pieds et vingt-sept centièmes (39.27′) dans sa ligne nord-est, le long d'une ligne courbe ayant un rayon de vingt-cinq pieds (25′) et quarante pieds et quarante-deux centièmes de pied (40.42′) en ligne droite dans sa ligne est; cent pieds (100′) en arrière dans sa ligne sud, et soixante pieds (60′) de l'autre côté dans sa ligne ouest.

Avec bâtisse dessus érigée.

Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve de la part de l'emprunteur, avec notamment une servitude en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada et *al*, enregistrée à Laval le 28 janvier 1964, sous le No 196977;

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boul. Je Me Souviens, à Laval, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 14 juin 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
40798-o

by a depth of one hundred and nineteen feet and twenty-seven hundredths of a foot (119.27′) in the northwest and one hundred six feet and sixty-six hundredths of a foot (106.66′) in the southeast.

All the above measures are English measures and more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 252 Willow Tree Place, Pincourt, Ile Perrot.

As the whole now subsists with all its servitudes active and passive, apparent or non apparent attached to the said property."

To be sold at the Registry Office of the county of Vaudreuil, 20 Du Boisvert, Vaudreuil, Québec, the TWENTY-NINTH day of JULY 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, June 18, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
40797-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 800-265. CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, plaintiff, *vs* Dame LUCILLE LAFLAMME-LEPAGE, of 194 Dunant Street, in Sainte-Rose de Laval, wife legally separated as to property, pursuant to a judgement of the Superior Court of the district of Montreal, defendant.

An emplacement fronting on Dunant Street, (Ste-Rose), in the municipality of the Town of Laval, known and designated as lot number one hundred and forty-eight (148) of the official subdivision of original lot number fifty-eight (58)–(58-148) on the cadastre of the parish of Ste-Rose, Registration Division of Laval, of irregular configuration, bounded in front towards the north by Dunant Street, (lot No. 58-143), on a side towards the northeast and east by Roseval Street, (lot No. 58-147), in the rear towards the south, by lot No. 58-146. Measuring in front in its northern line lengths of thirty-five and seventy-one hundredths feet (35.71′) and thirty-nine and seven tenths feet (39.7′), this northern line being a broken line; on one side lentghs of thirty-nine and twenty-seven hundredths feet (39.27′) in its northeastern line, along a curved line having a radius of twenty-five feet (25′) and forty and forty-two hundredths feet (40.42′) in a straight line along its eastern line; one hundred feet (100′) in the rear in its southern line, and sixty feet (60′) on the other side in its western line.

With the building constructed thereon.

As the whole now exists, without exception or reserve on the part of the borrower, with in particular a servitude in favour of the Bell Telephone Company of Canada et *al*, registered at Laval, on January 28, 1964, under No. 196977.

To be sold at the Registry Office of the County of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, the TWENTY-SEVENTH day of JULY 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, June 14, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
40798

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 801-984. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse; *vs* PIERRE RODRIGUE, résidant au numéro 10384, boulevard St-Michel à Montréal, district judiciaire de Montréal, et FRANROL INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au numéro 1250, rue Villeray, à Montréal, district de Montréal, défendeurs.

« Un certain emplacement ayant front sur la rue Villeray, en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, comme étant le lot numéro soixante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-sept (No. 487-69);

Avec bâtisse dessus érigée et qui porte le numéro 1250 rue Villeray en la Cité de Montréal.

Tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la Ville de Montréal, le TRENTIÈME jour de JUILLET 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 3 juin 1971. 40803-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 801-987. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* Dame LISE LEBEAU-GAGNON, épouse contractuellement séparée de biens de Pierre Gagnon, résidant et domiciliée au numéro 7902 rue Robert à Ville LaSalle, district judiciaire de Montréal, et EDCO CONSTRUCTION CO. LTD., défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur la rue Anita en la cité de LaSalle, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-six subdivision officielle du lot originaire numéro mille six (1006-86) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine.

Avec circonstances, dépendances et toutes les bâtisses dessus construites, nommément une maison portant les numéros civiques 7640 et 7642 de ladite rue Anita, cité de LaSalle, les murs sud-est et nord-ouest étant mitoyens.

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Sujet à deux servitudes de vues mutuelles et réciproques tant en faveur que sur et contre le lot ci-haut décrit qu'en faveur et que sur et contre les emplacements portant les numéros 1006-85 et 1006-87 dudit cadastre, telles qu'établies aux termes de deux actes de servitude. »

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 801-984. { THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a corporation legally constituted, having its principal place of business in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff; *vs* PIERRE RODRIGUE, residing at number 10384 St-Michel Boulevard, in Montreal, judicial district of Montreal, and FRANROL INC., a corporation legally constituted, having its principal place of business at number 1250 Villeray Street, in Montreal, district of Montreal, defendants.

"A certain emplacement fronting on Villeray Street, in the city of Montreal, known and designated on official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, as lot number sixty-nine of the official subdivision of original lot number four hundred and eighty-seven (No. 487-69);

With the building constructed thereon and bearing number 1250 Villeray Street, in the city of Montreal.

As the whole now stands, with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said emplacement."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the THIRTIETH day of JULY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, June 3, 1971. 40803

Fieri Facia de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 801-987. { THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a corporation legally constituted and having its principal place of business in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* Dame LISE LEBEAU-GAGNON, wife contractually separated as to property of Pierre Gagnon, residing and domiciled at number 7902 Robert Street, in the town of LaSalle, judicial district of Montreal, and EDCO CONSTRUCTION CO. LTD., defendants.

"An emplacement fronting on Anita Street, in the city of LaSalle, known and designated as being lot number eighty-six, official subdivision of original lot number one thousand and six (1006-86) on official plan and book of reference of the parish of Lachine.

With the circumstances, dependencies and all the buildings constructed thereon, namely a house bearing civic numbers 7640 and 7642 of the said Anita Street, city of LaSalle, the southeast and northwest walls being common property.

With all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immoveable.

Subject to two mutual and reciprocal servitudes of view, as much in favour of or against the hereinabove described lot as in favour of or against the emplacements bearing numbers 1006-85 and 1006-87 an said cadastre, as established by the terms of two deeds of servitude."

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le TRENTIÈME jour de JUILLET 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 3 juin 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
40804-o

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the THIRTIETH day of JULY, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, June 3, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
40804

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir, Cour Provinciale, No 66-074. } PHILIPPE BOLDUC, industriel, domicilié à Val Alain, Cté Lotbinière, P.Q., *vs* LAURIN GRENIER, 59, Jacques Bédard, Lac St-Charles, P.Q.

« Le lot connu et désigné sous le numéro (1300-6) six de la subdivision du lot originaire mille trois cent du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, en la municipalité du Lac St-Charles, mesurant (80′) quatre-vingts pieds de largeur sur (90′) quatre-vingt-dix pieds de profondeur, formant une superficie de (7,200 p.c. m.a.) sept mille deux cents pieds carrés, mesure anglaise, le tout sans bâtisses, circonstances et dépendances.

Tel que le tout est actuellement, avec droit de passage à perpétuité, par tous moyens ordinaires de locomotion dans la rue de (55′) cinquante-cinq pieds de largeur; sise en front de l'immeuble décrit, étant le lot connu et désigné sous le numéro (1300-1) mille trois cent–un du cadastre officiel susdit, toute utilisation de cette rue étant par contre aux risques et périls de l'acquéreur et ayant droit.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de Québec, 3 Avenue Chauveau, Québec, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JUILLET 1971 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Bureau du Shérif,
Québec, le 22 juin 1971.

RAYMOND HAINS.
40806-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit : Provincial Court, No. 66-074. } PHILIPPE BOLDUC, industrialist, domiciled at Val Alain, County of Lotbinière, Québec, *vs* LAURIN GRENIER, 59 Jacques Bédard, Lake St. Charles, Québec.

"The lot known and designated under No. (1300-6) six of the subdivision of the original lot one thousand three hundred of the official cadastre of the Parish of St. Ambroise de la Jeune Lorette, in the Municipality of Lake St. Charles, measuring (80′) eighty feet in width by (90′) ninety feet in depth, forming a surface area of seven thousand two hundred (7,200 sq. ft. E.M.) square feet, English measure, the whole without buildings, circumstances and dependencies.

As the whole now exists, with a right of way in perpetuity by any ordinary means of locomotion in the street of fifty-five feet (55′) wide; located in front of the immoveable described, being the lot known and designated under number one thousand three hundred–one (1300-1) of the aforesaid official cadastre, any utilization of the said street being otherwise to the purchaser's own risks and that of his beneficiaries.

To be sold at the Québec Registry Office, 3 Chauveau Avenue, Québec, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of JULY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Sheriff's Office,
Québec, June 22, 1971.

Assistant Sheriff.
40806

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 71-555. } YVON LAVOIE, résidant à 3485 des Platanes, Orsainville, Québec, district de Québec, *vs* G. RAYMOND CHOUINARD, résidant à 11 rue Place Boivin, Loretteville, district de Québec.

« Les lots numéros 629-291 et 630-93 du cadastre officiel de la paroisse de Loretteville, district de Québec. »

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de Québec, 3, Avenue Chauveau, Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1971 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Bureau du Shérif,
Québec, le 22 juin 1971.

RAYMOND HAINS.
40807-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 71-555. } YVON LAVOIE, residing at 3485 des Platanes, Orsainville, Québec, district of Québec, *vs* G. RAYMOND CHOUINARD, residing at 11 Place Boivin Street, Loretteville, district of Québec.

"Lots numbers 629-291 and 630-93 of the official cadastre of the parish of Loretteville, district of Québec."

To be sold at the Québec Registry Office, 3 Chauveau Avenue, Québec, on the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Sheriff's Office,
Québec, June 22, 1971.

Assistant Sheriff.
40807

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 34-868. } SCOTT AUTOMOBILES INC., corporation légalement constituée et ayant sa place d'affaires à Scott-Jonction, comté de Dorchester, *versus* CLAUDE TREMBLAY, St-Jean-Chrysostome, comté de Lévis.

« Un morceau de terrain vacant, situé à St-Jean Chrysostome, et connu comme faisant partie du lot numéro deux cent douze (ptie 212) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean Chrysostome, comté de Lévis, mesurant cent quarante pieds (140′) de front, le long du chemin public, sur deux cent quarante pieds (240′) de profondeur, le tout mesures anglaises borné au nord au terrain de Sieur Wellie Tremblay, à l'est audit chemin public, au sud et à l'ouest au terrain restant au vendeur. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 113 rue St-Georges, Lévis, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 22 juin 1971.

40808-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 132-714. } BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corporation légalement constituée, ayant son siège social en les cité et district de Montréal, *vs* LIONEL BÉGIN, domicilié à St-Henri, comté de Lévis, district de Québec.

« Lot No 497 au livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de St-Henri, comté de Lévis, borné au nord-ouest par le rang St-Félix, au sud-ouest par le No 498, au sud-est par la ligne limitative entre cette paroisse-ci et la paroisse St-Anselme et au nord-est par le No 496 mesurant en front deux arpents une perche sur trente arpents cinq perches de profondeur, contenant en superficie soixante-quatre arpents cinq perches (64.05). »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 113 rue St-Georges, Lévis, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 22 juin 1971.

40809

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 34-868. } SCOTT AUTOMOBILES INC., corporation legally incorporated and having its place of business at Scott-Jonction, county of Dorchester, *versus* CLAUDE TREMBLAY, St. Jean Chrysostome, county of Lévis.

"A piece of vacant land, situated at St. Jean Chrysostome, and known as being part of lot number two hundred and twelve (P. 212) on the official cadastre for the Parish of St. Jean Chrysostome, County of Lévis, measuring one hundred and forty feet (140′) in front, along the public highway, by two hundred and forty feet (240′) in depth, the whole English measure, bounded on the north by the piece of land belonging to Sieur Wellie Tremblay, on the east by the said public highway, on the south and on the west by the piece of land remaining to the vendor."

To be sold at the Lévis Registry Office, 113 St. Georges Street, Lévis, on the TWENTY-NINTH day of JULY, 1971, at TEN o'clock a.m.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, June 22, 1971.

40808

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 132-714. } BANK CANADIAN NATIONAL, corporation legally incorporated, having its head office in the City and district of Montreal, *vs* LIONEL BÉGIN, domiciled at St. Henri, County of Lévis, district of Québec.

"Lot No. 497 on the book of reference of the official cadastre of the Parish of St. Henri, County of Lévis, bounded on the northwest by St. Félix Range, on the southwest by lot No. 498, on the southeast by the boundary line between this parish and the Parish of St. Anselme and on the northeast by lot No. 496, measuring in front two arpents, one perch by thirty arpents five perches in depth, having a surface area of sixty-four arpents five perches (64.05′)."

To be sold at the Lévis Registry Office, 113 St. Georges Street, Lévis, on the TWENTY-NINTH day of JULY, 1971, at TEN o'clock a.m.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, June 22, 1971.

40809-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 63 250. } INDIVIDUAL INVESTMENT CORP., un corps politique et constitué, dûment incorporé par la Loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal à 4770, avenue Kent, demandeur, *vs* ÉDOUARD LÉVIS, du district

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 63 250. } INDIVIDUAL INVESTMENT CORP. a body politic and corporate, duly incorporated by law, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal at 4770 Kent Avenue, plaintiff, *vs* ÉDOUARD LÉVIS, of the district of

de Terrebonne, et y résidant et domicilié à 11, 46e Avenue, Sainte-Thérèse de Blainville, défendeur, et LE REGISTRATEUR de Terrebonne, mis en cause.

Avis de vente

L'immeuble ci-après décrit appartenant au défendeur.

« Un emplacement situé dans la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro cinq cent trente (530-Ptie) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, mesurant ledit emplacement, quatre-vingt-dix pieds (90′) de largeur par soixante-dix pieds (70′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; et borné comme suit: en avant vers le nord, par la 46e Avenue; en arrière, au sud, par un fossé de ligne longeant l'emplacement présentement vendu et la propriété de M. A. Besnero, ou représentants, d'un côté vers l'est par la propriété de M. Robert Bellemare ou représentants et de l'autre côté, vers l'ouest par l'emplacement appartenant à M. Maurice Blouin ou représentants, avec la maison et autres constructions dessus érigées et spécialement la maison portant le numéro civique 11, 46e Avenue. Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, MERCREDI le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1971 à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
JEAN LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 17 juin 1971.
40805

Terrebonne, and therein residing and domiciled at 11, 46th Avenue, Sainte-Thérèse de Blainville, defendant and REGISTRAR of Terrebonne, mis en cause.

Notice of sale

The immovable hereinafter described belonging to the defendant.

"An emplacement situated in the parish of Sainte-Thérèse de Blainville, known and designated as being part of original lot number five hundred and thirty (Pt. 530) on official plan and book of reference for the parish of Sainte-Thérèse de Blainville, the said emplacement measuring ninety feet (90′) in width by seventy feet (70′) in depth, English measure and more or less; and bounded as follows: In front towards the north, by forty-sixth Avenue; in the rear, to the south by a ditch bordering the length of the property presently sold and the property of Mr. A. Besnero, or representatives, on one side towards the east by the property of Mr. Robert Bellemare, or representatives, and on the other side, towards the west by the emplacement belonging to Mr. Maurice Blouin, or representatives, with the house and other buildings constructed thereon and especially the house bearing civic number 11, 46th Avenue. As the whole now stands with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immovable."

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, on WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, June 17, 1971.
40805-o

Ventes pour taxes

Ville d'Otterburn Park

Avis est par la présente donné par le soussigné greffier de la ville d'Otterburn Park, que les immeubles ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville d'Otterburn Park, 472, Prince-Edward, Otterburn Park, le DOUZIÈME jour de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec les intérêts et les frais plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

Ernest R. Spiller.— Cadastre: 147, subdivisions: 58-A, 59, 60, 61, 62-1.

Eric Barker.—Cadastre: 143, subdivision: 345; cadastre: 144, subdivision: 483.

(Sceau)
40633-25-2-o

Le secrétaire-trésorier,
J.-M. POULIOT.

Sales for taxes

Town of Otterburn Park

Notice is hereby given by the undersigned, clerk of the court of Otterburn Park Town, that the immovables hereafter designated will be sold by public auction at the Otterburn Park Town Hall, 472 Prince Edward, Otterburn Park, on the TWELFTH day of JULY, 1971, at TEN o'clock a.m. to satisfy the payment of municipal and school taxes with the interest and costs plus the costs subsequently incurred, unless these taxes, interests and expenses are paid before the sale.

Ernest R. Spiller.—Cadastre: 147, subdivisions: 58-A, 59, 60, 61, 62-1.

Eric Barker.—Cadastre: 143, subdivision: 345; cadastre: 144, subdivision: 483.

(Seal)
40633-25-2

J.-M. POULIOT,
Secretary-Treasurer.

Ville de Ste-Geneviève

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que La Commission municipale du Québec, par un arrêté en date du 9 juin 1971, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1964, c. 170) de vendre les immeubles ci-dessus désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation de ville de Ste-Geneviève avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle de l'Hôtel de Ville de la ville de Ste-Geneviève, 13 rue Chauret, Ste-Geneviève, comté de Robert-Baldwin, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1971, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 31 décembre 1970, auront été payées avant le moment de la vente.

Liste des immeubles à être vendus pour non paiement des taxes avec droit de retrait.

Lakeshore Realties Ltd, a/s: Notaire Gérard Tardif, 278 Board du Lac, Pointe-Claire, P.Q.

Cadastre 152-1.— Lot de forme irrégulière, Borné vers le nord-est par le lot 5-15, vers le sud-est par le lot 152-2, vers le nord-ouest par la Rivière des Prairies, vers le sud-ouest par une partie du lot 18.

Mesurant 9 pieds de largeur par des profondeurs de 48 pieds dans la ligne nord-est, et 46 pieds dans la ligne sud-ouest et contenant 423 pieds carrés en superficie.

Cadastre 152-2.— Lot de forme rectangulaire, Borné vers le nord-est par le lot 5-16, vers le sud-est par le lot 152-3, vers le sud-ouest par une partie du lot 18, vers le nord-ouest par le lot 152-1.

Mesurant 9 pieds de largeur sur une profondeur de 60 pieds et contenant une superficie de 540 pieds carrés.

Cadastre 5-10.— Lot de forme rectangulaire borné vers le nord-est par le lot No 4, vers le sud-est par les lots 5-9, 5-6 (rue), vers le sud-ouest par le lot 5-13, vers le nord-ouest par le lot 5-11.

Mesurant 60 pieds de largeur sur une profondeur de 85 pieds et contenant 5100 pieds carrés en superficie.

Cadastre 5-11.— Lot de forme irrégulière, borné vers le nord-est par le lot No 4, vers le sud-est par le lot 5-10, vers le sud-ouest par le lot 5-12, vers le nord-ouest par la Rivière des Prairies.

Mesurant 85 pieds de largeur par des profondeurs de 105 pieds dans la ligne nord-est, 67 pieds dans la ligne sud-ouest et contenant 7310 pieds carrés en superficie.

Cadastre 5-12.— Lot de forme irrégulière, borné vers le nord-est par le lot 5-11, vers le sud-est par le lot 5-13, vers le sud-ouest par le lot 5-15, vers le nord-ouest par la Rivière des Prairies.

Mesurant 20 pieds de largeur par des profondeurs de 67 pieds dans la ligne nord-est, 62 pieds dans la ligne sud-ouest et contenant 1290 pieds en superficie.

Cadastre 5-13.— Lot de forme rectangulaire, borné vers le nord-est par le lot 5-10, vers le sud-est par le lot 5-6 (rue), vers le sud-ouest par le lot 5-16, vers le nord-ouest par le lot 5-12.

Town of Ste-Geneviève

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality, that the Québec Municipal Commission, by a decree in date of June 9, 1971, has ordered the undersigned, in conformity with the dispositions of article 54 of the Québec Municipal Commission Act (Q.R.S. 1964, c. 170) to sell the immoveables hereunder designated to satisfy to the payment of the tax arrears due to the corporation of the town of Ste-Geneviève, with interest and costs, and that in consequence, said immoveables will be sold by public auction in the Town Hall of Ste-Geneviève, 13 Chauret Street, Ste-Geneviève, county of Robert-Baldwin, WEDNESDAY the FOURTEENTH day of JULY, 1971, at TEN o'clock in the morning, daylight saving time.

However will be excluded from the sale of immoveables those on which taxes that have become due on or before December 31, 1970, will have been paid before the moment of the sale.

List of immovables to be sold for the non-payment of taxes with right of withdrawal.

Lakeshore Realties Ltd, c/o: Gérard Tardif, Notary, 278 Bord du Lac, Pointe-Claire, P.Q.

Cadastre 152-1.— A lot of an irregular configuration. Bounded on the northeast by lot 5-15, on the southeast by lot 152-2, on the northwest by Rivière des Prairies, on the southwest by a part of lot 18.

Measuring 9 feet wide by depths of 48 feet on the northeast line, and 46 feet on the southwest line and measuring 423 square feet in area.

Cadastre 152-2.— A lot of a rectangular configuration. Bounded on the northeast by lot 5-16, on the southeast by lot 152-3, on the southwest by a part of lot 18, on the northwest by lot 152-1.

Measuring 9 feet wide by a depth of 60 feet and measuring an area of 540 square feet.

Cadastre 5-10.— A lot of a rectangular configuration. Bounded on the northeast by lot No. 4, on the southeast by lots 5-9, 5-6 (street), on the southwest by lot 5-13, on the northwest by lot 5-11.

Measuring 60 feet wide by a depth of 85 feet and measuring 5100 square feet in area.

Cadastre 5-11.— A lot of an irregular configuration. Bounded on the northeast by lot No. 4, on the southeast by lot 5-10, on the southwest by lot 5-12, on the northwest by Rivière des Prairies.

Measuring 85 feet wide by depths of 105 feet on the northeast line, 67 feet on the southwest line and measuring 7310 square feet in area.

Cadastre 5-12.— A lot of an irregular configuration. Bounded on the northeast by lot 5-11, on the southeast by lot 5-13, on the southwest by lot 5-15, on the northwest by Rivière des Prairies.

Measuring 20 feet wide by depths of 67 feet on the northeast line, 62 feet on the southwest line and measuring 1290 feet in area.

Cadastre 5-13.— A lot of a rectangular configuration. Bounded on the northeast by lot 5-10, on the southeast by lot 5-6 (street), on the southwest by lot 5-16, on the northwest by lot 5-12.

Mesurant 20 pieds de largeur sur une profondeur de 60 pieds et contenant 1200 pieds 2 en superficie.

Cadastre 5-15.— Lot de forme irrégulière, borné vers le nord-est par le lot 5-12, vers le sud-est par le lot 5-16, vers le sud-ouest par le lot 152-1, vers le nord-ouest par la Rivière des Prairies.

Mesurant 70 pieds de largeur par des profondeurs de 62 pieds dans la ligne nord-est, 48 pieds dans la ligne sud-ouest et contenant 3850 pieds carrés en superficie.

Cadastre 5-16.— Lot de forme trapézoïdale, borné vers le nord-est par le lot 5-13, vers le sud-est par les lots 5-6 (rue) et 5-17, vers le sud-ouest par le lot 152-2, vers le nord-ouest par le lot 5-15.

Mesurant 60 pieds de largeur par des profondeurs de 70 pieds dans la ligne nord-ouest et 70.5 pieds dans la ligne sud-est et contenant 4215 pieds carrés en superficie.

Chillon Investment Establishment, City of Vaduz, Liechtenstein.

Cadastre 119-119.— Morceau de terrain borné en front vers le nord-ouest par cette partie ou subdivision du lot 119 au plan et livre de renvoi officiel du village de Ste-Geneviève, appartenant à Adrienne St-Pierre, par le chemin public connu sous le nom de Boulevard Gouin, par cette autre partie du lot 119 appartenant à André Chauret, par le lot 118; à l'arrière, vers le sud-est, par cette partie du lot 183 au plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Ste-Geneviève; sur un côté, vers le nord-est par cette partie du lot 120, par cette partie ou subdivision du lot 119 appartenant à Adrienne St-Pierre, par le lot 119-1 dudit cadastre et finalement par cette autre partie du lot 119 appartenant à Alfred Chauret, sur l'autre côté, vers le sud-ouest, par parties du lot 117, par un ruisseau ou fossé séparant ledit lot No 118 de cette partie du lot 119 présentement décrite et finalement par cette partie du lot 119 appartenant à André Chauret; ledit emplacement mesurant en largeur 152 pieds de front le long de sa frontière nord-ouest adjacente à cette partie ou subdivision du lot 119 appartenant à Adrienne St-Pierre, 37 pieds le long de sa frontière nord-ouest adjacente au chemin public connu comme étant le boulevard Gouin, 25 pieds le long de sa frontière nord-ouest adjacente au lot 119 appartenant à André Chauret, 80 pieds et six dixièmes de pieds le long de sa frontière nord-ouest adjacente au lot No 117; 485 pieds le long de sa frontière nord-est adjacente à cette partie du lot 119 appartenant à Adrienne St-Pierre et à Alfred Chauret et adjacente aux subdivisions 1 et 2 du lot 119; 377 pieds le long de sa frontière sud-ouest adjacente à cette partie du lot 118; et à l'arrière 407 pieds le long de la ligne de division des cadastres du village de Ste-Geneviève et de la paroisse de Ste-Geneviève le long du lot 183 de ce dernier cadastre. Ledit morceau de terrain mesurant approximativement 4 arpents en mesure anglaise, plus ou moins.

Donné à Ste-Geneviève, ce 9e jour de juin 1971.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
40677-25-2-o JEAN LAMONDE.

Measuring 20 feet wide by a depth of 60 feet and measuring 1200 feet 2 in area.

Cadastre 5-15.— A lot of an irregular configuration. Bounded on the northeast by lot 5-12, on the southeast by lot 5-16, on the southwest by lot 152-1, on the northwest by Rivière des Prairies.

Measuring 70 feet wide by depths of 62 feet on the northeast line, 48 feet on the southwest line and measuring 3850 square feet in area.

Cadastre 5-16.— A lot of trapezoidal configuration. Bounded on the northeast by lot 5-13, on the southeast by lots 5-6 (street) and 5-17, on the southwest by lot 152-2, on the northwest by lot 5-15.

Measuring 60 feet wide by depths of 70 feet on the northwest line and 70.5 feet on the southeast line and measuring 4215 square feet in area.

Chillon Investment Establishment, City of Vaduz, Liechtenstein.

Cadastre 119-119.— A strip of land bounded in front on the northwest by this part or subdivision of lot 119 on the official plan and in the book of reference of the village of St. Geneviève, belonging to Adrienne St-Pierre, by the public road known under the name of Gouin Boulevard, by this other part of lot 119 belonging to André Chauret, by lot 118; in the rear, on the southeast by this part of lot 183 on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Geneviève; on one side, on the northeast by this part of lot 120, by this part or subdivision of lot 119 belonging to Adrienne St-Pierre, by lot 119-1 of the said cadastre and finally by this other part of lot 119 belonging to Alfred Chauret; on the other side, on the southwest by parts of lot 117, by a stream or ditch separating said lot No. 118 from this part of lot 119 described at this time and finally by this part of lot 119 belonging to André Chauret; the said emplacement measuring 152 feet side in front along its northwest border adjacent to this part or subdivision of lot 119 belonging to Adrienne St-Pierre, 37 feet along its northwest border adjacent to the public road known as Gouin Boulevard, 25 feet along is northwest border adjacent to lot 119 belonging to André Chauret, 80 feet and six-tenths of a foot along its northwest border adjacent to lot No. 117; 485 feet along its northeast border adjacent to this part of lot 119 belonging to Adrienne St-Pierre and Alfred Chauret and adjacent to subdivisions 1 and 2 of lot 119; 377 feet along its southwest border adjacent to this part of lot 118; and in the rear 407 feet along the division line of the cadastres of the village of St. Geneviève and the parish of St. Geneviève along lot 183 of the latter cadastre. The said strip of land measuring about 4 arpents, English measure, more or less.

Given at Ste-Geneviève, this 9th day of June, 1971.

(Seal) JEAN LAMONDE,
40677-25-2 *Secretary-Treasurer.*

Cité de Côte Saint-Luc

Avis public est par la présente donné, que le Conseil municipal de la cité de Côte Saint-Luc, par une résolution en date du 21 juin 1971, a ordonné au soussigné, conformément à la Loi des cités et villes de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages des taxes municipale et/ ou scolaire, générale ou spéciale, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil à l'Hôtel de Ville de Côte Saint-Luc, 5490 avenue Westminster, cité de Côte Saint-Luc, le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET 1971 à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels lesdites taxes pour l'année 1971 et des années antérieures, intérêts et frais, auront été payés avant le moment de la vente.

Les immeubles ci-après décrits seront vendus, sujets au droit de retrait d'un an. Ils font tous partie du plan cadastral et du livre de renvoi de la paroisse de Montréal.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y a lieu, sujets à tous les droits acquis de la ville de Côte Saint-Luc et à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement, en monnaie légale ou par chèque visé.

City of Côte Saint-Luc

Public notice is hereby given that the City Council of the City of Côte Saint-Luc, by resolution dated the 21st of June, 1971, has ordered the undersigned, pursuant to the Cities and Towns Act, to sell the immovable properties hereinfater described for non-payment of municipal and/or school taxes, general or special, with interest and costs, and that consequently the said immovable properties shall be sold by public auction in the Council Room of the City Hall of Côte Saint-Luc, 5490 Westminster Avenue, City of Côte Saint-Luc, on the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Saving Time.

However, there shall be excluded from the sale, those immovable properties on which the said taxes, for the year 1971 and previous years, interest and costs, have been paid prior to the sale.

The immovable properties hereafter described will be sold subject to the one year right of redemption. They are all on the official plan and book of reference of the Parish of Montreal.

They shall be sold with buildings erected thereon, circumstances and dependencies if any, subject to all the acquired rights of the City of Côte Saint-Luc, and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent which may affect them.

The purchase price of said immovables shall be payable immediately, in legal currency or by certified cheque.

Numéro du compte / Account number	Nom et adresse / Name and address	Description de l'immeuble / Description of immovable	Montant des taxes / Amount of taxes
335–15	M. I. Hart, 4950 ch. Queen Mary, Suite 425, Montréal	100-2-3	$ 106.56
175–181	Adat Development Corp., c/o Mr. T. D. Zilbert, 5120 Earnscliffe Ave., Montréal	111-P. 54	157.11

Une partie du lot No 111-54 mesurant 6 pieds sur ces lignes nord-ouest et sud-est, et 75 pieds sur ces lignes sud-ouest et nord-est et ayant une superficie de 450 pieds carrés, mesures anglaises, et plus ou moins.

Elle est bornée au nord-ouest par le lot 111-Pt. 54, étant le chemin McCubbin; au sud-est par 111-54-5; au nord-est par 111-40, 111-41 et 111-42; et au sud-ouest par 111-54-9 et 111-54-8.

A part of lot No. 111-54 measuring 6 feet on its northwest and southeast lines, and 75 feet on its southwest and northeast lines, and having an area of 450 square feet, all of the above being English measure and more or less.

It is bounded to the northwest by 111-Pt. 54, being McCubbin Road; to the southeast by 111-54-5; to the northeast by 111-40, 111-41 and 111-42; and to the southwest by 111-54-9 and 111-54-8.

200–24	M. D. Urquhart, 3201, 18e Avenue, Laval ouest	88-P. 177	303.2 7/t

Une partie du lot No 88-177 mesurant 73.6 pieds au nord-ouest, 76 pieds au sud-est, et 25.6 pieds au sud-ouest, et ayant une superficie de 972.8 pieds carrés ,mesures anglaises et plus ou moins.

Elle est bornée au nord-ouest par 88-Pt. 177; au sud-est par 88-176, et au sud-ouest par 88-328.

A part of lot No. 88-177 measuring 73.6 feet in its northwest line, 76 feet in its southeast line, and 25.6 feet in its southwest line, and having an area of 972.8 square feet, all of the above being English measure and more or less.

It is bounded to the northwest by 88-Pt. 177; to the southeast by 88-176, and to the southwest by 88-328.

500–13	M. J. M. Lowe, 110 Herminston Ave., Pointe-Claire	111-P. 78	730.41

Une partie du lot No 111-78 mesurant 37.8 pieds au nord-ouest, 47.5 pieds au nord-est, 31 pieds au sud-est, et 64.3 pieds au sud-ouest et ayant une superficie de 1733 pieds carrés, mesures anglaises et plus ou moins.

Elle est bornée au nord-ouest par 111-Pt. 78, étant une partie du chemin Côte Saint-Luc, au nord-est par 111-Pt. 32, au sud-est par 111-53 et au sud-ouest par 111-Pt. 79.

A part of lot No. 111-78 measuring 37.8 feet in its northwest line, 47.5 feet in its northeast line, 31 feet in its southeast line, and 64.3 feet in its southwest line and having an area of 1733 square feet, all of the above being English measure and more or less.

It is bounded to the northwest by 111-Pt. 78, being part of Côte Saint-Luc Road, to the northeast by 111-Pt. 32, to the southeast by 111-53 and to the southwest by 111-Pt. 79.

En foi de quoi j'ai signé à Côte Saint-Luc, ce 23e jour de juin 1971.

Le greffier,
A. E KIMMEL.

40767-26-2-o

In witness whereof I have signed at Côte Saint-Luc, this 23rd day of June 1971.

A. E. KIMMEL,
City Clerk.

40767-26-2-o

INDEX No 26

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ORDERS IN COUNCIL

2193 — Commission du salaire minimum, ordonnance No 13, 1971 (*travaux publics*) ... 4930
2193 — Minimum Wage Commission, Ordinance No. 13, 1971 (*public works*) ... 4930
1999 — Oka, municipalité, comté de Deux-Montagnes « *endroit touristique* » ... 4938
1999 — Oka, municipality, County of Deux-Montagnes "*tourist area*" ... 4938
2000 — L'Islet-sur-Mer, municipalité, comté de L'Islet « *endroit touristique* » ... 4938
2000 — L'Islet-sur-Mer, municipality, County of L'Islet "*tourist area*" ... 4938
2001 — Kamouraska, village, comté de Kamouraska « *endroit touristique* » ... 4939
2001 — Kamouraska, village, County of Kamouraska "*tourist area*" ... 4939
2002 — Ste-Agathe-des-Monts, municipalité, comté de Terrebonne « *endroit touristique* » ... 4939
2002 — Ste-Agtahe-des-Monts, municipality, County of Terrebonne "*tourist area*" ... 4939
2095 — Normes de sécurité sur les chantiers de construction, *adoption d'un règlement* ... 4940
2095 — Safety standards on construction sites, *adoption of a regulation* ... 4940
2190 — Boîte de carton, province (*Modifications au décret*) ... 4951
2190 — Paper Box, Province (*Amendments to the decree*) ... 4951
2191 — Gant de cuir, province (*Modifications au décret*) ... 4965
2191 — Leather Glove, Province (*Amendments to the decree*) ... 4965

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES — COOPERATIVE ASSOCIATIONS

Association coopérative forestière de St-Egard (*Stat. ch.*) ... 4947
École plein soleil, (association coopérative) (*Formation*) ... 4947

AVIS DIVERS — MISCELLANEOUS NOTICES

Chevaliers de colomb de St-Guillaume inc., conseil St-Guillaume No 4335 (*Règl.*) ... 4941
Estate Marc Chatigny (*Benefit of inventory*) ... 4941
Knights of Columbus of St-Guillaume Inc., Council St-Guillaume No. 4335 (*By-laws*) ... 4941
Nominingue, village (*Fusion–Amalgamation*) ... 4941
Succession Marc Chatigny (*Bénéfice d'inventaire*) ... 4941

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — CHANGE OF NAME ACT

Accordés: — *Granted:*

Alexeev, Michael Nikolai ... 4944
de Repentigny, Jean-Guy ... 4944
Pappas, Paul ... 4944
Ross, Harold Hyman ... 4944

Demandes: — *Applications:*

Bachovzeff, Constantine ... 4945
Jones, Marie Janet ... 4945
Mandelkern, Hirsz ... 4945
Minette, Jean-Paul ... 4945

BILLS — BILLS

Sanctioned ... 4946
Sanctionnés ... 4946

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — SAVINGS AND CREDIT UNIONS

Caisse d'épargne et d'aide financière de Montréal et Laval (*Dissolution*) ... 4947
Caisse populaire l'Assomption, Beauce (*Mod. terr.*) ... 4947

COMMISSION — COMMISSION

Du salaire minimum — *Minimum Wage Commission*

Ord. No 13, 1971 (*Travaux publics–Public Works*) ... 4930

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES

Changement d'agent: — *Change of agent:*

Italian Economic Corporation (The) ... 4929

Permis: — *Licenses:*

Auto Match of Canada Ltd. ... 4975
D.A.B. Industries Overseas, Inc. ... 4976
Dueck Enterprises Limited ... 4976
Northern Geophysical Ltd. ... 4976
Reid, Crowther (Eastern) Ltd. ... 4976
Standard Hospital Supply Ltd ... 4977

COMPAGNIES — LOI DES / ***COMPANIES ACT***

Demandes d'abandon de charte / ***Applications for Surrender of Charter***

C.D. Distribution ltée 4919
Camp Aquehonga, Ltd. 4918
Centre de l'art et des loisirs de Shipton inc. (Le) 4918
Fédération des collèges classiques (La) 4919
Lacolle Brokerage Company, Limited (The) 4919
Lan Investment Corp. 4920
Québec Wallpaper and Paint Company 4920
St. Jérôme Development Inc. 4920
Super Contracting ltée 4919
Trichen Corp. 4919
U.I.A. Corp. 4920
Vincenzo Grocery, Inc. 4920

Dissoutes / ***Dissolved***

Charles Footwear Mfg. Co. Ltd. 4914
Corporation d'Électronique Parc (La) 4915
Corporation Financière de Montréal 4914
D.S.G. Builders Inc. 4915
Garage Fafard inc. 4915
Gibrec Investment Ltd. 4916
Louiseville Shirt Company Incorporated 4915
Montréal Financial Corporation 4914
Park Electronics Corporation 4915
Paul Bros. Foundry Limited 4915
Placements Clermont ltée (Les) 4915
Placements Gibrec ltée 4916
Ste. Anne Acceptance Corporation 4916
Standard Concrete Products Limited 4916

Divers / ***Miscellaneous***

Aqua Holdings Corporation (*Dir.*) 4924
Association de sécurité des industriels forestiers du Québec, inc. (*Nom ch.*) 4922
Association des propriétaire de St-Bruno de Montarville inc. (*Règl.*) 4921
B.A.C. Company Ltd. (*Dir.*) 4924
Bastinora Limited (*Name ch.*) 4924
Bastinora limitée (*Nom ch.*) 4924
Booster Board (Canada) Ltd. (*Nom-Name ch.*) 4924
Brite-Lite Maintenance Co. Ltd. (*Name ch.*) .. 4922
Centre de loisirs l'escapade inc. (*Règl.-By-laws*) 4925
Chartier, Moisan, Calles & associés inc. (*Dir.*). 4921
Club de curling de Chicoutimi (Le) (*Règl.-By-laws*) 4922
Club Portugal de Montréal (*Règl.-By-laws*) ... 4925
Club social d'Aylmer (*Règl.-By-laws*) 4926
Compagnie B.A.C. ltée (La) (*Dir.*) 4924
Compagnie d'entretien Brite-Lite ltée (*Nom ch.*) 4922
Corporation de l'hôpital des Monts (*Règl.-By-laws*) 4974
Éditions (Jaune) inc. (Les) (*Nom-Name ch.*) .. 4926
Electro-Mécanik inc. (*Dir.*) 4922
Établissements du gentilhomme inc. (Les) (*Règl.-By-laws*) 4921
Goulet (H.) Auto Parts Inc. (*Dir.*) 4925
Groupe Laurentien inc. (Le) (*Dir.*) 4923
Imprimerie la rive-sud limitée (L') (*Dir.*) 4921
Industries du golfe limitée (Les) (*Dir.*) 4921
Lionel Associates Ltd. (*Dir.*) 4921
Loisirs des postes de Montréal (*Règl.-By-laws*) 4923
Panex (1969) Ltd. (*Dir.*) 4924
Panex (1969) ltée (*Dir.*) 4924
Parc Belle-Rivière inc. (*Règl.-By-laws*) 4923
Pinmar Corp. (*Dir.*) 4923
Placements Ansec inc. (*Dir.*) 4924
Québec Forest Industrials Safety Association, Inc. (*Name ch.*) 4922
St. Bruno de Monarville Property Owners' Association Inc. (*By-laws*) 4921
Sivaco Wire & Nail Company (*Dir.*) 4925
Silver Distributors Inc. (*Nom-Name ch.*) 4925
Société nationale des québécois de l'Outaouais (*Nom-Name ch.*) 4923
Société St-Jean-Baptiste de l'Outaouais-Nord (La) (*Règl.-By-laws*) 4923
Westpark Parents' Community Preschool (*Règl.-By-laws*) 4922
Zaidan Corporation Ltd. (The) (*Nom-Name ch.*) 4925

Lettres patentes / ***Letters Patent***

Adiro Construction Ltd. 4875
Aircom Electronics Ltd. 4875
Ankara Importation & Exportation Inc. 4887
Art Auto Body Inc. 4875
Association de la famille Abruzzese (L') 4876
Association du personnel d'orientation du Québec inc. (L') 4898
B. R. F. Plumbing & Heating Ltd. 4876
Bootery (Downtown) Inc. (The) 4877
Bottier (Centre Ville) inc. (Le) 4877
C P Associates Limited 4877
Can-Stack Industries and Resources Ltd. 4877
Casa Bella Furniture Inc. 4878
Central Iron Works Inc. 4878
Centre de service W.D. & F. inc. 4878
Cheptel de Berthier inc. (Le) 4879
Compagnie de portefeuille du Rhône limitée (La) 4901
Compagnie Kirby de Montréal inc. (La) 4888
Corsair Mining Corporation Ltd. 4879
Cosgrove (W. J.) & associés inc. 4880
Country Music of North America Ltd. 4880
Deutek Ltd. 4880
Distributeurs T. & S. inc. (Les) 4907
Dophil Incorporated 4881
Draperies Kandym inc. (Les) 4881
Dunmat Inc. 4881
Entreprises Estgol ltée (Les) 4882
Estgol Enterprises Ltd. 4882
Foam Form Guadeloupe Limited 4882
Fontaines et étalages Magna ltée (Les) 4890
Franroc Ltd. 4883
Franroc ltée 4883
G.M. Poultry Co. Ltd. 4883
G. & R. Aircraft Corporation 4883
Gauthier Automobiles (Sept-Iles) inc. 4884

Lettres patentes *Letters Patent*
(*suite*) (*continued*)

Gem Motel Ltd. (The) 4884
Gordon's Farm Supplies Ltd. 4885
H & C Type-Art Ltd. 4885
Habitations Chamousset inc. 4886
Hashman Construction (Québec) Ltd. 4886
Hauer Snack-Bars, Inc. 4886
Immeubles Southville ltée (Les) 4905
Impact Training Systems Inc. 4887
Importation & exportation Ankara inc. 4887
Incredible Grand Trunk Funk Corporation (The) 4888
Joint Shavings Group Inc. 4888
Kirby Company of Montreal Inc. 4888
Lang Yachts Ltd. 4889
Leaders International Imports Inc. 4889
Léo Plumbing & Construction Inc. 4897
Loge-Peuple de Pointe St-Charles ltée 4889
Magna Fountains and Displays Ltd. 4890
Maison du Teck de l'Ouest de l'Isle inc. 4911
Manufacturiers d'habits Marno ltée 4890
Mapaci Inc. 4891
Marché Crépeau inc. 4891
Marno Suit Manufacturers Ltd. 4890
McGill Metro Leaseholds Ltd. 4891
Meteor Travel Agencies Inc. 4892
Mid-Québec Construction Inc. 4892
Minakakis Travel Service Inc. 4892
Mir Plastics Corp. (Québec) Ltd. 4893
Montreal Belt Inc. 4893
Montreal Distribution Centre Ltd. 4893
Mount Motosport Inc. 4894
N.D.G. Maintenance and Refuse Disposal Inc. 4894
N.E. Tech. inc. 4895
National Federation of Spiritual Healers (Québec) Inc. 4895
National Sanitation Ltd. 4895
Nettoyeur Montcalm inc. (Le) 4896
Noram Mines Limited 4896
Placements St-Marc inc. (Les) 4896
Plomberie et construction Léo inc. 4897
Polyquip Inc. 4897
Québec City Summer Stock Theatre Corporation (The) 4898
Québec Personnel and Guidance Association Inc. (The) 4898
Quemoda Inc. 4899
Rath Industries Ltd. 4899
Regoma Construction Inc. 4899
Renorev Inc. 4900
Resinex Corporation 4900
Restaurant Arpège inc. 4901
Restaurant La Promenade inc. 4901
Rhône Holding Company Limited 4901
Ron Aluminum Construction Co. Ltd. 4902
Royal Leasing Company Ltd. (The) 4902
S.L. Graphics Inc. 4902
S.L. Woody Manufacturing Inc. 4903
Shasper Industries Inc. 4903
Sherbrooke Pipe and Drainage Company Limited 4903
Ski Chamonix Inc. 4904
Smywol Corporation ltée 4904
Société financière Salabin inc. 4905
Southville Realties Ltd. 4905
Sparkoroc Industries Limited 4905
St. Hubert Fabrics Inc. 4906
Stajer Sales Inc. 4906
Steelcote Manufacturing Company of Eastern Canada Ltd. 4907
Suntime Sales & Service Inc. 4907
T. & S. Distributors Inc. 4907
Tait (H.G.) Inc. 4885
Therma-Slim International Ltd. 4908
Tissus Madeleine Briand inc. 4908
Tournées Jean Duceppe incorporée (Les) 4909
Tremblay (Jules) limitée 4909
VSL ltée 4909
Val Hughes (Canada 1971) Corporation 4910
Van Sports Inc. 4910
Wells By-Products Inc. 4910
West Island Teak House Inc. 4911
Wilmor Industries (1969) Ltd 4911
Young Buck Enterprises Limited 4911
Zeal Electric Inc. 4912

Lettres patentes supplémentaires *Letters Patent supplementary*

Brill Industries Limited 4912
Grittani (H. R.) Ltd. 4912
Industries Brill limitée (Les) 4912
Judy-Gail Garment Inc. 4913
Laboratoires Semicid ltée (Les) 4913
Photo-Chemtron Ltd. 4913
St. Louis Textiles Limited 4913
Semicid Laboratories Ltd. 4913
Sweets Brokers Inc. 4914
Tabson Textiles Ltd. 4914

Avis d'annulation de *Notice of annulment*
Lettres patentes *Letters Patent*

Cinconcinne Fish and Game Club 4979
Société St-Jean-Baptiste féminine de Granby (La) 4978

Sièges sociaux *Head Offices*

Association sportive et culturelle « The Ring » inc. (L') 4926
Chaussures Chrétien inc. 4927
Convoyeurs et machines Victory inc. 4928
Courtiers en transport de l'est ltée (Les) 4928
Corporation des technologues en chimie-biologie du Québec 4927
Démolition E.G.R. inc. 4928
Duvila Construction inc. 4927
E.G.R. Demolition Inc. 4928
Eastern Freight Forwarders Ltd. 4928
Globensky Sports Marine Inc. 4926
Institut des techniques des associations incorporée 4929
Malone Marine Agency Limited 4926
Messageries du St-Laurent inc. (Les) 4927

Sièges sociaux *Head Offices*
(suite) *(continued)*
Montmorency Diesel inc. 4929
Panex (1969) Ltd. 4929
Panex (1969) ltée 4929
Placements Ansec inc. 4928
Reno-Con ltée 4928
Rosemex Inc. 4927
Sportive and Cultural Association "The Ring" Inc. (The) 4926
Victory Conveyor & Machine Inc. 4928

Curatelle publique *Public Curatorship*
Cook, William A. S. 4930

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la *WINDING-UP ACT*
Compagnie de téléphone de Ste-Clothilde, Beauce (La) 4975
Compagnie téléphonique de St-Sylvère (La) 4975
Syndicat industriel St-Raymond 4974
Téléphone de Ste-Françoise 4974

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*
Richesses naturelles *Natural Resources*
Révocation de droits miniers 4979
Revocation of mining rights 4979

Terres et forêts *Lands and Forests*
Cadastre *Cadastre*
Ancienne Lorette, par 4916
Ancienne Lorette, par 4916
Montréal, cité-city, quartier centre–Center Ward 4917
Mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Ste-Dorothée, St-François de Sales, St-Martin, St-Vincent de Paul et Ste-Rose faisant partie de la division d'enregistrement de Laval 4918
Partial up-dating of the cadastre in the parishes of Ste-Dorothée, St-François de Sales, St-Martin, St-Vincent de Paul and St-Rose in part of the Laval registration division 4918
Pointe-Claire, par 4917
Pontchartrain, canton-township 4917
Tremblay, canton-township 4917

Voirie *ROADS*
Entretien de routes discontinué 4948
Maintenance of roads discontinued 4948

Société coopérative agricole *Cooperative Agricultural Association*
Société coopérative agricole du haut du 4e rang (*Dissolution*) 4975

SOUMISSIONS — demandes de *TENDERS — Requests for*
Anjou, ville-town 4981
Baldwin-Cartier, c.s.-s.c. 4989
Delisle, c.s.-s.c. 4987
Greenfield, ville-town 4985
Pierrefonds, ville-town 4981

SYNDICATS PROFESSIONNELS *PROFESSIONAL SYNDICATES*
Association des camionneurs artisans du comté de Châteauguay (*Const.-Inc.*) 4977
Association des camionneurs artisans du comté de Labelle (*Const.-Inc.*) 4978
Syndicat des employés de garages Saguenay-Lac St-Jean (*Nom-Name ch.*) 4977
Syndicat des enseignants de la région de la Mitis (*Const.-Inc.*) 4978

VENTES *SALES*
Licitation *Licitation*
Turcotte *vs* Turcotte et *al* 4990

Par Shérifs *By Sheriffs*
Abitibi *Abitibi*
Office du crédit agricole du Québec *vs* Trudel 4991
Québec Farm Credit Bureau *vs* Trudel 4991

Montréal *Montreal*
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Lebeau-Gagnon et *al* 4992
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Lebeau-Gagnon et *al* 4994
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Rodrigue et *al* 4994
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Thompson et *al* 4992
Central Mortgage and Housing Corporation (The) *vs* Laflamme-Lepage 4993
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Lebeau-Gagnon et *al* 4992
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Lebeau-Gagnon et *al* 4994
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Rodrigue et *al* 4994
Montreal City and District Savings Bank (The *vs* Thompson et *al* 4992
Société centrale d'hypothèques et de logement (La) *vs* Laflamme-Lepage 4993

Québec *Québec*
Bank Canadian National *vs* Bégin 4996
Banque canadienne nationale *vs* Bégin 4996
Bolduc *vs* Grenier 4995
Lavoie *vs* Chouinard 4995
Scott Automobiles Inc. *vs* Tremblay 4996

Terrebonne *Terrebonne*

Individual Investment Corp. *vs* Lévis..... 4996

Taxes *Taxes*

Côte St-Luc, cité-city..... 5000
Otterburn Park, ville-town..... 4997
Ste-Geneviève, ville-town..... 4998

IMPRIMÉ AU CANADA

PRINTED IN CANADA

Québec, 1971, 860 p., ill., tabl., cartes, 1 carte économique en couleurs, relié toile./Illustrations, tables maps.

$6.00

ANNUAIRE DU QUÉBEC 1971 QUÉBEC YEARBOOK

DESCRIPTION

CHAPITRE

Partie 1 — *Milieu physique*
Partie 2 — *Le milieu humain*
Partie 3 — *Les ressources de l'économie québécoise*
Partie 4 — *Les échanges*
Partie 5 — *Finances*

CHAPTER

Part 1 — *Physical Milieu*
Part 2 — *Human Milieu*
Part 3 — *The Resources of the Québec Economy*
Part 4 — *Trade*
Part 5 — *Finance*

ARTICLE SPÉCIAL

La Communauté urbaine: Une formule d'organisation et de gestion des agglomérations.

EN VENTE

QUÉBEC:

librairie de
l'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean

librairie Garneau ltée,
47-49, rue Buade

librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL:

Centrale d'artisanat du Québec,
(comptoir des publications),
1450, rue Saint-Denis

librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur ltée,
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES:

Comptoir de l'Éditeur officiel
du Québec
Bureau régional du ministère
de l'Éducation
2590, boulevard Royal